

Interactions entre inégalités sociales et environnementales.

Perceptions des risques et processus d'adaptation des
agriculteurs de Lambokely.

VILLAGE DE L'AIRE PROTÉGÉE MENABE ANTIMENA, DANS LA RÉGION DU MENABE À
MADAGASCAR

Mémoire réalisé par :

Juliette MAHR

Promotrice :

Laurence CARBONE

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma promotrice de mémoire, Laurence Carbone pour m'avoir suivie, conseillée et appuyée durant la réalisation de ce travail. Je souhaite également remercier l'ONG Louvain Coopération (LC) qui m'a fourni le cadre ainsi que les moyens matériels et humains essentiels à l'élaboration de cette étude de terrain. Je tiens également à adresser mes remerciements à Vincent Henin, Expert Sécurité Alimentaire et Economique à LC, pour son encadrement et suivi lors de la préparation des Termes De Références (TDR) de ce travail. Durant cette recherche, de nombreux apports des membres du personnel de Louvain Coopération m'ont été précieux à la récolte de données. Je tiens donc à dire *Misaotra Betsaka*¹ à tout le personnel de Louvain Coopération de Madagascar. Et plus particulièrement à Arcancia Clappe, directrice nationale de Louvain Coopération à Madagascar pour son suivi et son implication dans le cadre de ma recherche, mais également pour sa motivation inspirante.

Pendant les démarches de recherches, j'ai pu rencontrer de nombreux acteurs de terrain qui m'ont permis d'acquérir une base de données. Je tiens à les remercier pour le temps qu'ils m'ont tous accordé et l'intérêt qu'ils ont porté à la réalisation de ce travail. Par ailleurs, sans la participation des agriculteurs et habitants de Lambokely, je n'aurais pas eu l'occasion d'autant m'enrichir de données empiriques à la constitution de cette analyse de terrain. C'est ainsi que je remercie tous les habitants de Lambokely pour leurs attentions et leurs bienveillances durant mes séjours en brousse.

Cependant, sans Berthelos Pythagoras Hadjimanuel en tant que traducteur, je n'aurais jamais pu comprendre les différents récits des villageois de Lambokely. C'est pourquoi je le remercie d'avoir été ma voix, mes oreilles et mes yeux durant ces deux mois. Je tiens également à remercier Sesena Zafindrealy Vonjiaina pour avoir retranscrit et traduit tous les entretiens de cette étude. Je la remercie pour son implication personnelle et l'attention qu'elle a mis à la réalisation d'un travail de qualité. Pour finir, je remercie tous mes proches pour m'avoir soutenue dans mon projet d'étude, ainsi que de m'avoir supporté lors de la réalisation de cet écrit. Je remercie également Yannick Dequize, Valérie Gosseye ainsi que Florence Lestienne pour leurs relectures attentives et leurs retours instructifs.

¹ « Merci beaucoup » en malgache

Table des matières

INTRODUCTION.....	4
-------------------	---

PARTIE 1 : Mise en contexte

1. Conceptualisation des notions de risque et adaptation.....	8
2. Sujet de la recherche	10
2.1. Inégalités sociales et environnementales	10
2.2. Perception des risques	13
2.3. Processus d'adaptation	15
3. Site d'étude.....	17
3.1. Madagascar, un pays épris d'inégalités sociales et environnementales	17
3.2. Un site d'étude particulier : Lambokely	18
3.2.1. Lambokely, un hameau plus si petit	18
3.2.2. La situation sociale de Lambokely	20
3.2.3. Un historique migratoire et environnemental fort.....	22
4. Méthodologie	33
4.1. Les outils de récoltes de données	33
4.2. Les biais potentiels	39

PARTIE 2 : Résultats et analyses

1. Résultats et analyses des perceptions des risques	41
1.1. Résultats des perceptions des risques	42
1.2. Analyse qualitative des perceptions des risques.....	46
1.2.1. Les perceptions d'interactions entre inégalités selon les agriculteurs.....	46
1.2.2. Les perceptions des risques des agriculteurs.....	50
2. Résultats et analyses des processus d'adaptation	83
2.1. Résultats des processus d'adaptation.....	83
2.1.1. Deux processus d'adaptation.....	83
2.1.2. Processus d'adaptation en fonction des risques et des ethnies.....	84
2.2. Analyse qualitative des processus d'adaptation	88

2.2.1. Deux processus d'adaptation, deux perceptions différentes	88
2.2.2. Capacité d'adaptation, résilience et vulnérabilité	89
2.2.3. Déterminant culturel.....	91
PARTIE 3 : Recommandations	
1. Une approche de durabilité sociale	94
2. Agir avec en cohérence avec le terrain.....	98
3. Concilier conservation et développement dans les pratiques de terrains	98
CONCLUSION	100
BIBLIOGRAPHIE	105
ANNEXES	111

INTRODUCTION

Depuis la création de l'Homme, celui-ci s'est toujours adapté à son environnement afin d'évoluer dans une recherche de bien-être personnel, mais également agissant sur celui-ci. C'est ainsi que l'Homme a changé au fil des siècles le fonctionnement même de la planète créant une rupture dans l'histoire la Terre et nous faisant entrer dans une nouvelle époque géologique qu'est l'Anthropocène (Chansigaud, s.d.). Les modifications de l'environnement induites par l'homme sont multiples et variées prenant différentes formes. C'est ainsi que l'érosion découlant directement de l'utilisation des terres agricoles ainsi que des déplacements (de minerais, roches ...) sont significatifs de cette activité humaine et surpassent d'au moins dix fois les mouvements naturels (par le vent, l'eau ...) (Chansigaud, s.d.)

Un premier aspect de ce changement géologique peut trouver une réponse dans les récents travaux concernant l'écologie et les inégalités, comme ceux traités par Eloi Laurent (2009). Un constat est posé et semble bien établi entre ces deux notions. Les inégalités de développement, en termes de capacités (au sens de Sen²) et de pauvreté monétaire, accroissent les dégradations de l'environnement dans les pays en quête de développement. À défaut d'accès au capital humain et physique, la pauvreté mène les populations des pays moins développés, vivant à 70% en milieu rural, à exploiter le capital naturel (forêt, poisson, minéral) à portée de main afin d'en vivre (Laurent, 2009). Cependant, accompagnées de « défaillances institutionnelles », qui entravent la bonne gestion des droits de propriété et des considérations des externalités de cette exploitation, ces activités économiques conduisent à d'importantes dégradations environnementales dont ces populations sont les premières victimes (Laurent, 2009). Par ailleurs, ces mêmes défaillances institutionnelles amènent ces pays à brader des entreprises étrangères le droit de tirer profiter de leurs ressources naturelles causant les mêmes effets néfastes. La résultante de ces exploitations réside entre autres dans la déforestation et pose un enjeu local et planétaire en matière de biodiversité, changement climatique, résilience des écosystèmes et d'accroissement de la pauvreté (Laurent, 2009).

Madagascar est connu pour ces richesses environnementales précieuses, mais également pour la situation de grande pauvreté de sa population ainsi que par les préoccupations mondiales concernant la déforestation du pays. Par conséquent, ce pays fait face à la nécessité de combiner

² Développé par la suite

l'amélioration des conditions de vie de son peuple, tout en diminuant la pression de l'homme sur son environnement afin de limiter les risques sociaux et environnementaux.

C'est ainsi que la liaison entre la sphère sociale et environnementale est de plus en plus traitée dans le milieu scientifique, et sera étudiée dans ce mémoire à travers l'interdépendance des inégalités sociales et des inégalités environnementales. Cependant, afin d'avoir une approche bottom-up³, l'interaction entre ces concepts est étudiée à travers la **perception des risques** des populations concernées dans l'intention de comprendre leur fonctionnement et **processus d'adaptation** à cette situation d'inégalités socio-environnementales.

À cette fin, une étude socioanthropologique du développement a été réalisée dans le sud-ouest de Madagascar au sein d'un village d'agriculteurs exploitants les ressources naturelles mettant en danger la forêt de l'aire protégée (AP) dans laquelle elle se situe. C'est ainsi que ce mémoire de recherche articule des données empiriques du terrain à celles théoriques des sciences-sociales concernant les perceptions des risques et adaptations.

L'objectif de ce mémoire est donc d'identifier les interactions entre inégalités socio-environnementales auxquels les agriculteurs du village de Lambokely⁴ sont confrontés, afin d'étudier les risques perçus et associés à celles-ci en vue de comprendre quels en sont les processus d'adaptation endogènes. À travers les différents chapitres de ce mémoire, une première partie vise à poser le cadre nécessaire à la compréhension de la deuxième partie relative aux résultats de la recherche.

C'est ainsi que dans une logique d'accessibilité à cet écrit par le plus grand nombre, un premier cadre théorique des concepts centraux de cette étude accompagne l'explication conceptuelle du sujet de recherche. À la suite, le site d'étude est placé afin d'appréhender les concepts d'inégalités sociales et environnementales au sein du village. Ensuite, la méthodologie de cette démarche de terrain et d'analyse est exposée afin de rendre compte de l'approche qualitative de cette étude.

La deuxième partie est constituée des résultats de recherches et d'analyses en ce qui concerne les perceptions des risques des agriculteurs ainsi que leurs processus d'adaptation à la situation d'inégalités socio-environnementales. Une dernière partie amenant diverses recommandations

³ Approche ascendante

⁴ Site d'étude

à l'élaboration d'une approche socio-environnementale dans ce contexte d'inégalités est posée et tente de répondre aux quatre hypothèses de départ de ce travail de recherche.

Hypothèse 1 : Il y a des inégalités sociales et environnementales dans la région de Menabe et elles sont intrinsèquement reliées.

Hypothèse 2 : Il y a des risques inhérents à ces inégalités.

Hypothèse 3 : Afin d'agir sur ces risques, il faut cerner quelle est la perception de ces risques par la population concernée ainsi que leurs processus d'adaptation endogènes.

Hypothèse 4 : En globalité, agir conjointement sur le social et l'environnemental permet d'agir sur un territoire à risques.

Pour clôturer ce mémoire, une conclusion synthétisant l'entièreté des résultats d'analyses est formulée finissant par une proposition d'un travail complémentaire à cette étude.

« Qui peut dire que Madagascar n'est pas riche ? Moi personnellement, devant tout le monde, je peux dire que Madagascar est riche. On est riche ! Oui, on est riche. D'où vient la pauvreté ? À qui la faute ? Je ne sais pas. C'est la question de tout le monde. Ce sont tous les Malgaches qui doivent répondre à la question. (...) Madagascar a des avantages par rapport aux autres et ce qui existe vis-à-vis des ressources, mais on est très pauvre ». (Emmanuel, travailleur de l'OPCI Alokaina, communication personnelle, avril 2019).

PARTIE 1 : Mise en contexte

Cette première partie vise à poser le contexte de ce travail. À cette fin, l'explication du sujet de recherche est posée à l'aide des différents concepts mobilisés. Une fois, la compréhension du fondement de cette étude maîtrisée, la mise en contexte du terrain dans lequel se produit ce sujet d'étude est développée. Pour ensuite, finir par une explication de la méthodologie utilisée afin de récolter l'ensemble des données empiriques de cet écrit.

1. Conceptualisation des notions de risque et adaptation

Les notions de risque et d'adaptation sont toutes les deux centrales dans le cadre de cette recherche. Leur conceptualisation est nécessaire à la compréhension du sujet d'étude. C'est pourquoi celles-ci sont développées afin de poser un premier cadre théorique.

Les risques sont omniprésents dans la vie quotidienne de chaque individu. C'est une chose avec laquelle nous vivons et à laquelle nous nous adaptons. Nous évaluons tous, quotidiennement, les risques à prendre ou à ne pas prendre, les risques souhaités ou non désirés ... Néanmoins, nous ne sommes pas tous exposés aux mêmes risques et nous n'évaluons pas les mêmes dangers face aux risques (Chauvin, 2014).

Tout d'abord, il n'est pas rare que les notions de risque et de danger soient confondues. La compréhension de cette différence est essentielle dans la mobilisation des nuances des perceptions développées par la suite.

Le danger se définit comme une substance, une technologie, une activité ou une situation susceptible d'engendrer des conséquences négatives ou des dommages à l'homme et/ou à l'environnement. C'est la capacité de cette substance, technologie, activité ou situation à endommager l'intégrité des biens, personnes ou de l'environnement (Chauvin, 2014). Pour illustrer, le danger pourrait se définir par un virus.

Dans cette perspective, **le risque** est donc « *la possibilité que le danger s'actualise* » (Chauvin, 2014). C'est-à-dire qu'il a des conséquences plus ou moins graves sur l'homme et/ou l'environnement. De fait, le risque correspond à la **probabilité** qu'une certaine substance, technologie, activité ou situation s'actualise et engendre des **conséquences négatives** (Chauvin, 2014). Le risque comprend donc trois notions, celle d'un danger, d'une probabilité et de

conséquences néfastes. Dans cette même logique d'illustration, le risque serait les maladies infectieuses causées par ce même virus qui s'actualise causant ainsi des graves conséquences sur la santé.

Par ailleurs, le concept **d'adaptation** tire son origine dans un ancrage biologique, ce qui explique la confusion de cette notion au sein des sciences sociales. Néanmoins, la convergence commune de toutes ces interprétations est la notion de changement (Guilemot, et al., 2014).

Une grande partie des études contemporaines traitent de l'adaptation face aux changements climatiques. Cette adaptation est majoritairement étudiée dans l'optique d'un ajustement des systèmes humains ou naturels suite à des modifications actuelles ou attendues du climat, et ce, dans le but de limiter les impacts ou d'en optimiser les bénéfices (Guilemot, et al., 2014).

Dans le cadre de cette étude, l'adaptation des agriculteurs de Lambokely est comprise comme étant **l'ajustement de leurs systèmes** en réponse **aux changements socio-environnementaux actuels ou attendus**, c'est-à-dire la situation de **danger ou des risques** socio-environnementaux perçus, en lien avec les inégalités sociales et environnementales. C'est ainsi que les concepts de risque et d'adaptation se retrouvent interreliés au sein de ce travail sur les perceptions des risques et les processus d'adaptation.

2. Sujet de la recherche

L'objectif de cette recherche est d'étudier les perceptions des risques ainsi que les processus d'adaptation des agriculteurs de Lambokely liés aux interactions entre inégalités sociales et environnementales. Pour ce faire, les différents concepts de la recherche sont exposés afin d'en définir le sujet.

2.1. Inégalités sociales et environnementales

Dans ce cadre d'analyse, l'interaction entre inégalités sociales et environnementales peut être qualifiée de *boucle négative socio-environnementale*, selon l'expression d'Eloi Laurent (2009).

D'après Alain Bihr et Roland Pfefferkorn dans leur ouvrage sur « *Le système des inégalités* » (2018), les **inégalités sociales** se caractérisent par une **distribution inégale des ressources** entre les membres d'une société, due aux structures mêmes de cette société et faisant ainsi naître un sentiment, légitime ou non, d'injustice parmi ses membres.

À Lambokely⁵, dans ce village de l'ouest de Madagascar, ces distributions inégales des ressources sont multiples et variées. Celles-ci se traduisent par des **insuffisances alimentaires et en eau**, des différences de niveaux de vie, des **manquements au niveau de la santé**, de la **sécurité** ou encore de **l'instruction**. De fait, la structure même de la société se caractérise par de nombreuses difficultés d'accessibilité à des biens et services (marchands ou non-marchands) (Dubois & Mahieu, 2002) tels qu'aux infrastructures de l'éducation, l'accès à des moyens de subsistance, aux soins de santé ou encore à la sécurité alimentaire et économique.

Il est essentiel de comprendre que ces inégalités ne sont pas indépendantes les unes des autres. Comme l'exprime Bihr A. et Pfefferkorn R. (2018), elles interagissent réciproquement en un *système d'inégalités* dont elles sont mutuellement causes et effets les unes des autres. Par conséquent, ces inégalités sociales ne sont pas indépendantes les unes des autres, ni même des autres inégalités environnementales. Effectivement, comme le cite Eloi Laurent dans son article *Écologie et inégalités* (2009), inégalités sociales et environnementales interagissent au sein de ces différentes répartitions inégales.

⁵ Site d'étude développé par la suite

En effet, de plus en plus de chercheurs d'horizons différents font le constat que les groupes sociaux ou les populations ne sont pas égaux face aux nuisances, aux pollutions et aux **risques environnementaux**. De même qu'ils n'ont pas un **accès égal aux aménités⁶ environnementales** ainsi qu'aux **ressources** (Durand Jaglin,2012). Face à ce constat, l'individu est donc considéré comme un récepteur d'impacts environnementaux négatifs et positifs. C'est cette disparité de répartitions et ses impacts au sein d'une population qui fondent l'inégalité environnementale. (Durand Jaglin,2012). Eloi Laurent (2009) qualifie celle-ci d'*inégale répartition de la qualité environnementale entre les différents groupes sociaux*.

À Lambokely, les inégales répartitions de la qualité environnementale se caractérisent principalement par des **insuffisances de pluies**, de fortes **chaleurs**, **un manque de ressources naturelles** ainsi qu'un **accès inégal aux ressources de la terre**. Pour cause, la présence de la sécheresse, du changement climatique ainsi que la perte de la biodiversité constituent les risques environnementaux de la région. D'autant plus que le manque d'accès aux usages de la terre et aux ressources est très présent à Madagascar, mais de manière démesurée, au sein de ce village en surpopulation dans une aire protégée déforestée⁷.

Toutefois, il est nécessaire de faire une digression concernant ce concept. Effectivement, hormis l'inégale répartition environnementale, celui-ci peut prendre différents aspects. Tels que la considération de l'impact inégal de l'homme sur l'environnement ainsi que l'inégal impact des politiques environnementales sur les populations (Laurent, 2009). Néanmoins, dans le cadre de cette recherche, ces inégalités sont traitées principalement en termes de qualité environnementale. Effectivement, bien que Madagascar soit rempli de richesses naturelles, cette inégalité de répartitions de la qualité environnementale concerne principalement les impacts et les accès environnementaux. En finalité, dans le cadre de cet écrit, les inégalités environnementales peuvent être qualifiées d'inégalités sociales d'accès aux biens et aux maux environnementaux (Durand Jaglin,2012).

De plus, afin de réaliser une recherche complète, des démarches ont été entreprises concernant l'étude de répartitions inégales de la pollution en lien avec le taux de maladies. Malheureusement, aucune donnée sur la pollution dans le Menabe n'a pu être trouvée tant auprès des ONG locales qu'à la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement

⁶ Agrément, lorsqu'il s'agit d'un lieu ou d'un air.

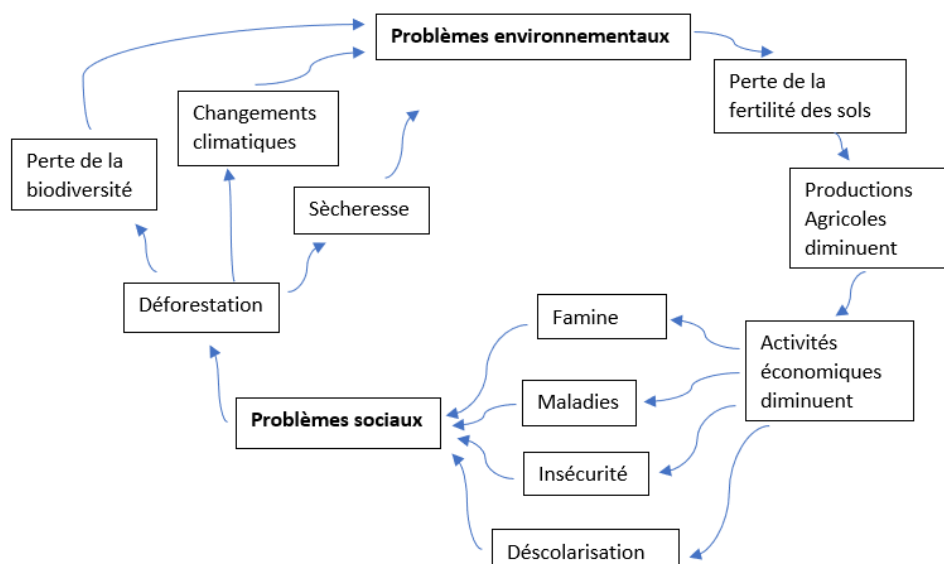
⁷ Notion développée par la suite.

Durable, et la Direction générale de la santé ou encore à L'Instat de Morondava, Institut National de la Statistique de Madagascar. Ne pouvant attester cette information, cette donnée n'est pas prise en compte au sein de cette étude.

L'interaction entre ces inégalités constitue donc la boucle négative socio-environnementale qui peut être décrite comme **l'interaction entre les problèmes sociaux et environnementaux** dans la production de risques.

Le schéma ci-dessous résume la situation d'inégalités sociales et environnementales à Lambokely :

Schéma 1 : La boucle négative socio-environnementale de Lambokely



Source : Entretiens semi-directifs avec les témoins privilégiés, avec les agriculteurs et une observation participante à Lambokely en avril-mai 2019.

Les inégalités sociales et environnementales sont des concepts très larges. C'est pourquoi le caractère cumulatif et dépendant de ceux-ci est étudié, principalement dans le cadre de l'agriculture, l'activité économique principale des habitants de Lambokely. Cette recherche se focalise donc sur les perceptions des risques et plus précisément l'interaction entre ces inégalités autour de la déforestation et la sécheresse en lien avec les problèmes sociaux tel que la famine, la pauvreté, les maladies et l'insécurité.

Pour des raisons de temporalité, nous avons limité cette recherche, géographiquement. C'est pourquoi l'étude des perceptions des risques des agriculteurs est restreinte à cette situation d'interaction de Lambokely. Néanmoins, certaines inégalités provenant du Sud de Madagascar peuvent être exploitées.

Ce schéma représente « la situation de danger » dans l'identification et l'évaluation des risques. Pour rappel, le danger peut se définir comme une situation susceptible d'engendrer des conséquences négatives ou dommageables à l'homme et/ou à l'environnement, et le risque est la possibilité que ce danger s'actualise (Chauvin, 2014).

2.2. Perception des risques

Dans le cadre de ce travail, le risque est identifié comme un **construit social** (Guilemot & al., 2014). Ce construit combine le risque objectif comme décrit précédemment qui désigne un événement dangereux et la probabilité de son impact négatif. Mais également, les représentations des risques qui peuvent venir tant d'experts, par leurs études, que des communautés, à travers leurs vécus, systèmes des valeurs et ressentis. Par conséquent, un même danger peut être vécu de manière différente, à des degrés variables par l'individu ou la communauté qui le perçoit. Cette perception se construit au sein d'un contexte **socioculturel** particulier (Guilemot & al., 2014), ce qui lui vaut souvent l'appellation de *représentation sociale* du risque (Chauvin, 2014).

En effet, les études qui ont pour but de comprendre et organiser les connaissances socialement construites et partagées par des groupes d'individus au sujet de risques particuliers se situent souvent dans une perspective **sociologique** (Chauvin, 2014). Il existe également d'autres études qui visent à comprendre les critères plus ou moins subjectifs à l'origine du jugement du risque. Ces travaux se situent dans une approche **psychosociale et cognitive** et cherchent à mesurer une perception du risque (Chauvin, 2014) dans une logique de « construct » subjectif, « propre au sujet » donc individuel (Chauvin & Hermand, 2008).

Dans le cadre de cette recherche sur les perceptions des risques, une démarche sociologique est adoptée. Néanmoins, certains outils d'analyse de l'approche psychosociale et cognitive sont mobilisés afin de compléter les données socioculturelles, et particulièrement lors des analyses individuelles des agriculteurs qui seront proposées par la suite.

De plus, la majorité des études sur les perceptions des risques visent à examiner la manière dont des individus évaluent les risques de faibles à élevés dans une approche quantitative (Hermand & Chauvin, 2008).

À contrario, cette recherche a pour visée une démarche qualitative. Pour ce faire, l'analyse des perceptions des risques tente d'appréhender (a) les **risques identifiés** au départ de la compréhension de la situation de danger qu'est la boucle négative socio-environnementale par les agriculteurs. L'objectif est d'identifier uniquement les **risques perçus comme élevés** face à une situation de danger particulière qu'est l'interaction des inégalités socio-environnementales. Pour ensuite, évaluer (b) **les risques effrayants** en fonction des différentes communautés et individus. De fait, les réponses adaptatives des individus se font principalement envers les risques identifiés comme élevés (probabilité/effets) et effrayants (peur/affect).

Dans cette perspective, au sein de cette recherche, il a été décidé d'analyser ces perceptions selon deux variables. Tout d'abord, à travers des **variables sociodémographiques** telles que l'âge, le genre, les revenus et l'éducation dans la construction du risque en lien avec leurs processus psychosociaux tel que la position sociale, les croyances ou encore la confiance sociale (Chauvin & Hermand, 2008). Et deuxièmement, l'analyse tente de comprendre l'impact du **déterminant culturel** dans l'analyse du risque (Peretti Watel, 2010).

Il est également important de souligner que l'identification des risques ne se fait jamais de manière neutre, mais bien en lien avec son environnement physique et temporel. Comme exprimé par Dongo Rémi Kouabéna, Maria Teresa Munoz Sastre, Bernard Cadet et Danièle Hermand dans leur ouvrage *La psychologie du risque* (2007), le risque ne peut être séparé de la situation qui le fait naître ou des conditions présentes dans son environnement à un moment donné. Par conséquent, celles-ci sont intégrées dans l'évaluation des risques des agriculteurs.

D'autre part, au sein des études de gestions des risques, l'identification du risque par les communautés est souvent traitée de manière biaisée. Cependant, dans le cadre de cette étude, les perceptions des risques ne sont pas étudiées dans ce qu'elles sont « justes » ou « fausses », mais dans ce qu'elles représentent pour les agriculteurs afin de comprendre leurs processus d'adaptations endogènes.

En finalité, cette étude vise la perception des risques en lien avec des mécanismes cognitifs, psychosociaux et socioculturels. La perception d'un risque est d'une part un « construct » social (Guilemot & al., 2014), mais également, un acquis lié aux contextes culturels, historiques ou de groupes (Douglas & Wildavsky, 1982).

2.3. Processus d'adaptation

Les différentes perceptions des risques permettent de comprendre les processus d'adaptation des agriculteurs de Lambokely, à quoi ils s'adaptent et de quelle manière. C'est pourquoi dans cette recherche, les processus d'adaptation sont étudiés en réponse à la situation socio-environnementale ainsi qu'aux risques identifiés et évalués comme élevés et effrayants.

Un processus est une « *suite continue d'opérations, d'actions constituant la manière de faire, de fabriquer quelque chose* » (Larousse, 2019)

Cette recherche vise à étudier les suites d'**actions et manières de faire** des agriculteurs en ce qui concerne leur adaptation à cette situation socio-environnementale. C'est-à-dire, le fonctionnement d'adaptation des agriculteurs de Lambokely, plutôt que leurs adaptations réelles.

Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que les processus d'adaptation sont des réponses provisoires à des changements et ne sont donc pas statiques. Ils évoluent et se transforment au fil des changements (Shahbenderian, 2009). Ils dépendent donc fortement du contexte dans lequel se situent les individus. Ce contexte est identifié en fonction de la perception des agriculteurs de leur propre situation socio-environnementale.

De fait, de nombreux facteurs peuvent influencer les individus dans leurs démarches d'adaptation. Ainsi, il a été décidé de se pencher plus particulièrement sur la perception des risques et sur la manière dont les agriculteurs envisagent d'y faire face (Guilemot & al., 2014). Pour cela, deux dimensions caractérisent les mesures d'adaptation : l'horizon **temporel** visé à court ou long terme, ainsi que le niveau **organisationnel** de l'adaptation, individuel ou collectif (Guilemot, Mayrand, Gillet et Aubé, 2014).

En finalité, le questionnement de cette recherche porte sur le rôle des perceptions des risques dans les processus d'adaptation des agriculteurs au sein d'un contexte d'inégalités sociales et environnementales. La recherche s'articule donc autour des points suivants :

1. Est-ce que les agriculteurs de Lambokely perçoivent l'interaction entre les inégalités sociales et environnementales ?
2. Y a-t-il des différences de perceptions selon les différents groupes ethniques ?
3. Quels sont les risques évalués comme les plus élevés et les plus effrayants ?
4. Quels sont les processus d'adaptation des agriculteurs face aux dangers et aux risques perçus ?

Pour tenter de répondre à ces questionnements, différentes méthodes ont été mises en place et sont développées dans le point sur la méthodologie utilisée.

3. Site d'étude

L'analyse des inégalités sociales et environnementales nécessite une compréhension de fond du contexte social, historique, culturel, ethnique et environnemental du village étudié. De nombreux facteurs entrent en compte dans l'analyse des perceptions et des adaptations. À cette fin, une première contextualisation générale de Madagascar est réalisée pour laisser place ensuite à celle du village qui fait l'objet de cette étude.

3.1. Madagascar, un pays épris d'inégalités sociales et environnementales

L'île Rouge qu'est Madagascar est un pays de l'Ouest Indien situé au Sud-est de l'Afrique. Cette Grande île peuplée d'environ 25,6 millions d'habitants est duelle et oscille entre pauvreté et richesse, vulnérabilité et force sur un territoire de 581 540 km² (France Diplomatie, 2019).

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu de nombreux bouleversements et instabilités politiques. En 2018, de fortes tensions ont précédé les élections présidentielles. Depuis le 19 janvier 2019, le président Rajoelina a été investi pour 5 ans (France Diplomatie, 2019).

En 2009, une crise politique stoppe la croissance économique du pays (France Diplomatie, 2019). Aujourd'hui, selon la Banque Mondiale (2019), Madagascar fait partie des pays les plus pauvres au monde avec 75% de la population survivant avec moins de 1,70€ par jour.

En 2018, son indice de développement humain (IDH) fait partie des plus faibles de la planète. De nombreuses inégalités sociales y sont marquées avec plus de 80% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (France Diplomatie, 2019).

Madagascar est un pays profondément rural et agricole, où 75% des habitants vivent dans les campagnes. L'agriculture est de loin la première source de devises et le premier secteur économique du pays. La plupart des populations dépendent de l'agriculture pour leur survie et vivent en zone rurale. (Dabat et Jenn- Treyer, 2010).

En ce qui concerne la santé, un enfant sur deux souffre de retard de croissance. Et Madagascar détient un taux de malnutrition chronique des plus élevés qui lui confère la 4e place mondiale. En 2012, environ 1,4 million d'enfants n'étaient pas scolarisés. De manière générale, les conditions de vie sont difficiles. Seulement 13% de la population a accès à l'électricité et c'est

également l'un des pays les plus touchés par les aléas climatiques en Afrique (Banque Mondiale, 2019). Madagascar est un des « hotspots » et fait partie des points chauds de la planète. C'est un pays avec une grande biodiversité menacée et classée comme zone critique. (Laurent, 2009).

3.2. Un site d'étude particulier : Lambokely

« En ce qui concerne Lambokely, je pense que vous connaissez déjà, ce sont les Rois du défrichage. Les plus grands défricheurs dans les communautés riveraines de l'aire protégée Menabe-Antimena. » (Marino, contrôleur de l'AP⁸ de Menabe-Antimena chez DREDD, communication personnelle, mai 2019)

Comment présenter autrement le terrain de cette recherche ? Tout au long de cette étude, nous avons eu l'occasion de faire énormément de rencontres, et tous avaient leurs petits mots concernant Lambokely : ce sont des immigrés, les plus grands défricheurs, c'est leur faute, ils sont inconscients, ils sont trop fainéants pour travailler la terre ...

Lambokely nous a été présentée sous toutes ces formes. Personnellement, nous y avons découvert un paysage un peu plus complexe. Un paysage dans lequel jouent et se mélangent beaucoup d'enjeux et de facteurs. Afin de pouvoir maîtriser les perceptions des risques et processus d'adaptations des habitants de ce *Fokontany*⁹, une compréhension de son terrain, son histoire, de son fonctionnement et de sa population est développée.

3.2.1. Lambokely, un hameau plus si petit ...

Un chemin de terre sablonneuse, une femme qui sort de nulle part avec un sac sur la tête, une chaleur insoutenable, un désert exposant quelques troncs d'arbres portant encore les traces du passage du feu, des petites cabanes que l'on aperçoit au loin dans 360° de feu¹⁰ la forêt, c'est ainsi que se dessine l'entrée de Lambokely¹¹.

Dans l'Ouest de Madagascar, au sein de la région du Menabe dans la Province de Toliara (Tuléar) se situe un village dans la brousse¹² de l'aire protégée Menabe-Antimena. Lambokely

⁸ Aire protégée

⁹ La plus petite circonscription administrative de Madagascar

¹⁰ Qui est mort depuis peu de temps.

¹¹ Voir annexe 1 : Photographies du paysage de Lambokely

¹² Zone éloignée des centres urbains

Il est à noter que cette information m'a été transmise durant la période de récolte. À cette période, en parallèle des migrations économiques, un deuxième type de migration s'y opère, une migration saisonnière. Ce qui pourrait expliquer ce nombre impressionnant.



Les habitants de ce village sont constitués à environ **90%** de l'ethnie des **Antandroy**¹⁵, des Tandroy. Cette population provient du Sud de Madagascar, de la province de Tuléar. Une

¹⁵ La prononciation phonétique : Ata-n-djouï

grande partie vient plus précisément de la région de l'Androy et de Mahafale (Magma, 2018). Mais selon leurs mots, ils viennent « Du pays des ancêtres ».

« La majorité des gens ici sont tous des nouveaux occupants, les anciens sont très peu par rapport aux nouveaux. » (Marina, agricultrice Antandroy, communication personnelle, mai 2019)

3.2.2. La situation sociale de Lambokely

La région du Menabe dans laquelle se situe Lambokely est classée en tant que « zone rouge » (La région Menabe, 2013). À l'intérieur du Menabe, cette zone est plus restreinte et moins officielle. Néanmoins, Lambokely se trouve au cœur de cette zone d'insécurité où vols de bœufs, attaques à main armée, attaques organisées et préméditées de domiciles, mais aussi braquages de taxi-brousse sont fréquents (La région Menabe, 2013). La dernière fois que Lambokely a subi le passage de DAHALO, voleurs de zébus/bœufs, c'était en 2017.

Ajoutés à cette situation générale d'insécurité, des conflits intervillages sont également présents concernant des vols de maïs dans les champs illicites de la forêt de Lambokely. Ces vols intervillages sont récents et de plus en plus fréquents durant la période de récolte comme l'expose le Responsable Conservation et Développement de l'ONG gestionnaire de l'AP FANAMBY à travers cette explication d'un conflit survenu lors de mon passage à Lambokely.

« Ils [villageois d'un village voisin] ont commencé à s'introduire dans la forêt de Lambokely où il y a aussi des cultures de maïs illicite. (...) Alors c'est là que c'est créé le conflit. Parce que les gens du Nord voulaient continuer, ils ont pris goût sur le vol des maïs à l'intérieur du Noyau Dur. Et Lambokely ne voulait pas que ces gens-là continuent alors ils sont rentrés en conflits. Il y avait 3 blessés du Nord et 1 blessé de Lambokely. » (Anthonio Rafiringa, communication personnelle, avril 2019)

Hormis cette situation d'insécurité, Lambokely est un village constitué uniquement d'agriculteurs. Tout le monde travaille aux champs même lorsqu'il pratique une activité parallèle. Le petit commerçant est agriculteur au même titre que le directeur d'école. Depuis la fermeture des entreprises de la région, la seule activité rémunératrice est l'agriculture de maïs, d'arachides ou de manioc, comme mentionné par la suite.

Cette inégalité d'accessibilité à des moyens de subsistance bloque les agriculteurs à trouver d'autres sources de vies. Ce manque d'opportunités sociales empêche les Nouveaux Arrivants à avoir le potentiel nécessaire pour obtenir la capacité à trouver les moyens de subsistance. Cette inégalité d'accès crée une situation de pauvreté économique importante.

Globalement, Lambokely est un village avec peu d'accessibilité aux soins de santé et en proie aux maladies ainsi qu'à la famine. Effectivement, il n'y a **aucun professionnel de la santé** présent sur le territoire. Le manque de Centre de Santé de Base (CSB) dans l'aire protégée est reconnu par son gestionnaire comme étant un problème pour la zone (FANAMBY, 2014). Les habitants du village doivent parcourir environ 15km jusqu'à Beroboka pour trouver le CSB le plus proche, et plus ou moins 80km pour l'hôpital de Morondava. Hormis ce manque d'accessibilité physique, les agriculteurs ont peu les moyens pour financer les soins de santé. Selon les agriculteurs (communications personnelles, mai 2019), cette non-accessibilité se fait surtout ressentir en période de soudure¹⁶ quand les moyens financiers sont au plus bas et quand il est plus fréquent de tomber malade.

« *Des fois, il y en a qui sont morts en route et reviennent au village.* » (Marina, communication personnelle, mai 2019).

L'insécurité alimentaire est également présente à Lambokely. L'alimentation des habitants dépend des saisons. Il y a la saison du riz, du maïs et du magnoc. L'arachide est uniquement cultivée comme culture de rente (Vieilledent & Co, 2016). En 2016, L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, programme alimentaire mondial a réalisé un rapport spécial sur l'« *évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar* ». Celui-ci réfère que les productions de maïs, magnoc et riz est en baisse. Les régions de l'Androy et du Menabe sont les plus touchées par la réduction de la production du maïs. Dans cette situation de réduction de production, les agriculteurs de Lambokely n'ont pas accès à une alimentation variée et suffisante. De plus, **l'accès à l'eau** est également un élément important à Lambokely. Ce fokontany n'est pas desservi en eau potable. Au-delà du fait qu'il y a un manque d'accès à une eau saine et potable, il y a un manque d'accès physique à l'eau. Effectivement, les quelques points d'eau présents dans le village sont des puits creusés par les habitants. Ce manque d'accessibilité à la sécurité alimentaire et à l'eau ne permet pas aux habitants et surtout aux enfants d'avoir la capacité de se défendre face aux maladies.

Pour finir, Lambokely ne dispose que d'une seule **Ecole Primaire Publique (EPP)** pour accueillir les enfants d'une population d'environ 20 000 habitants dont la majorité sont des mineurs. Cette école dispense uniquement des cours de primaire de 6 à 11 ans. Afin de poursuivre leurs études, les élèves doivent se rendre à Belo-sur-Tsiribihana (30km) ou à

¹⁶ Les stocks sont quasiment épuisés et les nouvelles récoltes ne sont pas encore moissonnées.

Morondava (80km). De plus, la qualité de l'encadrement dans les EPP est incertaine au vu de la moyenne de 62 élèves/salles (La Région Menabe, 2013). Le document référentiel *La Région Menabe* (2013) met en exergue la vétusté des équipements, du matériel et l'insuffisance du personnel. En conclusion, le manque d'accessibilité se retrouve à différents niveaux : de l'accessibilité à la santé physique et économique ainsi qu'à un enseignement de qualité. Par conséquent, peu d'enfants sont scolarisés dans le village.

3.2.3. Un historique migratoire et environnemental fort

En 2019, le nom de « Lambokely » résonne un peu partout dans la région. Toutefois, la présence de ce hameau en tant que fokontany est assez récente. L'histoire du fokontany de Lambokely est relativement nouvelle. En effet, avant les années 2000, ce petit village sans histoire n'était qu'un amas de quelques habitations à l'écart de Beroboka. En moins de vingt ans, deux petits mots ont modifié considérablement le paysage et la vie de ces habitants : migration et déforestation.

3.2.3.1. Lambokely et ces migrations ethniques

Comme exprimé précédemment, Lambokely est un village issu de l'immigration du Sud en direction de l'Ouest. De fait, le Menabe et son peuple Sakalava¹⁷ ont des rapports assez anciens avec les migrations. Plusieurs flux migratoires se sont opérés au fil du temps, amenant souvent la population du Sud vers l'Ouest. Depuis, cette terre est devenue une sorte de terre d'exil pour les Antandroy (Goedefroit, 2000), bien qu'ils migrent également dans tout Madagascar.

¹⁷ La prononciation phonétique : Sakalav(e)

- Une forte histoire migratoire

Cette région est devenue par la présence **d'unités industrielles** (SUCOMA, AQUAMEN, SOPEMO ...) ou d'activités de plantations comme le sisal, une région pilote de Madagascar et une zone importante de migrations. Ces entreprises ont drainé beaucoup de **main-d'œuvre** surtout venant **du Sud** (Magma, 2018).

Ces migrations à répétition des Antandroy sont directement liées à la situation de la région dans le Sud. Les **famines** récurrentes poussent cette population à prendre, à chaque fois, la route afin de trouver des sources de revenus pour aider les familles restées au pays (Magma, 2018).

« Il n'y a rien à manger à l'Androy, c'est la misère là-bas. Avant de quitter là-bas, il n'y avait rien, c'était la famine alors on a déménagé ici. On est à Lambokely pour survivre, on travaille ici. » (Naina, agricultrice Sakalava, communication personnelle, mai 2019)

C'est ainsi que depuis 2009, Lambokely grandit accueillant de plus en plus de migrants. Toutefois, ce n'est que depuis 2014 avec **un pic en 2016 et 2017** que la migration s'est accentuée (Magma, 2018).

La raison de cette augmentation du flux migratoire est double. Depuis 2015, beaucoup des **firmes industrielles** du Menabe **ont fermé leurs portes**. Les migrants Antandroy vivant de ces entreprises se sont alors retournés vers les forêts avoisinantes. En parallèle, cette migration intensive vers Lambokely et ses alentours prend de l'ampleur avec l'augmentation des prix des produits agricoles, suite à la demande des collecteurs chinois. C'est à la même période, que le **boom du maïs** et ensuite en 2015, le **boom de l'arachide** se produisirent avec un gros besoin de main-d'œuvre agricole (Magma, 2018).

Une nouvelle vague migratoire se produit entre 2016 et 2018. C'est récemment avec l'arrivée en masse des Antandroy que Lambokely s'est construit en tant que fokontany. La solidarité ethnique qui caractérise ce peuple les a rassemblés au sein de ces terres.

*« Quand ils partent de chez eux, du Sud, je ne sais pas comment ils font, mais ils partent sans rien. Quand on leur demande « Tu vas aller où ? », « Je vais aller à Intel ». Ils connaissent vraiment le lieu où ils vont. On leur demande « Est-ce que tu connais quelqu'un là-bas ? », « Non, je ne connais personne. Mais arrivé là-bas, je vais demander : Est-ce qu'il y a un Antandroy ici ? Du moment qu'il y a un Antandroy, je ne serais pas perdu. ». Ils sont **vraiment solidaires**. C'est leur sens de la solidarité qui les aide beaucoup. »* - (Technicien d'ALEFA ONG, communication personnelle, mai 2019)

Cette solidarité a amené rapidement des milliers de migrants durant ces quatre dernières années à Lambokely. En parallèle, comme référés par l'Organisation internationale pour les migrations

(2018) de Madagascar, de grands capitaux saisissent cette opportunité et instrumentalisent ces migrations à des fins économiques. **Des commanditaires** affrètent des cars entiers pour transporter des Antandroy directement à Lambokely.

« Il y a des commanditaires qui transportent des individus du Sud. En général tous des Antandroy qu'ils payent pour des salaires minimaux. Les Antandroy sont reconnus pour leurs forces. Ils ne coutent pas cher. Ils les ramènent pour travailler, défricher seulement, ou ils les payent pour cultiver, ou pour brûler la forêt aussi après le défrichement. Peut-être qu'en ce moment [période de récolte], ils payent pour récolter les produits illicites du noyau dur¹⁸. » (Anthonio Rafiringa, Responsable Conservation et Développement FANAMBY, communication personnelle, avril 2019)

Le marché de l'arachide et du maïs ainsi que la présence des marchés extérieurs amènent cette main-d'œuvre dans la région du Menabe et principalement à Lambokely.

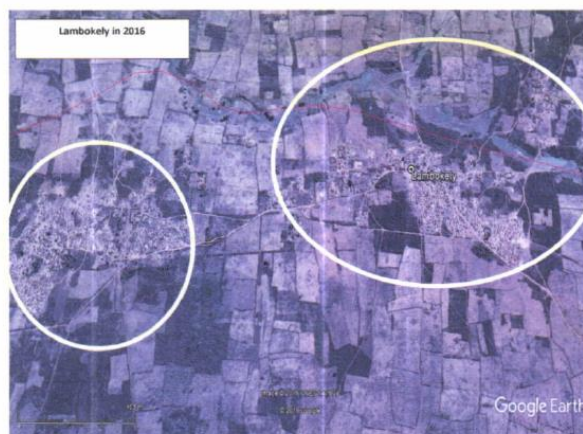
- Boom démographique de Lambokely

Le marché du maïs et de l'arachide, les faillites, cette solidarité ethnique ainsi que l'implication des commanditaires ont modifié le paysage de Lambokely. Son augmentation démographique fut fulgurante et en très peu de temps. Une personne âgée (Dithy communication personnelle, mai 2019) habitant à Lambokely depuis 1997 me confia qu'« Il n'y avait que 6 maisons à Lambokely avant ». Depuis, le hameau a bien évolué. Selon Fanamby, le gestionnaire de l'AP (communication personnelle, avril 2019), en 2007, la population comptait encore 60 à 100 habitants.

Massive migration in the Protected Area



Massive migration in the Protected Area



Source : Atelier organisé par PACT (ONG internationale de développement) à Morondava en novembre 2018.

¹⁸ Zone dans l'AP où il est interdit de cultiver. Terme développé subséquemment.

Sur la carte ci-dessus, en 2013, Lambokely rivalisait déjà avec un village voisin. En 2016, lors du boom du maïs et de l'arachide, la population de Lambokely a explosé. En 2019, le village compte 20 000 habitants et est devenu le pôle de la région.

*« Et tout d'un coup, Lambokely est devenu ce pôle pour les gens qui sont autour. Puisque c'est un peu comme la **ruée vers l'or** de la Californie au début du siècle, 19 et 20^e siècle. Tous présents pour une seule raison, l'agriculture. »* (Dannick Randriamanantena, MTB Landscape manager WWF Madagascar, communication personnelle, mai 2019)

Cette migration à Lambokely fut spectaculaire pour les autochtones ainsi que pour les travailleurs. Le nombre impressionnant d'Antandroy dans la région et à Lambokely s'explique par la culture spécifique de ce groupe ethnique. Effectivement, les Antandroy sont **nomades** ainsi que **polygames**. Leurs pratiques coutumières expliquent en partie l'augmentation constante et exponentielle de la population du village.

« Ils sont plus nombreux que les autres. Je t'ai déjà expliqué qu'ils peuvent avoir de 1 à 5 femmes, cela dépend de sa richesse. Et avec chaque femme, ils arrivent à avoir jusqu'à 8-10 enfants. C'est pour cela qu'ils sont nombreux. » (Lova, technicien ONG ALEFA, communication personnelle, avril 2019)

- Cohabitation ethnique

L'arrivée de cette migration économique et ethnique engendre une cohabitation entre l'ethnie native et les « nouveaux arrivants ».

Pour rappel, l'ethnie native de la région du Menabe est les Sakalava. Ceux-ci ont vu leurs terres se faire aménager et modifier en très peu de temps par l'arrivée des migrants.

« Les Sakalava sont en minorité maintenant, c'est ça le problème. Les vrais Sakalava dans la région sont devenus en minorité. Sinon avant, les vrais Sakalava, ils protégeaient la forêt. C'était leur ressource de repas, puisqu'ils vivaient surtout de la forêt. Il y a des plantes, des racines à chercher dans la forêt. Avant, ils pouvaient encore prendre un petit animal qu'ils mangeaient, ils chassaient aussi le sanglier. Tous leurs repas venaient de la forêt. Alors, ils ont intérêt à protéger la forêt. C'est seulement après l'arrivée des autres ethnies que ça a commencé. Puisque ce sont des gens qui sont faciles à vivre, des gens qui aiment la paix. Eux, ils ne font rien. Ils observent, mais ce ne sont pas les Sakalava qui abiment la forêt en général. »
(Technicien de ALEFA ONG, communication personnelle, mai 2019)

Il est habituel de distinguer les Antandroy (défricheurs) et les Sakalava (protecteurs). Cependant, de nombreux Sakalava de la région investissent également dans la déforestation sans pour autant être sur le terrain à défricher.

Cette cohabitation forcée entre les Sakalava et les Antandroy est ancienne et récente à la fois. De fait, au cours du temps, des familles du Sud sont restées. Pour certains, l'ancienneté les fait se sentir autochtones sans l'être vraiment (Magma, 2018). Néanmoins, la plupart des habitants de Lambokely proviennent de ces migrations récentes. Il y a donc une distinction à faire entre les anciens migrants et les nouveaux migrants, bien que la majorité vienne tous du Sud. C'est ainsi que certains parlent des « nouveaux arrivants ».

Les **Sakalava** sont souvent décrits comme étant des gens faciles à vivre. Face à l'arrivée d'autres ethnies, ceux-ci *gardent une distance de pollution* et émigrent de leur territoire ancestral pour des zones plus calmes (Magma, 2018).

D'autres ethnies sont également présentes en minorité à Lambokely, comme l'ethnie **Betsileo**. Cette ethnie provient du plateau central de Madagascar. La terre du pays Betsileo n'étant pas assez fertile pour nourrir sa population, leur émigration commence dès le 19^e siècle (Fierro, s.d.). Leur arrivée dans la zone de Kirindy et de Lambokely se fait dans les années 80 avec les débuts du défrichement pour le maïs et l'arachide (Fanamby, 2014).

Dans le fonctionnement ethnique, ces groupes peuvent être catégorisés en deux parties. Les Sakalava et Betsileo d'un côté, et les Antandroy de l'autre. Cette catégorisation est expliquée subséquentement.

3.2.3.2. La déforestation

À cette augmentation de la population pour le marché du maïs et de l'arachide s'adjoint l'augmentation du défrichement et de la déforestation de l'aire protégée (AP) Menabe-Antimena.

- L'aire protégée Menabe-Antimena

Comme énoncé précédemment, Lambokely est un village situé dans le nord de l'aire protégée Menabe-Antimena. Afin de comprendre l'importance de cette AP dans le paysage de Lambokely, il faut comprendre ce qu'est réellement une aire protégée.

Selon la Loi n°2015-005 sur la « Refonte du Code de Gestion des Aires Protégées », une **aire protégée (AP)** est une zone mise en place afin d'assurer la protection de l'environnement et de la biodiversité. C'est un espace délimité, géré et régulé avec l'aide de la population présente dans la zone.

Dans le cas de l'AP Menabe-Antimena, le gestionnaire délégué qui a été désigné est une ONG malgache de conservation et de développement, **Fanamby** (Fanamby, 2014). Afin de cogérer l'AP, celle-ci est accompagnée de **Durell**, une ONG britannique qui a pour mission de protéger, de conserver les espèces menacées d'extinction à Madagascar. Et du côté étatique, ces deux ONG travaillent également avec la **DREDD** (Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable) anciennement appelée la DREEF (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts) et encore citée en brousse sous le nom de : « La Forêt ». DREDD et Fanamby ont été interviewés dans le cadre de cette recherche.

Cette AP a été mise en place provisoirement par le gouvernement entre 2004 et 2006. Ce n'est qu'en 2015 qu'elle est déclarée aire totalement protégée (Raymond & Samoelijanoa, 2019). Lambokely est donc devenu récemment un territoire de l'aire protégée Menabe-Antimena. Comme énoncé précédemment, à cette époque, il n'y avait que 60 à 100 habitants. Lors de la répartition des zones, les gestionnaires ont évalué les zones d'utilisation durable en fonction de la population présente. Ce sont des espaces où les agriculteurs peuvent utiliser la terre afin de

cultiver et d'avoir une activité économique règlementée et contrôlée (Fanamby, 2014). D'après Fanamby (communication personnelle, avril 2019), Lambokely a hérité de 60 hectares pour tous les habitants. À cette époque, les terrains disponibles n'étaient même pas utilisés entièrement.

- Migration et déforestation

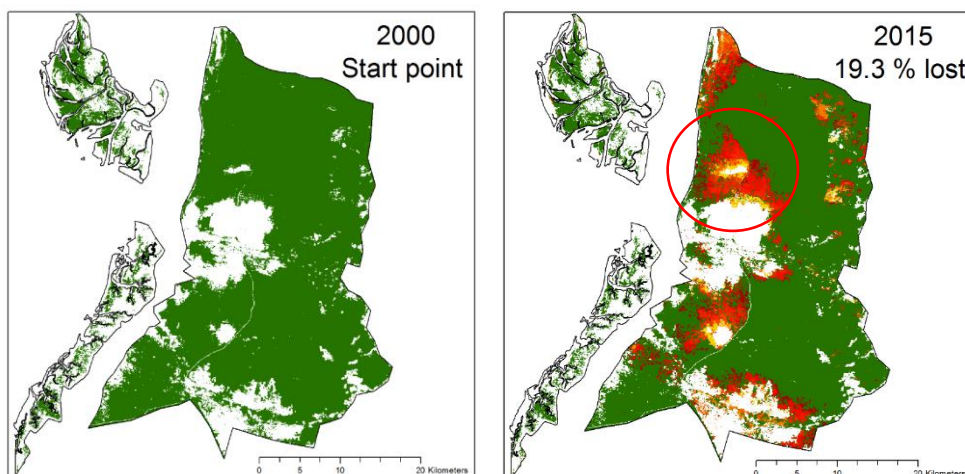
L'arrivée de cette migration dans l'AP a changé la situation. Rapidement, les terres ont manqué. Les agriculteurs, majoritairement les Antandroy, se sont approprié les terres voisines au sein des forêts. Les zones d'utilisation durable ont toutes été exploitées ainsi que des zones prévues à d'autres effets. Actuellement, **les terrains de cultures dépassent** ce qui a été prévu par le plan d'aménagement et de gestion de la nouvelle aire protégée Menabe-Antimena. Malgré la mise en place d'un droit foncier, les populations ont longtemps pratiqué et pratiquent encore le droit coutumier. Ce droit permet à la 1^{ère} personne qui travaille la terre de se l'approprier. Dans un contexte de forte migration, cela laisse un accès à la terre presque illimité.

« Dans la brousse, ce n'est pas encore reconnu par le domaine, leur terre. C'est juste que c'est eux qui arrivent en premier et c'est eux qui ont construit le village. Alors vis-à-vis de l'état toutes les terres appartiennent à l'état, mais quand même si un paysan ou un villageois arrive en 1^{er} et c'est lui qui a fait construire le village. Donc l'état n'est pas strict et laisse les gens vivre là-bas. » (Lova, technicien ALEFA ONG, communication personnelle, avril 2019)

Selon l'analyse de l'Organisation internationale pour les migrations (2018) de Madagascar ainsi que des témoins privilégiés que j'ai pu rencontrer, il semble que du « ***laxisme et de la complaisance des autorités locales*** » (Magma, 2018) aient joué un rôle dans cette déforestation. Bien que récemment, depuis fin 2018, les gestionnaires tentent tardivement de réagir par des moyens de répression, la déforestation continue.

Comme représenté sur ces deux cartes, en 2015, la déforestation fut impressionnante. La partie la plus touchée sur la carte se situe dans les forêts de Lambokely (entourée en rouge). Et avec le boom démographique dans la région, en 2016, la situation s'est empirée.

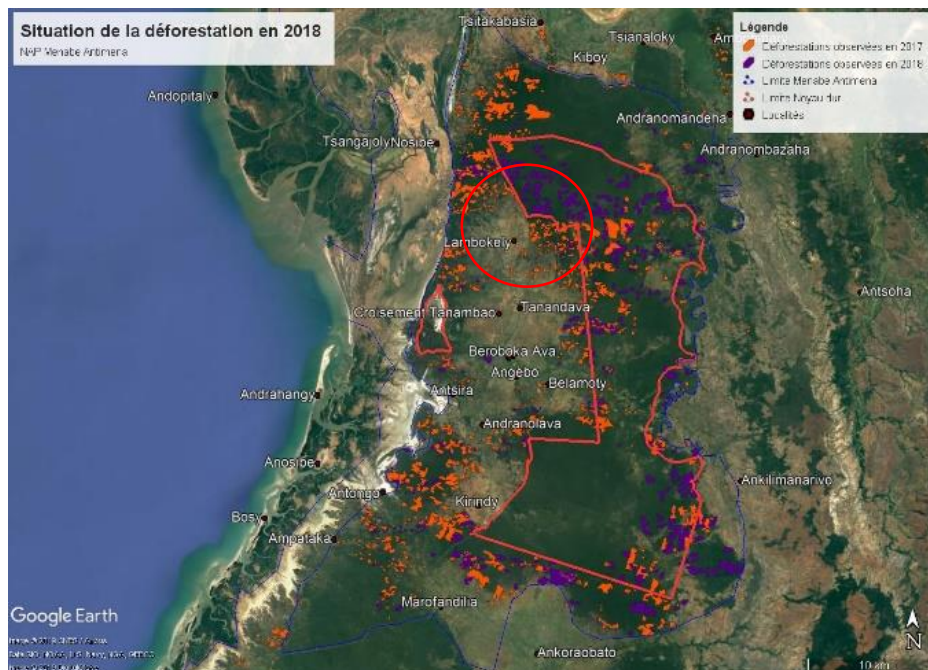
Figure 1 : Déforestation du Menabe de 2000 à 2015



Source : Durell, Summary of data from Global Forest Watch

Depuis 2018, comme présentés sur la carte ci-dessous, **les Noyaux durs** de l'AP sont également **touchés**. Ce sont des forêts et zones interdites d'accès (Fanamby, 2014). Personne ne peut y entrer sans autorisation et aucune activité humaine ne peut s'y développer. Ce sont les zones les plus importantes et le cœur de l'Aire Protégée. Et actuellement, les agriculteurs de Lambokely cultivent à l'intérieur de celles-ci.

D'après les chiffres du rapport d'analyse des survols de la Nouvelle Aire Protégée Menabe-Antimena de WWF (2018), il y a une baisse de la déforestation dans l'ensemble de l'Aire Protégée. Les défricheurs ne visent presque plus les forêts en dehors du Noyau dur, mais **défrichent** directement **dans les Noyaux Durs**. Ailleurs, il n'y a plus de forêts, il n'y a plus de bois ou de terrains fertiles. À Lambokely, les restes du dernier Noyau Dur se trouvent du côté Est de la route. Ce côté est souvent appelé « La réserve ».



Source : Rapport d'analyse des survols de la NAP Menabe Antimena de WWF - 2018

Ce qui est important de comprendre en ce qui concerne les agriculteurs de Lambokely, c'est qu'une partie des agriculteurs ont « leurs » champs en dehors de la zone prévue légalement à cet effet. Et depuis 2018, suite à une annonce politique¹⁹ autorisant la culture sur une année dans la zone protégée (Marino, contrôleur de l'AP de Menabe-Antimena chez DREED, communication personnelle, mai 2019), de nombreux champs sont du côté Est de la route. Par conséquent, 2018 a été l'année avec le plus haut pic de déforestation pour l'AP (Raymond & Samoelijanoa, 2019). Cela signifie qu'au regard de l'état, la majorité des agriculteurs de ce village pratique de **l'agriculture illicite**.

D'après des scientifiques allemands et malgaches (WWF, 2017), il y a un risque que la forêt du Menabe central disparaisse complètement avant 2050. Une étude plus récente de Durrell Wildlife Conservation Trust exprime même la possibilité que celle-ci disparaisse d'ici 2020-2025 si la déforestation continue à ce rythme (WWF, 2017). Selon ces scientifiques, la forêt du Menabe central aura disparu d'ici 1 an à 30 ans.

¹⁹ Plus ou moins douteuse liée à la corruption, selon un ancien travailleur de Durrell, l'un des gestionnaires de l'AP.

- Un défrichement particulier ...

Comme exprimé précédemment, la déforestation à Lambokely est principalement due aux défrichements à des fins agricoles. Toutefois, dans le Menabe d'autres menaces pèsent sur l'AP comme la coupe illicite, la chasse ... (Fanamby, 2014). Néanmoins, à Lambokely, la pratique de la plupart des habitants est le **défrichement**, c'est pourquoi une focalisation est faite sur cette technique.

- Culture sur brûlis

La déforestation de l'AP n'est pas simplement due à l'augmentation d'une population affamée, elle est directement liée aux pratiques de défrichement des agriculteurs Antandroy. Ce groupe ethnique pratique le TAVY, de la « culture sur brûlis » afin d'enlever la forêt et d'en faire des terres cultivables (Fanamby, 2014).



Source : Survol WWF novembre 2018

La culture sur brûlis est la cause d'une grande partie de la perte de la forêt du Menabe. En 2018, 155 feux de forêt ont été recensés et ont engendré la perte de 1465.25 ha. La perte de la forêt de l'AP en 2018 a été quatre fois supérieure à celle de 2017 (WWF, 2018).

- Fertilité des terres et sécheresse

Cette technique est efficace afin d'obtenir une terre cultivable. Seulement, la forêt du Menabe est une forêt dense et sèche. Comme l'a référé l'ancien responsable des suivis écologiques, responsable des patrouilles communautaires et responsable des données SMART de DURELL (communication personnelle, mai 2019) lorsque la terre est brûlée 3 fois, celle-ci ne se régénère plus d'elle-même. Il faut reboiser pour recréer une forêt. En l'espace de 3 ou 4 ans, les terres ne sont plus fertiles. En parallèle, la sécheresse²⁰ est de plus en plus présente, ce qui rend leurs terres arides. D'après le rapport de l'Organisation internationale pour les migrations sur la « Migration, environnement et changement climatiques à Madagascar » (2018), la sécheresse de sud-ouest, se maintiendra probablement dans le futur avec une augmentation de la température,

²⁰ Voir annexe 2 : Cartes de répartition nationale des indicateurs climatiques (températures et précipitations)

sans hausse des précipitations. C'est donc un maintien des inégalités environnementales qui est prévu. De fait, la déforestation entraîne avec elle une réduction de précipitations impactant la saison de pluies et par la même occasion la fertilité des sols.

Par conséquent, les agriculteurs de Lambokely se retrouvent avec des terres non fertiles. Culturellement, lorsque la terre n'est plus fertile, ils ne la travaillent plus. Ils tentent de trouver un autre terrain. Par conséquent chaque année, ils s'étendent un peu plus (Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts, 2017). Seulement, les terres en dehors du noyau dur ne sont plus assez fertiles.

« Oui, il y a une différence. Parce que la terre là-bas [dans le Noyau Dur] est encore nouvelle et fertile et ici [à Lambokely] la terre ne prospère plus, elle est fatiguée. C'est pour ça qu'on a cultivé là-bas parce que la terre est encore fertile. Par exemple même si tu cultives que quelques arachides, le résultat de la récolte est vraiment satisfaisant. » (Josa, communication personnelle, mai 2019)

Les agriculteurs se dirigent donc vers les derniers bouts de forêts qui se situent dans le noyau dur de l'AP. Dans cette zone, ils peuvent avoir le meilleur rendement.

« Ces gens, ils vont là parce que c'est là où c'est plus viable. C'est là où ils peuvent produire 4 ou 5 tonnes à l'hectare. Par contre, s'ils plantent ici [à Lambokely], c'est que 500 kilos à l'hectare. Les gens, ils ne sont pas fous. » (Employé de MIHARI, communication personnelle, mai 2019).

En conclusion, la situation présente au sein de l'AP Menabe-Antimena peut s'apparenter à la tragédie des biens communs d'Hardin (1968). De fait, le *laxisme et de la complaisance des autorités locales* (Magma, 2018) face à la gestion de l'Aire Protégée amènent une appropriation des terres semblables à un bien commun. Cette tragédie fait référence aux biens qui n'appartiennent à personne. Hardin explique que si un bien est laissé à la disposition de tout le monde et sans surveillance, alors il risque de souffrir de surexploitation et de s'épuiser (Hardin, 1968). Ce qui peut être comparable à la situation de l'AP du Menabe jusqu'à récemment.

4. Méthodologie

Pour explorer les perceptions des risques ainsi que les processus d'adaptations des agriculteurs de Lambokely, différentes récoltes de données ont été opérées.

4.1. Les outils de récoltes de données

1^{ère} récolte de données : Discussions formelles et informelles

La première récolte de données provient d'une prise d'informations préliminaires à la récolte effective sur le terrain. Cette première étape fut produite à Morondava. Des **discussions formelles et informelles** ont permis de recueillir des informations précieuses à la création d'une **grille d'observation** nécessaire à la phase d'observation participante du terrain. Afin de comprendre les problématiques, les changements et la vie à Lambokely, des échanges ont eu lieu avec un travailleur de l'ONG ALEFA qui agit régulièrement sur le terrain, ainsi qu'avec un ancien contremaître de la forêt Menabe Antimena de 1990-1996.

Tout au long de la recherche, d'autres échanges, comme avec un ancien travailleur de l'ONG DURELL, se sont produits et ont alimenté l'étude.

2^e récolte de données : Observation participante

La deuxième phase est une **observation participante** qui a été réalisée durant 3 jours au sein du Fokontany de Lambokely. Le fonctionnement d'un Fokontany, les modes de vies ainsi que les problèmes sociaux et environnementaux présents à Lambokely étaient encore à identifier. C'est pourquoi une **grille d'observation**²¹ a permis de structurer cette phase en points d'attentions. Afin de réaliser cette étude, un guide-traducteur et interprète m'a accompagnée durant 1 mois et demi sur Lambokely et Morondava.

Cette observation participante fut riche en informations. Dès le 1^{er} jour à Lambokely, lors d'une discussion autour de la peine que nous avons à « éplucher » le maïs, Yvette²², agricultrice, nous dit avec ces quelques notions de français « *Ici il faut travailler dur, si on veut manger* ». Tout en disant cela, elle en profitait pour faire rire la galerie sur nos mains « molles ». Cette entrée en matière nous permit de comprendre que tous les échanges quelconques que nous aurons avec

²¹ Voir annexe 3 : Grille d'observation mobilisée à Lambokely – avril 2019

²² Tous les noms de cette recherche sont fictifs.

les habitants alimenteraient les données de recherches. C'est ainsi que cette deuxième base de données fût constituée. Les échanges, les attitudes, les coutumes, les non-dits ainsi que les dits ont été le centre de notre attention. Cela pouvait partir d'une discussion autour du mal de dents d'une jeune fille, passant par leur étonnement sur la couleur rouge de certains maïs, jusqu'à leur manière de philosopher sur une mobilisation générale pour sauver la forêt. Toute information, conversation, situation... constituait un terrain fertile pour la recherche. Nous avons mis trois jours à comprendre ce qu'est le territoire de Lambokely, qui et ce qui le constitue ainsi que ce qui s'y produit. La récolte de données fut de fond. Pour se faire, comme pour Morondava, nous sommes passés par des échanges informels sur le bord du chemin, ainsi que par des discussions collectives improvisées au pied d'une case ou encore dans les champs à récolter les arachides. Mais également par des échanges plus formels organisés par les villageois, où nous nous sommes retrouvés à interviewer l'association Maintso An'ala sans comprendre comment ils avaient réussi à amener une simple discussion pour nous, en interview organisée par eux et pour eux.

3^e récolte de données : Entretiens semi-directifs avec des témoins privilégiés

À Morondava, **huit entretiens semi-directifs** ont été réalisés avec des ONG, associations ou gestionnaires de l'AP agissant directement ou indirectement à Lambokely. Cette phase a servi à alimenter la compréhension du fonctionnement, des perceptions et adaptations des habitants de Lambokely. Ainsi que de comprendre le point de vue général des témoins privilégiés sur la situation du village.

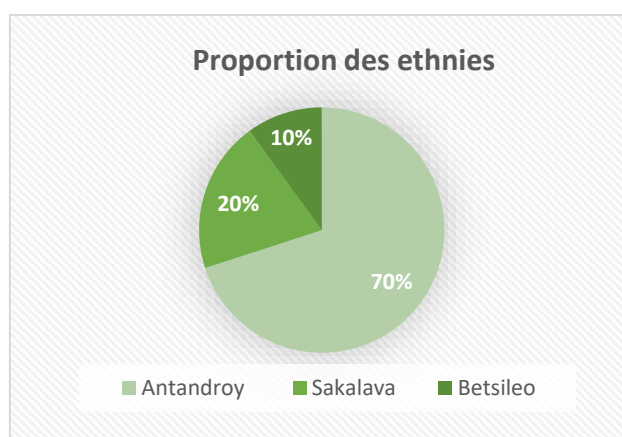
ONG et associations	Gestionnaires AP
• ALEFA • OPCI • WWF • MIHARI • USAID MIKAI	• FANAMBY • DREDD

4^e récolte de données : Entretiens semi-directifs avec les agriculteurs.trices

Un deuxième séjour de cinq jours à Lambokely a été effectué. Celui-ci permit de réaliser **dix entretiens semi-directifs**²³ avec des agriculteurs provenant de trois groupes ethniques différents. Nous avons pu réaliser ces interviews grâce à l'aide et à la traduction de Berthelos, guide-traducteur-interprète, durant ce séjour. Les agriculteurs ont été invités à s'exprimer sur leur expérience concernant les changements au village, les problèmes sociaux et environnementaux qu'ils subissent ainsi que leurs causes et conséquences pour ensuite en y identifier les risques et adaptations.

Afin de faciliter la compréhension de différents extraits d'entretiens mobilisés tout au long de cet écrit, une synthèse reprenant les différents profils d'agriculteurs est en mis en annexe²⁴. De plus, tous les noms des agriculteurs utilisés dans cette recherche sont fictifs afin de garantir l'intégrité de ceux-ci. Les témoins privilégiés ayant donné leur autorisation à les citer, ceux-ci sont conservés.

En ce qui concerne l'échantillon de la population et afin d'avoir une cohérence avec la **proportion des groupes ethniques** dans le village, 7 des entretiens sont réalisés avec des agriculteurs Antandroy, 2 avec des Sakalava et 1 avec un Betsileo. Leurs histoires passées et culturelles ayant un impact direct sur leurs perceptions et adaptations, l'étude d'ethnies différentes fut essentielle.



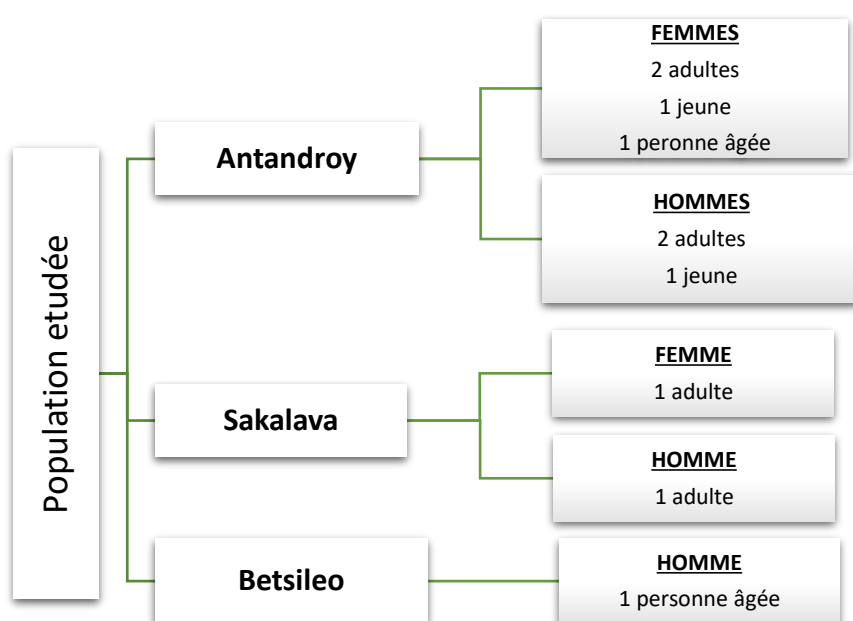
Source : Entretiens semi-directifs à Lambokely

²³ Voir annexe 4 : Questionnaire d'entretien des agriculteurs de Lambokely – mai 2019.

²⁴ Voir annexe 5 : tableau des différents profils d'agriculteurs de l'échantillon.

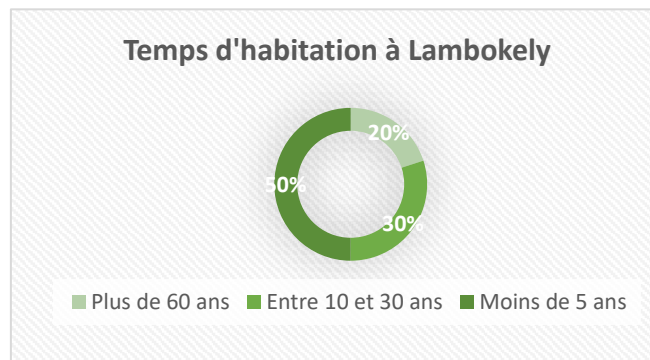
Le sexe pouvant également avoir un impact sur la perception des risques, cette étude a gardé une proportion **de genre mixte**. C'est ainsi que 50% des personnes interrogées sont des femmes et 50% des hommes.

En ce qui concerne **les âges**, la proportion a également été pensée. Effectivement, le vécu et l'expérience des individus peuvent potentiellement jouer un rôle. C'est pourquoi les entretiens ont été réalisés avec 2 personnes de moins de 18 ans, 6 individus entre 18 et 60 ans, ainsi que 2 personnes de plus de 60 ans.



Source : Entretiens semi-directifs à Lambokely

Dans ce village qui a subi beaucoup de changement dû aux migrations de ces dernières années, la perception des risques et l'adaptation sont directement influencées par la perception du changement et donc la connaissance de l'environnement. C'est ainsi que les personnes interrogées sont de **trois catégories temporelles différentes** plus ou moins proportionnelles au village. 20% des agriculteurs interviewés sont présents depuis plus de 60 ans à Lambokely, 30% y vivent depuis 10 à 30 ans, et 50% des personnes interrogées sont présentes depuis moins de 5 ans.



Source : Entretiens semi-directifs à Lambokely

Cet échantillon de population se veut, au niveau des proportions, le plus représentatif possible de la population de Lambokely. Toutefois, la recherche reste qualitative et ne peut en aucun cas être prise comme référence à la perception des risques de tous les habitants de Lambokely. C'est pourquoi les entretiens avec les témoins privilégiés et observations participantes ont servis à alimenter l'analyse afin de représenter au maximum les perceptions des risques ainsi que les processus d'adaptation des agriculteurs.

5^e récolte de données : Verbatim

Lors des entretiens semi-directifs avec les témoins privilégiés ainsi qu'avec les agriculteurs, des **enregistrements audios** ont été réalisés avec l'accord de toutes les personnes concernées.

Comme exprimé précédemment, les entretiens avec les agriculteurs se sont faits avec la présence **d'un traducteur**. Les habitants de Lambokely ne parlant pas le français, la présence de ce dernier fut primordiale. Toutefois, lors d'une traduction orale directe, beaucoup de données se perdent ou sont interprétées au lieu d'être traduites. Ma recherche étant la perception des habitants, avoir uniquement des interprétations des dires des agriculteurs aurait faussé l'étude. C'est pourquoi **une scripte** a également été engagée pour ce travail. Les 10 entretiens réalisés en Malgache avec l'aide du traducteur ont été traduits et transcrits en verbatim par Sesena. Il nous fallait les mots exacts des habitants afin de mieux comprendre leurs fonctionnements et leurs visions de la situation. Ensuite, en ce qui concerne les entretiens réalisés avec les témoins privilégiés, nous avons pu effectuer ceux-ci en français. Nous avons donc réalisé en français cette série d'entretiens et les avons transcrits en verbatim²⁵.

²⁵ L'ensemble des verbatims ne sont pas annexés à ce présent mémoire pour cause d'un volume trop important de ceux-ci.

Ces verbatims, tant des témoins privilégiés que des agriculteurs, ont pour objectif d'avoir une analyse la plus complète possible de leur perception des risques ainsi que des processus d'adaptation des agriculteurs.

6^e récolte de données : Familles d'accueil

Deux familles nous ont accueillies au sein de leur maison afin que nous puissions réaliser la recherche, et ont également alimenté l'étude de fond.

La première famille fut **une famille franco-malgache de Morondava** durant deux mois. La directrice Nationale de l'ONG Louvain Coopération, son mari ainsi qu'un étudiant malgache constituaient cette première famille d'accueil. Dans un second temps, une autre **famille malgache** de Lambokely nous a accueillies dans leur ferme. Elle se constituait de la grand-mère, le grand-père, leurs enfants et leurs petits-enfants.

Ces deux familles d'accueil ont permis d'apprendre le fonctionnement de la vie à Madagascar et plus particulièrement à Lambokely. C'est ainsi que nous avons pu comprendre ce qui était important pour eux ainsi que leurs us et coutumes. Nous avons également pu y apprendre rapidement les bases de la langue malgache, ce qui a pu aider à se faire comprendre et à être accepté par la population.

7^e récolte de données : Analyse documentaire

Afin de compléter cette recherche, une analyse documentaire a été réalisée. Madagascar étant un pays anciennement colonisé, beaucoup de documentations sont rédigées en Français. C'est ainsi qu'un grand nombre de littératures grise²⁶s sont exploitées. De nombreux articles scientifiques ainsi que des études sont également traités.

En conclusion, les différentes techniques de récolte de données ont permis d'appréhender le contexte de la région du Menabe ainsi que les facteurs qui la constituent. Mais principalement de récolter les données empiriques nécessaires à l'analyse des perceptions des risques ainsi que des processus d'adaptation des agriculteurs de Lambokely.

²⁶ Documents produits par diverses instances publiques, commerciales ou industrielles, soumis aux règles de la propriété intellectuelle, et non contrôlés par l'édition commerciale.

4.2. Les biais potentiels

Toutefois, quelques biais potentiels sont à exposer afin de temporiser les données récoltées. Premièrement, hormis la méthodologie utilisée, la temporalité de la recherche impacte également les données récoltées. Effectivement, la recherche de cette étude s'est déroulée durant les mois d'avril, mai et juin 2019. Cette période correspond à la fin de la période de soudure²⁷ qui s'accompagne de la famine à Lambokely. Durant la recherche, la période de récolte amenait d'autres situations sociales (ex : vols dans les champs ...). Nous émettons donc l'hypothèse que la temporalité de l'étude influe sur les perceptions des risques ainsi que les processus d'adaptation observés.

De plus, la période de réalisation des enquêtes coïncidait avec la période des premières répressions de la part des gestionnaires de l'aire protégée envers les cultures illicites de maïs dans le Noyau Dur de l'AP. Durant cette période, il y a de plus en plus d'arrestations et les descentes sont plus fréquentes au village et dans la forêt. Les gestionnaires font des missions de destructions des champs illicites ou des ratissages du maïs. Durant le deuxième séjour, les gestionnaires accompagnés des militaires étaient en descente à Lambokely pour ratisser quelques champs de maïs illicites. Par conséquent, certains se méfiaient de la présence d'une Vazaha, d'une étrangère au village et la crainte que nous obtenions des informations et que nous les divulguions était palpable. De longs moments de discussions informelles durant l'observation participante ont été nécessaires pour leur faire comprendre que nous n'étions pas reliées aux autorités. En effet, avant certains entretiens, les négociations prenaient du temps pour qu'ils acceptent d'être enregistrés. L'enjeu pour eux était présent et grand. Nous étions entourés de maïs illicites qui sortaient de leur case et le sujet tournait autour de la déforestation ainsi que de leur quotidien. Nous sommes bien conscients que certaines informations nous ont été cachées, car les enjeux étaient trop importants pour eux. Néanmoins, au fil des entretiens, la parole devenait plus fluide et libérée, car un climat de confiance s'installait et il n'était pas rare qu'un agriculteur nous fasse comprendre qu'il avait un champ dans la partie du Noyau Dur alors qu'il nous le cachait en début de discussion. C'est pourquoi la phase d'observation participante fut importante au vu de la situation à Lambokely durant la période de recherche. Cette étape a permis aux agriculteurs de comprendre la recherche et les intentions, de sorte qu'ils ont accepté un peu plus facilement d'être interviewés et enregistrés.

²⁷ Les stocks sont quasi épuisés et les nouvelles récoltes ne sont pas encore moissonnées.

Ces deux points sur les biais potentiels permettent de contextualiser la récolte de données. Et ainsi poser les limites temporelles de ce travail, mais également les conditions singulières de récoltes des données empiriques pouvant potentiellement être des biais à cette étude. Néanmoins, les données reçues et utilisées sont riches en informations et traduisent une réalité de terrain.

PARTIE 2 : Résultats et analyses

1. Résultats et analyses des perceptions des risques

La perception des risques associés à la boucle négative socio-environnementale par les agriculteurs de Lambokely est étudiée dans cette partie. Les 10 agriculteurs de l'échantillon ont identifié des risques liés à cette situation de danger qui ciblent, **la communauté de Lambokely** et **son environnement**. Ces cibles aux risques ont été posées afin de cadrer le questionnaire et la recherche.

Suite à l'analyse du terrain, trois premiers constats peuvent être exprimés en réponse aux questions initialement posées :

- La majorité des agriculteurs ne perçoivent pas « l'interaction » entre inégalités sociales et environnementales
- Il y a des différences de perceptions de risques selon le groupe ethnique
- Il y a une prépondérance des risques sociétaux perçus

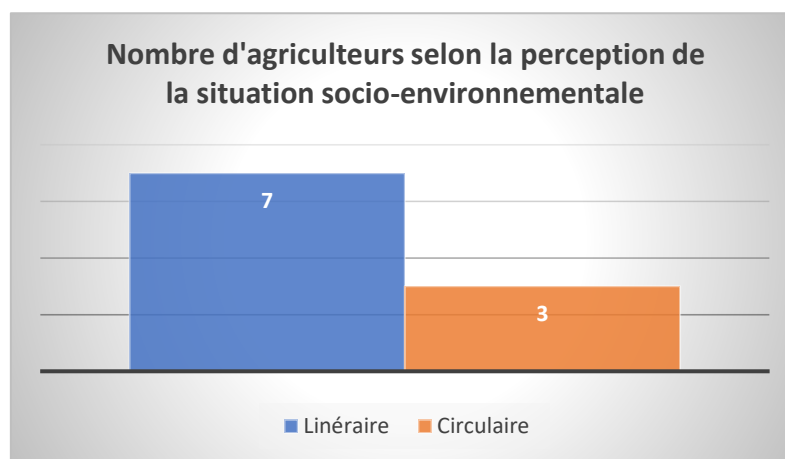
Afin d'analyser ces constats, une première partie sert à exposer les résultats suite aux risques perçus par les agriculteurs. Ensuite une deuxième partie analyse ces différents constats afin d'appréhender le processus d'identification des risques ainsi que les risques perçus comme effrayants par les différents agriculteurs. Un troisième point met en avant l'analyse des perceptions des risques individuels de trois agriculteurs.

1.1. Résultats des perceptions des risques

N°1 : La majorité des agriculteurs ne perçoivent pas « l'interaction » entre inégalités sociales et environnementales

Cette étude vise à analyser les risques perçus quant à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales. Néanmoins, la plupart des agriculteurs ne perçoivent pas l'interaction entre problèmes sociaux et environnementaux au sein du paysage de Lambokely.

Figure 2 : Nombre d'agriculteurs selon la perception de la situation socio-environnementale



Source : Entretiens semi-directifs réalisés en mai 2019 auprès d'agriculteurs de Lambokely

À l'aide des différents discours présents lors des entretiens semi-directifs, trois agriculteurs de l'échantillon ont été identifiés percevant une boucle négative socio-environnementale. Les sept autres agriculteurs perçoivent une situation de danger linéaire allant des problèmes environnementaux aux problèmes sociaux. Ceux-ci ne perçoivent pas l'impact des problèmes sociaux sur les problèmes environnementaux.

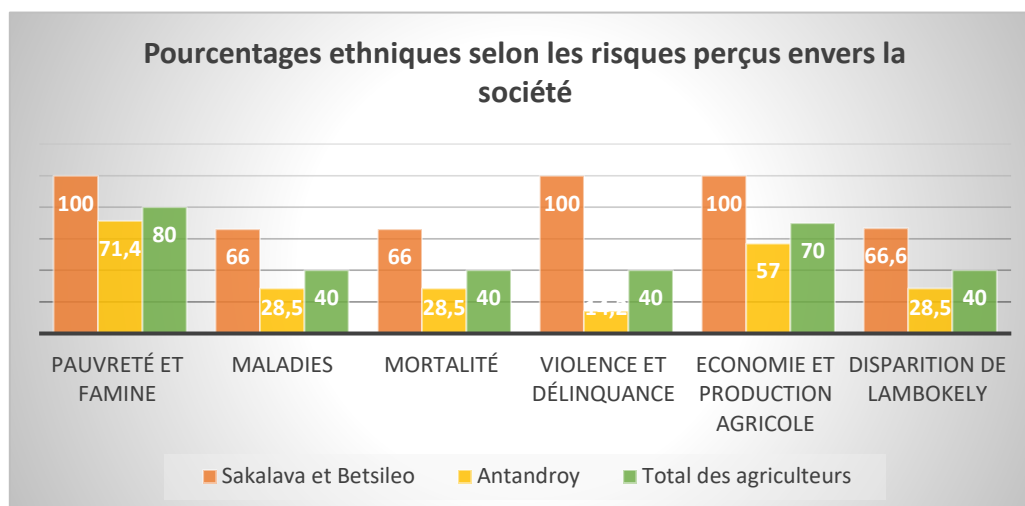
N°2 : Différences de perceptions des risques selon le groupe ethnique

Lors de cette recherche sur la perception des risques, le risque est un construit socio-culturel. La différence de perception entre groupes ethniques permet de mieux comprendre les différences de perceptions au moyen des variables sociodémographiques (revenus, éducation, âge et genre) ainsi que du déterminant culturel. Bien que ceux-ci peuvent se confondre, ils sont étudiés de manière séparée dans l'analyse des perceptions.

Pour rappel, l'échantillon de cette étude comprend différentes ethnies : Sakalava (2), Betsileo (1) et Antandroy (7). Afin que les perceptions soient identifiées par les différentes ethnies de manière égale, celles-ci sont mises en pourcentage. De plus, au regard du peu de différences entre le groupe ethnique Sakalava et Betsileo, ceux-ci ont été rassemblés en un même groupe. Et afin de simplifier l'appellation, le nominatif « Sakalava » est utilisé pour désigner ces deux ethnies dans la suite de cette recherche.

En outre, au sein des graphiques ci-dessous, seuls les risques les plus identifiés ont été répertoriés ainsi que **les risques perçus** comme **élevés** en termes de probabilité, danger et conséquences. Ce graphique ne met pas en exergue les risques perçus comme plus effrayants par les agriculteurs.

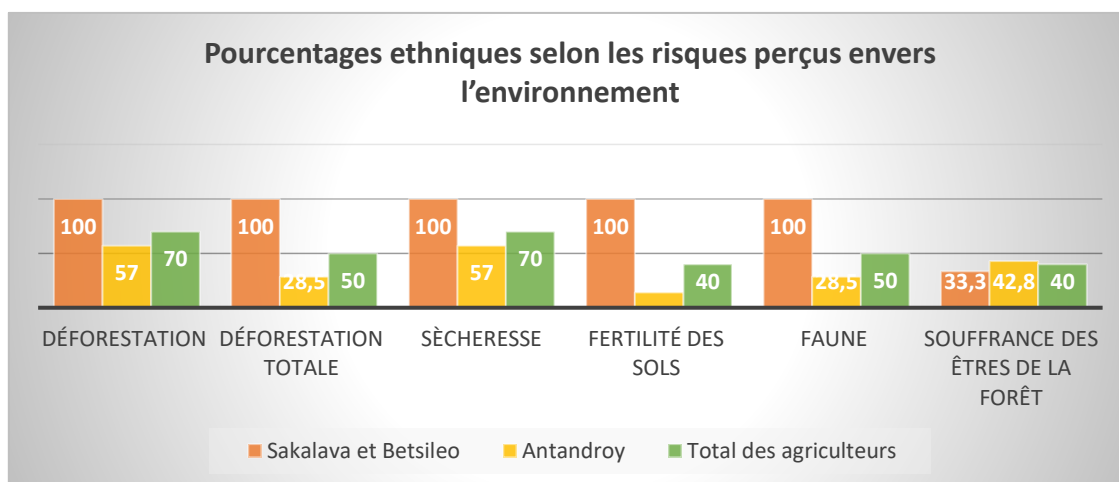
Figure 3 : Pourcentages ethniques selon les risques perçus envers la société de Lambokely



Source : Entretiens semi-directifs réalisés en mai 2019 auprès d'agriculteurs de Lambokely

Les risques sociétaux perçus par les agriculteurs de Lambokely sont assez nombreux. Une première différence entre la perception des Sakalava et Antandroy est marquée. Le premier groupe ethnique est proportionnellement plus nombreux à identifier des risques sociétaux. Cette même différence se retrouve dans la perception des risques ciblés envers l'environnement de Lambokely.

Figure 4 : Pourcentages ethniques selon les risques perçus envers l'environnement de Lambokely



Source : Entretiens semi-directifs réalisés en mai 2019 auprès d'agriculteurs de Lambokely

Comme présenté à travers ce graphique, le groupe ethnique Sakalava perçoit à 100% tous les risques environnementaux tandis que 57% du groupe ethnique Antandroy perçoit un risque de déforestation.

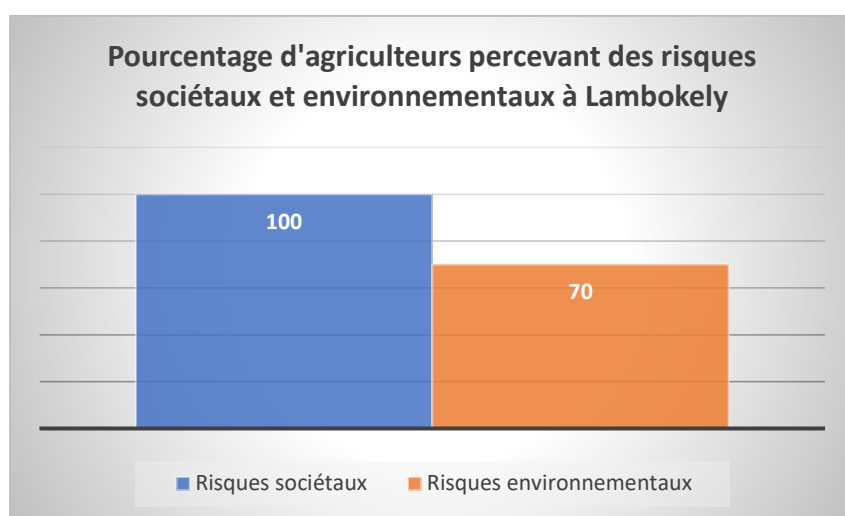
Proportionnellement, le groupe ethnique **Sakalava est plus nombreux à percevoir les différents risques**. De plus, ils perçoivent **plus de risques confondus** liés à une situation de danger que le groupe ethnique Antandroy. Pour rappel, dans le cadre de cette étude, le groupe Sakalava est constitué de 3 agriculteurs comparés au groupe Antandroy qui compte 7 membres, ce qui peut en partie expliquer cette différence catégorique. Néanmoins, les discours des acteurs de terrain (communications personnelles, avril-mai 2019) attestent que les perceptions des risques des Sakalava sont généralement plus complètes et homogènes que celles des Antandroy.

Un dernier point a pu être relevé et met en avant que les **Antandroy** perçoivent principalement des **risques à court terme** et que les **Sakalava** portent plutôt leur attention sur des risques élevés à **long terme**.

N°3 : Prépondérance des risques sociétaux

Cette différence de perceptions selon les groupes ethniques mène au troisième constat. Celui-ci indique que les risques sociétaux sont plus perçus que les risques environnementaux sur l'ensemble des agriculteurs interrogés. De manière quantitative, mais également en termes d'importance liée au risque effrayant.

Figure 5 : Pourcentages d'agriculteurs percevant des risques sociétaux et environnementaux



Source : Entretiens semi-directifs réalisés en mai 2019 auprès d'agriculteurs à Lambokely

Comme le montre ce graphique, les données de cette étude sur les habitants de Lambokely révèlent que **100%** des agriculteurs de l'échantillon percevant des risques ont identifié des **risques sociétaux**. Bien que ceux-ci soient plus ou moins nombreux selon le profil, les risques sociétaux sont ceux qui ont été perçus par l'ensemble des personnes interrogées. A contrario les **risques environnementaux** ont été perçus par **70%** de l'échantillon. Effectivement, **30%** des agriculteurs interrogés ne perçoivent **aucun risque environnemental**. Pour rappel, dans cette recherche seul les risques élevés sont repris.

Deuxièmement une différence significative réside dans l'importance donnée aux risques. Celle-ci peut être liée à cette prépondérance sociétale. L'analyse qualitative de cette étude met en avant le fait que le groupe ethnique des **Sakalava** donne en moyenne plus **d'importance aux risques environnementaux**, car ceux-ci sont évalués comme plus effrayants. Contrairement au groupe ethnique **Antandroy** qui donne principalement plus **d'importance aux risques sociétaux**.

1.2. Analyse qualitative des perceptions des risques

Le premier constat étant que la majorité des agriculteurs ne perçoit pas l'interaction entre inégalités sociales et inégalités environnementales. Une première partie vise à analyser la perception de la situation de dangers socio-environnementale des agriculteurs. Leur conception de cette situation (circulaire ou linéaire) est posée afin de comprendre sur qu'elle base ils identifient et évaluent les risques.

La deuxième partie étudie directement les différentes perceptions des risques. Pour se faire, un tableau reprenant les différents risques perçus est présenté suivi d'une analyse de l'identification et l'évaluation des risques perçus à l'aide des déterminants sociodémographiques et culturels.

1.2.1. Les perceptions d'interactions entre inégalités selon les agriculteurs

1.2.1.1. Perceptions de la situation socio-environnementale

Les agriculteurs de Lambokely ont identifié de nombreux risques liés à la situation socio-environnementale. Néanmoins, peu d'entre eux identifient **l'interaction** entre les inégalités sociales et environnementales.

Sur l'ensemble de l'échantillon, seulement 3 agriculteurs ont perçu une certaine boucle négative socio-environnementale. Cette perception de la situation socio-environnementale de Lambokely est induite par le déterminant psychosocial de la position sociale (Chauvin & Hermand, 2006) des individus ainsi que par les mécanismes processuels de traitement de l'information qui sont à l'origine du jugement d'une situation (Leneveu & Laville, 2012) et qui y sont associés.

Trois perceptions différentes du lien entre les inégalités sociales et environnementales ont pu être identifiées :

- Perceptions circulaires liées à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales (3 agriculteurs/10)
- Perceptions linéaires liées l'activité humaine (4 agriculteurs/10)
- Perceptions linéaires liées à l'insuffisance de la pluie (3 agriculteurs/10)

Globalement, sept agriculteurs ont une vision linéaire de la situation. Ils ne perçoivent pas « l'interaction » entre inégalités sociales et environnementales. De fait, ils ne discernent pas

l'impact des problèmes sociaux (famine, pauvreté ...) sur les problèmes environnementaux (déforestation, sécheresse ...).

Cependant, ces sept agriculteurs ont également un savoir différent et identifient une source dissemblable aux problèmes environnementaux. Les uns (4/10) perçoivent uniquement l'activité humaine de défrichage sur les problèmes environnementaux impactant par la même occasion la situation de vulnérabilité sociale (famine, pauvreté, violence ...). Quand d'autres (3/10) n'y voient uniquement que l'insuffisance de la pluie comme origine des problèmes sociaux (famine, pauvreté ...). De fait, certains agriculteurs ne perçoivent pas de problème ou de risque lié à la déforestation. C'est ainsi que les problèmes sociétaux de mauvaises récoltes, pauvreté, famine, vols ... proviennent uniquement de l'insuffisance de pluie selon leurs perceptions (3/10).

Toutefois ces agriculteurs (7/10) identifient à ces inégales répartitions des ressources des origines liées aux structures de la société telles que **l'accessibilité aux usages de la terre** ainsi qu'à des **moyens de subsistance**. Cependant, selon leur perception ces manques d'accessibilités structurales alimentent principalement la situation sociale problématique de Lambokely et non pas les inégalités environnementales.

« D'après ce que je constate c'est que les gens n'ont pas de travail, pas de source de vie alors ils font le DAHALO²⁸ même des jeunes, il y a des groupes de jeunes qui font le DAHALO parce que les jeunes n'ont pas de travail alors ils préfèrent être des DAHALO. (...) Parce qu'il n'y a pas de sociétés où ils peuvent travailler, en plus les autorités leur interdit de défricher ou de cultiver dans les aires protégées alors ils ne font rien, et c'est peut-être à cause de tout cela. » (Josa, agricultrice Sakalava, communication personnelle, mai 2019).

À contrario, d'autres agriculteurs (3/10) perçoivent cette réciprocité entre problèmes sociétaux (mauvaises récoltes, pauvreté, famine ...) agissant sur les problèmes environnementaux (déforestation et sécheresse) et impactant sur ces mêmes problèmes sociétaux. Leur perception de la situation est une **boucle négative socio-environnementale** allégée. Ils comprennent le caractère vicieux et identifient les risques en lien avec cette situation de danger. Tout comme les autres agriculteurs, ils identifient à ces inégalités de répartitions des ressources les mêmes origines liées aux structures de la société par l'impossibilité de **l'accessibilité aux usages de la terre** ainsi qu'à des **moyens de subsistance**. Néanmoins, pour ces derniers, ces manques d'accessibilités impactent directement sur la déforestation ainsi que sur la situation sociale.

²⁸ Voleurs de zébus

De plus pour ceux-ci, la boucle est également alimentée à travers **les inégalités environnementales et sociales du Sud**.

« La famine dans le sud a créé la croissance démographique ici. L'augmentation de la population, c'est à cause de ça qu'il y a la destruction de la forêt ». (Dithy, vieil agriculteur Sakalava, communications personnelles, mai 2019).

C'est sur ces différentes visions que les agriculteurs de Lambokely identifient les risques liés aux inégalités sociales et environnementales. Celles-ci seront étudiées par la suite, dans la conception du savoir des agriculteurs en lien avec leur perception des risques. Cependant, une première explication est apportée.

1.2.1.2. Analyse des perceptions de la situation socio-environnementale

L'explication de cette différence de vision (linéaire ou circulaire) se situe dans les mécanismes processuels de traitement de l'information qui sont à l'origine du jugement d'une situation (Leneveu & Laville, 2012). Cette théorie est reprise par la suite lors de l'analyse des perceptions des risques.

La théorie des traitements duels d'Epstein (Leneveu & Laville, 2012) est une stratégie mentale liée à des processus cognitifs qui permet de poser une analyse sur ces différentes perceptions. Cette théorie met en avant que pour juger et évaluer une situation (à risque ou non), les individus utilisent souvent une stratégie heuristique. Cette stratégie permet à l'individu d'émettre des jugements raisonnables en suivant son intuition (Leneveu & Laville, 2012). Toutefois, le cerveau humain peut privilégier un système de traitement de l'information entre un système holistique et analytique (Leneveu & Laville, 2012).

Dans le cadre des entretiens semi-dirigés, les agriculteurs ayant une vision circulaire ont traité les données de manière plus analytique. Effectivement, leur système de traitement est basé sur le raisonnement, c'est-à-dire principalement sur les connaissances (Chauvin, 2014). Ces agriculteurs ont émis un jugement de manière réfléchi, consciente, contrôlée, analytique et lente (Leneveu & Laville, 2012). Ils se basent donc principalement sur leurs connaissances afin d'identifier et évaluer la situation actuelle de danger. L'affect est moins présent dans leur jugement et leur permet d'avoir une vision plus globale.

De fait, ces trois agriculteurs ont une certaine position sociale au village. L'un est président du VOI²⁹ de Lambokely ainsi qu'un ancien président Fokontany (Antandroy), l'autre est directeur de l'Ecole Primaire Public (EPP) ainsi qu'enseignant et le troisième est président d'une association de conservation et occupe une place importante dans le village de Lambokely (2 Sakalava). Tous les trois ont une position sociale qui leur confère un sentiment de pouvoir et un recul par rapport à l'analyse. Par ailleurs, ces agriculteurs ont tous un niveau de vie supérieur à l'ensemble des agriculteurs de l'échantillon et sont « anciens » au village. De plus, les deux seuls agriculteurs scolarisés de l'échantillon (de plus de 7 ans) ont identifié cette boucle.

Le reste des agriculteurs et leur vision linéaire privilégient inconsciemment le système holistique qui se base plutôt sur l'affect (Chauvin, 2014), sur leurs peurs et leurs émotions face à la situation. Effectivement, la plupart du temps, le traitement s'est fait inconsciemment, spontanément, intuitivement (Leneveu & Laville, 2012) lors de l'identification de l'origine de la déforestation.

En finalité, ces mécanismes processuels de l'information sont traités en fonction des connaissances des agriculteurs et de l'affect qu'ils expriment face à la situation. Par conséquent, cette différence d'analyse se caractérise par le déterminant sociodémographique du **niveau d'instruction** et de **revenus** ainsi que de la variable psychosociale associée : la **position sociale**. Les données ne sont pas assez départagées pour affirmer que la détermination culturelle ait un impact. Cependant, la majorité des agriculteurs percevant la boucle sont de l'ethnie Sakalava (2/3), tandis que la majorité des agriculteurs ayant une vision linéaire appartiennent à l'ethnie Antandroy (6/7).

En conclusion, la perception linéaire de la situation socio-environnementale liée aux déterminants sociodémographiques (revenus et instruction) ainsi que la position sociale des agriculteurs permettent de poser une première analyse concernant l'identification et l'évaluation des risques perçus. Ce manque d'identification de la boucle négative socio-environnementale induit également des réponses et des processus d'adaptation différents de la part des agriculteurs.

²⁹ La communauté de base de Lambokely à laquelle le transfert de gestion de certaines ressources naturelles du territoire est effectué.

1.2.2. Les perceptions des risques des agriculteurs

1.2.2.1. Les risques perçus

À l'aide des entretiens semi-directifs avec 10 agriculteurs de Lambokely, des risques ont pu être identifiés au sein de leur discours. Ce tableau reprend l'ensemble des risques identifiés **fréquemment et comme élevés** envers la communauté de Lambokely et de son environnement par les agriculteurs de l'échantillon.

Les différences d'identifications et d'évaluations des risques sont analysées ci-dessous. Cependant, à titre de complément et de support, ces différents risques sont détaillés en annexe à l'aide d'extraits d'entretiens³⁰. Ceux-ci sont également considérés lors de l'analyse individuelle des différents profils par la suite.

Tableau 1 : L'ensemble des risques perçus par les agriculteurs de l'échantillon de Lambokely

Risques		
Environnementaux	Risques environnementaux	- Déforestation - Déforestation totale de la forêt de Lambokely - Sécheresse - Fertilité des sols - Faune
	Risques spirituels	- Souffrance des êtres de la forêt
Sociétaux	Risques sociaux	- Famine - Maladie - Mortalité - Violence et délinquance
	Risques économiques	- Productions agricoles - Économies agricoles
	Risques migratoires	- Disparition de Lambokely

Source : Entretiens semi-directifs réalisés en mai 2019 à Lambokely

1.2.2.2. Analyse de l'identification et de l'évaluation des risques

Cette deuxième partie d'analyse vise à appréhender les risques perçus par les agriculteurs de Lambokely liés à leur propre vision de la situation socio-environnementale.

Précédemment, deux constats ont été posés. À savoir la prépondérance des risques sociétaux et la différence de perceptions des risques en fonction du groupe ethnique.

³⁰ Voir annexe 6 : Détails des risques perçus par l'ensemble des agriculteurs

Au départ de cette étude, le risque est perçu dans son construit social dans un contexte socioculturel particulier (Guilemot & al., 2004). C'est pourquoi deux variables ont été mobilisées afin d'analyser ces différences de perceptions. La variable **sociodémographique** à travers l'étude du paradigme psychométrique de Slovic, Fischhoff et Lichtenstein (Chauvin & Hermand, 2006) couplée aux **déterminants culturels** comme présentée dans l'étude de Peretti Watel (2010).

▪ La variable sociodémographique

Au départ de cette étude, il a été décidé d'évaluer les déterminants sociodémographiques d'âge, de genre, de niveaux de revenus ainsi que d'instruction dans l'analyse des perceptions.

À l'aide des concepts du paradigme psychométrique (Chauvin & Hermand, 2006), les différences de perceptions entre les agriculteurs peuvent être repérées selon ces différentes **variables sociodémographiques**. Pour se faire, les **déterminants psychosociaux** du risque perçu permettent de tenter d'identifier l'origine de ces différences entre autres dans la position sociale, la confiance sociale ou encore les croyances (Chauvin & Hermand, 2006).

- Niveau d'instruction et niveau de revenu

Au sein de l'ensemble de l'échantillon, ni le genre, ni l'âge n'affecte les perceptions des risques tant dans leurs identifications, que dans leur évaluation. Cependant, le **niveau de formation** ainsi que le **niveau de revenu** ont un impact sur les risques perçus.

Tableau 2 : Les déterminants sociodémographiques et les perceptions des risques

	Niveau d'instruction	Niveau de revenus
Identification des risques (en termes de nombre)	+ Instruit -> + de risques perçus - Instruit -> - de risques perçus	+ revenus -> + risques perçus - revenus -> - risques perçus
Évaluation des risques (effrayants)	+ Instruit -> + des risques environnementaux - Instruit -> + des risques sociétaux	+ Revenus -> + des risques environnementaux - Revenus -> + des risques sociétaux

Source de l'auteur : suite à l'analyse des perceptions des risques des agriculteurs de Lambokely (mai 2019) et des déterminants psychosociaux

Le **niveau d’instruction ou de formation** des agriculteurs est déterminant dans (i) l’identification des risques ainsi que dans (ii) l’évaluation du risque.

(i) Sur l’ensemble de l’échantillon, uniquement trois agriculteurs (2 Sakalava et 1 Antandroy) ont été un minimum scolarisés. Les deux agriculteurs ayant été scolarisés un minimum de 7 ans ont une vision plus générale et plus approfondie de la situation et des risques. Ils identifient dès lors **plus de risques** en lien avec les interactions d’inégalités, comparées au reste des agriculteurs non-instruits.

Néanmoins, le niveau d’instruction n’est pas la principale source de savoir dans l’identification des risques. C’est principalement à travers les associations ou organisations de conservation/développement (VOI, FOSA, MAINTSO’AN ALA ...) ainsi que lors d’échanges sociaux quotidiens avec leurs entourages que le savoir socio-environnemental est acquis. La majorité (6/7) des agriculteurs qui ont identifié des risques sociaux et environnementaux ont été scolarisés et/ou font partie d’associations de développement ou de conservation à Lambokely.

En parallèle, certains agriculteurs (3/10) ne perçoivent aucun risque environnemental comme probablement élevé, ils n’ont jamais été scolarisés et ne sont pas membres d’organisations. Selon la plupart des témoins privilégiés interrogés (communications personnelles, avril-mai 2019) ce niveau d’instruction impacte sur leur compréhension des dangers et des risques de par leur manque de savoir.

(ii) Le niveau de formation a un impact sur l’identification des risques, mais également sur **l’évaluation des risques** perçus comme effrayants. De fait, les agriculteurs ayant été instruits (2/3) perçoivent principalement les risques environnementaux comme les plus importants, car effrayants. Contrairement aux agriculteurs n’ayant jamais été instruits (6/7) qui perçoivent les risques sociétaux comme étant les plus effrayants.

En ce qui concerne **le niveau de revenus**, celui-ci est également déterminant dans (i) l’évaluation des risques et (ii) l’identification de ces derniers. Ce facteur est principalement étudié dans une logique de différence de pauvreté (Chauvin & Hermand, 2006). Effectivement, la majorité des agriculteurs du village n’a pas de revenus stables et élevés compte tenu de la situation socioéconomique et des conditions de vie de Lambokely. Néanmoins, certains semblent avoir un meilleur niveau de vie que d’autres ainsi qu’un plus grand capital

économique. C'est dans cette optique que le niveau de revenus est appréhendé dans son ensemble de niveau de vie.

À Lambokely, les agriculteurs (i) qui ont **un niveau vie plus élevé** (2/3) perçoivent majoritairement les **risques environnementaux** comme plus effrayants. Et en moyenne, les agriculteurs percevant principalement les **risques sociétaux** comme importants ont un **niveau de vie plus bas** (6/7).

(ii) De plus, le niveau de vie semble influencer l'identification des risques. De fait, les agriculteurs de l'échantillon ayant **le moins de revenus** (3/10) n'identifient **aucun risque environnemental** ainsi que très peu de risques sociaux. Ceux-ci se réfèrent au deuxième profil type développé par la suite. Tandis que les agriculteurs ayant un **plus haut niveau de vie** (3/10) identifient en moyenne **plus de risques**.

Le déterminant du niveau de vie et du niveau d'instruction se rejoignent souvent au sein d'un même groupe d'individus.

- Variable proximale : manque de connaissance et sentiment de peur

Le niveau de formation ainsi que le niveau de vie influencent les différentes perceptions des risques dans le cadre de cette étude sur les risques socio-environnementaux. De fait, selon Slovic, les déterminants principaux du risque perçu sont **le sentiment de peur** inspiré par le risque ainsi que **le manque de connaissances** associé à un risque. Ces deux facteurs de variables proximales sont directement reliés aux caractéristiques du risque perçu. (Chauvin & Hermand, 2006).

Le manque de connaissances associé à un risque est, entre autres, inhérent à la variable **du niveau de formation** et met en exergue l'impact des savoirs sur l'identification du risque. De fait, certains agriculteurs n'identifient pas la probabilité ni l'effet de gravité du risque de déforestation par manque de connaissances.

De plus, le **sentiment de peur** face au risque est différent selon le **niveau de vie** ainsi que le **niveau de formation**. Bien qu'il soit différent, il est généralisé à Lambokely. Peu importe l'ethnie, le niveau de revenus ou d'instruction, le sentiment de peur est nécessaire à la formation d'une identification du risque. Cependant, les individus n'ont pas les mêmes peurs et n'évaluent donc pas les risques de la même manière.

Selon certaines études, les individus ayant un plus faible niveau d’instruction ressentent plus de peur et se sentent plus exposés personnellement aux risques que les personnes avec un niveau plus élevé d’instruction (Chauvin & Hermand, 2006). Par ailleurs, le niveau de revenu est déterminant quant à l’évaluation des risques effrayants pour les agriculteurs, car cette variable impacte sur le sentiment de peur inspirée par les risques liée à sa capacité à y faire face.

- Vulnérabilité perçue, capacités et risques perçus

À la suite de l’analyse psychosociale et cognitive des risques perçus, celle-ci met en avant un **sentiment de vulnérabilité** général de la part des agriculteurs.

La vulnérabilité perçue peut-être identifiée à travers le sentiment personnel de fragilité, d’insécurité économique, de discrimination et/ou de vulnérabilité physique (Chauvin, 2014). C’est la **différence de vulnérabilité perçue** qui est le point de convergence entre toutes ces perceptions.

Effectivement, l’évaluation du risque est fortement liée à la représentation de leur aptitude à y faire face (Guilemot & al., 2014). Par ailleurs, le niveau de savoir ainsi que le niveau de vie influencent les **capacités personnelles** des individus à faire face au risque (Rousseau, 20017). Selon Sophie Rousseau et son étude sur la vulnérabilité et la résilience à Madagascar (2007), un individu est vulnérable lorsqu’il n’a pas les capacités (capacités) nécessaires à faire face au risque et à remonter la pente. Par conséquent le manque de capacités liées aux ressources économiques et de savoir projette ces agriculteurs dans une situation de vulnérabilité.

En revanche, en fonction des capacités, la vulnérabilité ressentie et perçue par les agriculteurs est différente. Effectivement, selon Courade et De Suremain dans leur recherche sur « les Inégalités, vulnérabilités et résilience : les voies étroites d’un nouveau contrat social en Afrique subsaharienne » (2001), la vulnérabilité est comprise comme « *le degré d’exposition et de sensibilité d’un groupe ou d’une personne à des contraintes potentiellement néfastes* ». C’est-à-dire que la sensibilité et l’exposition des agriculteurs aux risques dépendent de leur capacité à y faire face, et sont notamment induites par leurs déterminants sociodémographiques de niveau de vie et d’instruction.

- Variable distale : Trois profils types d'agriculteurs selon les risques perçus

En fonction des risques perçus et évalués par les différents agriculteurs et de la variable sociodémographique, trois types de profils sont identifiés.

Les deux premiers profils d'agriculteurs représentent la majorité des agriculteurs du village de Lambokely et sont également majoritaires dans l'échantillon de cette étude (7/10). **Ce sont les agriculteurs moins instruits et ayant moins de revenus** qui se sentent généralement plus vulnérables face **aux risques sociétaux**, les évaluant comme plus effrayants.

[1] Le premier profil d'agriculteur (4/7) a un faible niveau d'instruction, cependant ils font généralement partie d'associations, ce sont des anciens au village (plus de 10 ans) ou ont été un minimum scolarisé (1 de 4ans). Par conséquent, ils identifient tant les risques environnementaux que sociaux comme dangereux. Néanmoins, ceux-ci se sentent moins capables de faire face aux dangers potentiels de famine, de maladie ou encore de perte agricole que face aux risques de déforestation. Ces manques de capacités personnelles (économique, savoir, alimentation ...) développent un sentiment de vulnérabilité, une peur associée aux risques sociaux, les rendant plus effrayants. Ces agriculteurs identifient généralement peu l'interaction des inégalités socio-environnementales.

Par ailleurs, cette vision est également alimentée par la **variable géophysique** (Guilemot & al., 2004) qui influence cette perception selon le type de risque. Effectivement, le risque de déforestation est moins proche physiquement et moins familier que le risque de famine ou de pauvreté. Par conséquent, les risques environnementaux tels que la déforestation paraissent moins effrayants.

[2] Pour une seconde partie de ce profil sociodémographique (3/7), cette prépondérance est liée à la peur des risques sociétaux, mais également à leur **manque de connaissance des risques environnementaux**. Tout comme le reste de ces agriculteurs, ils sont peu instruits et dans une grande pauvreté, cependant les manques de connaissances sont plus importants. Et la pauvreté plus prononcée. Ceux-ci ne font partie d'aucune association et ont peu de connaissance de la nature de par leur historique migratoire. C'est pourquoi certains agriculteurs ne perçoivent pas de changements liés à la forêt vu leur arrivée récente au village (1/3), ne connaissent généralement pas les effets de gravité de la déforestation (2/3) et/ou ne discernent pas le lien entre sécheresse et déforestation (3/3). Par conséquent, ils n'évaluent pas les risques de

sècheresse ou de déforestation comme élevés en termes de probabilité et/ou de dangers de par ces manques de connaissances (3/3). De ce fait, tous les risques liés à cette situation de manque de pluie ne sont que très peu évalués comme probablement élevés par ces derniers.

En outre, ils n'identifient que très peu de risques à la situation socio-environnementale. Seuls les risques liés à la pauvreté ou à la violence de par les inégalités d'accessibilités aux usages de la terre ou via la fluctuation extérieure des prix des collecteurs sont identifiés par ce groupe d'agriculteurs. Ce manque de perception est également alimenté par leur conception du savoir culturel détaillé subséquent. Par conséquent, certains agriculteurs (1/3) de ce type de profil n'identifient aucun risque social et environnemental comme probablement élevé.

[3] Le troisième profil type des agriculteurs de Lambokely concerne **les agriculteurs plus instruits et avec un niveau de revenus plus élevés** (3/10). Ceux-ci identifient tant des risques sociétaux que des risques environnementaux. Néanmoins, en moyenne, ils se sentent plus vulnérables, car plus sensibles et exposés, face aux **risques environnementaux** et les perçoivent donc comme plus effrayants.

Ces agriculteurs ne sont pas des riches habitants de Lambokely, ils sont pauvres et vulnérables face aux différents dangers du village. Néanmoins, certains ont des capacités économiques et des niveaux de vie plus élevés que le reste des agriculteurs de Lambokely. Par conséquent, ils ont plus les capacités à court terme de faire face aux potentiels risques sociaux, contrairement aux risques environnementaux et principalement de déforestation auxquels ils sont exposés. De fait, ils n'ont pas l'impression d'être capables de faire face aux conséquences de ces risques créant un sentiment de vulnérabilité et de peur face à ceux-ci.

Ces déterminants sociodémographiques (revenus et instructions) peuvent se référer aux différents groupes ethniques de cette recherche. Effectivement, les deux premiers **profils types** d'agriculteurs évaluant les risques sociétaux comme plus effrayants correspondent principalement aux agriculteurs du groupe ethnique **Antandroy** (6/7). La seule agricultrice Sakalava qui évalue les risques sociaux comme étant plus effrayants n'a jamais été scolarisée et ne possède pas la même position sociale et économique que les autres agriculteurs Sakalava (2/3). Dès lors, celle-ci a un plus grand sentiment de vulnérabilité et d'incontrôle envers les dangers sociaux et environnementaux. L'affect et la peur privilégient une stratégie holistique donnant plus d'importance aux risques sociaux et les rendant plus effrayants.

Le **troisième profil type** d'agriculteurs évaluant les risques environnementaux comme plus effrayants correspond aux agriculteurs de l'ethnie **Sakalava** (2/3). Et inversement, la seule agricultrice Antandroy qui évalue principalement les risques environnementaux comme étant effrayants n'a jamais été scolarisée et a un niveau de vie faible. Cependant, celle-ci est une ancienne de Lambokely et a toujours vécu dans le Menabe. Elle se sent donc autant exposée et vulnérable aux risques environnementaux que les agriculteurs Sakalava.

« Et nous les habitants ici nous sommes tristes de voir tous ces dégâts qu'ils [Nouveaux venus] ont faits. Nous on ne fait pas ça [détruire la forêt], mais c'est eux qui le font et qui le savent. Nous on reste ici, on souffre ici. (...) c'est simple on souffre ici, on s'appauvrit à cause de la destruction de la forêt et on n'a plus de sources de vie. Comment va-t-on survivre ? Nous on ne fait rien, on passe notre temps ici sous l'ombre ou dans les champs de manioc pour cultiver. (...) Ce qui veut dire que si la protection de la forêt n'est pas maximale, nous, les habitants d'ici, allons beaucoup en souffrir. C'est-à-dire que c'est nous les anciens qui allons subir les conséquences de ce que les nouveaux-venus ont fait à la forêt. (...) Ils vont partir, ils veulent juste cultiver dans la forêt, quand il n'y aura plus de forêt ils partiront. » (Marina, agricultrice Antandroy, communication personnelle, mai 2019)

Elle possède donc le même sentiment d'injustice environnementale que la plupart des natifs. Effectivement, selon une grande partie des témoins privilégiés (communications personnelles, avril-mai 2019), un sentiment d'injustice environnementale alimente les affects de ce groupe face aux risques. Selon la recherche de Satterfield, les croyances à propos de **l'injustice environnementale** alimentent également les perceptions des risques (Chauvin, 2014). Dans sa définition de l'injustice environnementale, celle-ci est la croyance que les minorités subissent de façon injuste et disproportionnée les risques technologiques et industriels (Chauvin, 2014). Dans le cas de Lambokely, cette injustice environnementale se réfère à la croyance que les anciens subissent injustement les risques environnementaux provoqués par les Nouveaux arrivants. Ce sentiment d'injustice environnementale affecte d'autant plus l'évaluation effrayante des risques de déforestation et de sécheresse. Ils ont donc plus l'impression de savoir maîtriser les potentiels dangers sociaux à court terme, que les risques environnementaux et leurs conséquences néfastes tant sociales (famine, pauvreté, insécurité, disparition de Lambokely ...) qu'environnementales (sécheresse, déforestation totale, changement climatique ...)

En conclusion, le manque de connaissance ainsi que le sentiment de peur déterminent l'identification ainsi que l'évaluation des risques. Les variables sociodémographiques du niveau d'instruction ainsi que le niveau de vie permettent de comprendre les différentes capacités des individus ainsi que leur sentiment de vulnérabilité face aux risques. Les risques effrayants pour

les agriculteurs Sakalava sont donc majoritairement les risques environnementaux et les risques effrayants pour les agriculteurs Antandroy sont principalement sociétaux. Par conséquent, la majorité des agriculteurs de Lambokely percevrait les risques sociaux comme plus importants ce qui induit leur processus d'adaptation développé par la suite.

- Déterminant culturel

Hormis les caractères sociodémographiques, la perception du risque est également un **construit culturel**. La détermination culturelle dans la perception du risque explique cette vision duelle entre Sakalava et Antandroy.

Patrick Peretti Watel dans l'article sur *La société du risque* (2010), exprime que la culture fournit un cadre à nos perceptions, elle détermine la manière dont nous appréhendons ce qui nous entoure, mais également dont nous interprétons les informations. L'évaluation d'un risque est donc influencée par la culture de l'individu. Deuxièmement, il relie les valeurs aux risques. Les valeurs donnent un sens aux risques et leur donnent une signification. C'est ainsi que dans chaque culture, il y a les bons risques et les mauvais risques à prendre ou à éviter (Peretti Watel, 2010)

Au sein de Lambokely, les agriculteurs sont tous malgaches et appartiennent à une même culture. Néanmoins, le caractère ethnique attribue des cultures assez différentes entre ceux-ci. Par conséquent, la détermination culturelle influence la vision des agriculteurs face aux risques. Au sein de cet ouvrage, Peretti Watel (2010) utilise les typologies culturelles de Mary Douglas dans la variation des perceptions des risques. Dans le cadre de cette étude, il n'est pas analysé les groupes ethniques Sakalava et Antandroy au sein de cette typologie britannique de 1963. Néanmoins, nous nous en sommes grandement inspirées afin d'en comprendre l'impact sur les différentes perceptions.

Selon Peretti Watel (2010), les types de cultures induisent des conceptions différentes du savoir et de la nature. C'est dans cette optique que la culture est perçue comme déterminant à l'évaluation du risque.

- Conception du savoir

Hormis le niveau d'instruction, les Antandroy et les Sakalava n'ont pas les mêmes conceptions du savoir ce qui influence leurs évaluations du risque.

Effectivement, les **Sakalava** respectent le **savoir scientifique** institutionnel des savants et légitimé par les autorités tel que les gestionnaires de l'AP ou les ONG. Ils se fient aux savoirs et se conforment aux recommandations (Peretti Watel, 2010). C'est ainsi que la majorité respecte les limites de l'AP et tente de suivre les instructions des ONG dans le cadre de mise en place de nouvelles techniques agricoles ou de pépinières.

Cependant, les **Antandroy** ont une autre conception du savoir. En majorité, le groupe ethnique Antandroy est peu scolarisé et détient plutôt **un savoir propre** à celui de sa communauté très conservatrice. Cette conception du savoir est souvent mise en avant par les différents témoins privilégiés de cette recherche (communications personnelles, avril-mai 2019) comme étant un obstacle à la diffusion du savoir concernant les risques de déforestation et de sécheresse.

« Ces gens-là [Antandroy] sont les plus durs à sensibiliser. (...) Premièrement, ils sont tous la plupart des illettrés. Ce sont tous des immigrants et la plupart illettrés, ils ont du mal à comprendre. Par exemple, si on leur dit « Si vous défrichez ces forêts, il n'y a plus de pluies » Les personnes illettrées ne peuvent pas comprendre du tout que c'est la forêt qui est la source de pluie. Ils pensent toujours que c'est Dieu qui fait tomber la pluie. Ils ne pensent jamais à la science. Ils ne sont pas convaincus par la science. Et c'est le cas à Lambokely parce que la plupart sont des illettrés qui ne sont jamais passés à l'école. » (Marino, contrôleur de l'AP de Menabe-Antimena chez DREED, communication personnelle, mai 2019)

Ainsi pour identifier et évaluer les risques, les deux communautés se basent sur des conceptions du savoir dissemblables. C'est ainsi que Douglas exprime le fait que les savoirs scientifiques légitimes lorsqu'ils sont diffusés se heurtent à des résistances et contestations de minorités qui la remettent en doute. (Peretti Watel, 2010). Ce qui explique le manque de savoir ainsi que les risques non-identifiés comme élevés par certains Antandroy (3/10) tels que la déforestation ou la sécheresse.

Zarisoa : *Avant il y avait beaucoup de pluie, mais plus maintenant. Ça change chaque année par exemple si cette année il pleut, l'année prochaine il pleuvra peut-être pas.*

Interviewer : L'année prochaine, il y aura de la pluie ?

Zarisoa : *Ça on ne sait pas, il n'y a que Dieu qui sait ça, mais c'est quand elle arrive et on dit « ah voilà la pluie qui tombe ».*

Interviewer : Pourquoi il y a une insuffisance de pluie ?

Zarisoa : *Je ne sais pas, tout ce que je sais, c'est que quand la pluie vient la terre est humide si la pluie ne vient pas la terre est sèche. (Zarisoa, vieille agricultrice Antandroy, communication personnelle, mai 2019)*

Leurs croyances religieuses impactent sur leurs évaluations de la probabilité que le danger de sécheresse s'actualise. Effectivement, ils ne perçoivent pas le risque lié au maintien ou à l'augmentation du manque de pluie comme élevé parce qu'ils se réfèrent au destin et à Dieu.

- La conception de la nature

La conception culturelle de la nature joue également un grand rôle dans l'identification et l'évaluation des risques environnementaux.

Selon Douglas, le comportement général d'un individu à l'égard de ces inquiétudes écologiques ne dépend pas uniquement d'un examen des menaces et preuves scientifiques (Peretti Watel, 2010). Comme vu précédemment, la valeur scientifique n'est pas la même pour tout le monde. La conception de la nature dépend principalement du « mythe de la nature » auquel l'individu croit. C'est donc lors des diverses interactions entre l'homme et les écosystèmes que chacun développe des connaissances et expériences (Peretti Watel, 2010).

C'est ainsi que les Antandroy et Sakalava ont tous les deux, une conception de la nature qui est dissemblable de par leurs différences d'interactions avec la forêt. Néanmoins, la majorité des agriculteurs tant Sakalava que Antandroy donne de l'importance à la forêt par la présence d'esprits, des êtres ou des fantômes de la forêt. La forêt est généralement associée à un caractère spirituel.

« Il y a des gens qui ont peur de la forêt parce qu'il y a des esprits et des animaux qui habitent la forêt et si on coupe la forêt ces esprits nous tuent. » (Zarisoa, vieille agricultrice Antandroy, communication personnelle, mai 2019)

Sophie Goedefroit dans son ouvrage *A L'ouest de Madagascar, les Sakalava du Menabe* (2000) explique la relation entre les villageois du Menabe et leur environnement comme un rapport aux génies de la nature. Par conséquent, les Sakalava gardent les lieux de contacts intacts. Aujourd'hui, les Sakalava sont toujours reconnus comme protecteurs de la forêt en opposition aux migrants. Bien que cette approche de la nature se soit scientifiée, le devoir culturel d'une protection de ce patrimoine est resté.

Les Sakalava conçoivent la nature comme étant **fragile**. Tout est une question d'équilibre (Peretti Watel, 2010). Dithy, un vieil agriculteur Sakalava (communication personnelle, mai 2019) évoquait l'idée que la nature est une grande machine où toutes les pièces forment un équilibre et que celles-ci dysfonctionnent lorsqu'une pièce vient à manquer. Dans cette conception, la dégradation de l'homme sur la nature devient dramatique (Peretti Watel, 2010).

Les Antandroy ne connaissent que très peu la nature. Cependant, les anciens Antandroy du Menabe comme Marina ont un rapport différent avec la forêt, ils en ont appris les bienfaits.

Aujourd'hui, l'Androy est semi-désertique, il est appelé « le pays des épines ». Bien que leur conception de la nature soit également spirituelle, l'idée culturelle de protection n'est pas présente. La forêt est donc perçue comme bienfaitrice pour ces apports en nourriture, eau et provenant de dieu. Néanmoins, elle est perçue comme **robuste** et pouvant se ramener à son état initial (Peretti Watel, 2010) par une simple action de reboisement.

« Mais les gens qui habitent à Lambokely, même s'ils font du défrichement à l'intérieur de la forêt. Ils sont conscients que c'est mal ce qu'ils font. Mais les gens qui viennent d'arriver. C'est eux le principal problème, parce qu'eux ne se soucient pas de la forêt. Les gens qui viennent d'arriver ne sont pas conscients. C'est ça le problème. Chez eux, il n'y a pas de forêt. S'ils viennent ici juste pour travailler dans la forêt, ils s'en foutent que la forêt ait disparu d'ici un ou deux ans. » (Anthonio Rafinringa, Responsable Conservation et Développement, ONG FANAMBY MENABE, communication personnelle, mai 2019)

Selon la culture Sakalava ou Antandroy, un agriculteur n'a donc pas les mêmes conceptions du savoir et de la nature. Sa perception des risques environnementaux et sociaux en est donc altérée. De fait, ils ne craignent pas les mêmes menaces (Peretti Watel, 2010). Effectivement, l'hypothèse peut être émise que les valeurs Sakalava résident dans la **protection de la forêt** tandis que celles des Antandroy se trouvent dans **l'enrichissement culturel**. De fait, leur pauvreté chronique couplée à leur besoin de richesses pour leurs pratiques coutumières joue un rôle dans l'évaluation des risques environnementaux et sociaux.

« Ce n'est pas bien pour nous les anciens villageois, nous devrions [la forêt] la défendre. » (Marina, Agricultrice Antandroy, ancienne du village, communication personnelle, mai 2019)

« Et en plus, les Antandroy gardent leurs morts parce que puisqu'il y a un mort, il faudra tuer beaucoup de zébus puisque c'est un signe de richesse. Donc il garde le mort et les jeunes vont travailler quelques fois jusqu'à Diego pour avoir de l'argent. Ils font « Tout » (dit avec une forte intonation) pour avoir de l'argent pour revenir enterrer le mort après. (..) Pour avoir beaucoup de zébus, pour tuer. Puisque quand il y a un mort en Androy, plus on tue de zébus, plus les gens disent « c'est un riche qui est mort ». C'est comme ça d'ailleurs qu'ils arrivent à oublier les vivants. Vivant, ils vivent dans des petites cases. Mais les morts sont dans des grands tombeaux. » (Prospérine, ancienne directrice et fondatrice ONG ALEFA, communication personnelle, mai 2019)

En finalité, les déterminants sociodémographiques (revenu et instruction) et les déterminants culturels (de savoirs et nature) expliquent la perception des risques selon les différents groupes ethniques. Les Sakalava ont une meilleure position sociale et des capacités pour faire face aux risques ainsi qu'un sentiment de devoir envers la protection de la forêt. Contrairement aux Antandroy qui n'ont aucune attache et sentiment de protection envers la forêt, mais plutôt une vulnérabilité sociale chronique et des coutumes d'enrichissement rapide. Par conséquent, les

risques liés à l'interaction entre inégalités sociales et inégalités environnementales ne sont pas les mêmes. D'autant plus que la variable géophysique explique la prise de distance des Antandroy face aux risques environnementaux. Néanmoins, bien qu'ils évaluent les risques sociaux comme plus effrayants à titre personnel, certains des agriculteurs Antandroy (4/7) sont conscients des risques environnementaux liés à la déforestation et incriminent le défrichement.

En outre, selon les témoins privilégiés (communications personnelles, mai 2019), les Antandroy semblent se soucier uniquement du moment présent. Tandis que les Sakalava parviennent déjà plus à se projeter dans le futur. Cet aspect se relie également aux capacités et connaissances de chacun.

1.2.2.3. Analyses individuelles des perceptions des risques

Afin de présenter les risques perçus tant dans son construit social que subjectif, une analyse de trois profils d'agriculteurs de Lambokely est réalisée. Comme exprimé dans la partie d'analyse, les perceptions varient en fonction du déterminant culturel ainsi que des déterminants sociodémographiques. C'est pourquoi ces trois agriculteurs correspondent aux trois profils types développés précédemment.

L'intention de ces analyses individuelles est de présenter les différentes analyses posées précédemment dans un cadre plus subjectif et détaillé. Les éléments décrits antérieurement sont alors développés au sein de chaque profil.

Pour se faire, une description des différents profils est présentée. Ensuite, les différents risques perçus par les villageois sont détaillés. Et enfin en troisième temps, l'analyse est posée.

Afin de réaliser une analyse qualitative des risques perçus, 3 paradigmes sur la compréhension de la perception des risques ont été mobilisés. Tout d'abord, le **paradigme de l'utilité subjective espérée** de Savage (1954) ainsi que le **paradigme psychométrique de Slovic** (1960) qui tentent tous deux d'évaluer quantitativement les perceptions des risques tout en intégrant des processus psychologiques (Hermand & Chauvin, 2008). Bien que cette étude n'ait pas pour visée une étude quantitative des risques, les facteurs et déterminants d'analyses utilisés par ces approches sont mobilisés afin d'identifier et d'évaluer succinctement les différents risques perçus. Le troisième **paradigme** est le **cognitif** qui est apparu dans les années 70. Cette approche se distingue des deux autres qui se centrent plutôt sur l'évaluation (valeur-résultat) du jugement. Le paradigme cognitif a pour but d'appréhender les mécanismes processuels de traitement de l'information qui est à l'origine du jugement. (Hermand & Chauvin, 2008).

Ces trois paradigmes n'ont pas été appliqués méthodologiquement dans le cadre de cette étude. Néanmoins, ils servent de base d'analyse. Ils sont également alimentés par les différents concepts développés précédemment.

1/ Falnon, le directeur de l'EPP

Le premier agriculteur se nomme Falnon, c'est un homme de 36 ans, originaire de la région du Menabe. C'est l'un des rares Sakalava encore présent à Lambokely. Il y est installé depuis 12 ans avec sa famille.

Prénom	Falnon
Age	36 ans
Ethnie	Sakalava
Famille	1 femme et 2 enfants
Temps à Lambokely	Depuis 2007 – 12 ans
Métiers	- Instituteur et directeur de l'EPP - Agriculteur - Petit commerçant - Eleveur de poule et canard
Etudes	Scolarisé
Divers	Président de l'association FOSA

À l'arrière de son échoppe, sous l'auvent de sa case³¹, Falnon nous accueille sur sa natte afin de réaliser l'entretien. La construction de sa case laisse transparaître une réelle installation dans le village. Celle-ci est assez grande comparée à la majorité des cases du village. La pièce est spacieuse et la maison contient une porte en bois d'une allure solide.

Tompoko³² Falnon est un agriculteur présent dans le village depuis 12 ans et a quelques activités économiques en parallèle. Celui-ci se présente avant tout comme le directeur de l'Ecole Primaire Publique (EPP) dont il est enseignant. Il tient également avec sa femme, qui est enseignante, un petit commerce de téléphonie et de petites fournitures en tout genre. Falnon est aussi le président de l'association FOSA qui est l'abréviation de « Cœur Strict à la Forêt ». Cette association travaille en collaboration avec FANAMBY et DURELL³³ dans le cadre de reboisements et de pépinières.

C'est avec un grand sourire accompagné de sa petite famille que nous avons réalisé l'entretien à l'ombre de son auvent.

³¹ Maison

³² Monsieur en Malgache

³³ Deux gestionnaires de l'aire protégée

▪ Risques perçus par Falnon

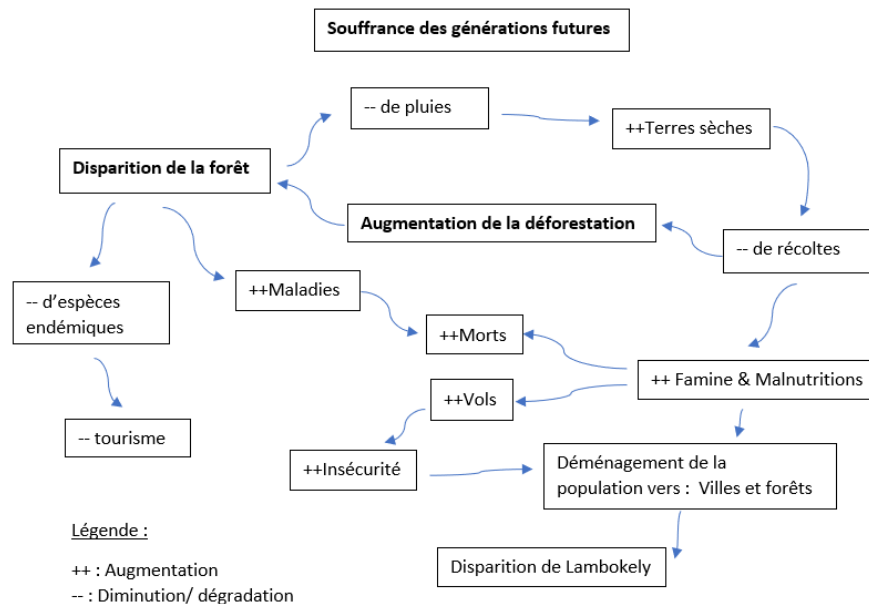
Falnon est un agriculteur Sakalava instruit et ayant diverses activités économiques qui lui permet d'avoir un niveau de vie plus élevé que la moyenne du village. Ainsi, celui-ci perçoit un grand nombre de risques liés à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales. De fait, il fait partie des rares agriculteurs de l'échantillon (3/10) à percevoir une **boucle négative socio-environnementale**.

Pour Falnon, les inégalités sociales d'accès aux ressources alimentaires interagissent avec les inégalités environnementales d'accès aux ressources de la forêt, et induisent de nombreux dangers tels que la déforestation. Il perçoit également les inégalités environnementales du Sud liées à la sécheresse dans cette boucle socio-environnementale. C'est donc par l'impact des problèmes sociaux sur les problèmes environnementaux, et inversement qu'il identifie ces risques. L'interaction entre ces inégalités lui est également perçue à travers les structures de la société telles que le manque d'**accessibilité aux usages de la terre** ainsi qu'à travers un manque de **moyen de subsistances** à Lambokely et d'un manque de savoir.

*« La raison pour laquelle ils continuent de défricher, c'est que les gens ne sont pas bien informés. **Ils ne savent pas** les avantages que la forêt nous rapporte. Il faut que les gens soient sensibilisés pour qu'ils sachent ce qu'ils doivent ou non faire avec la forêt. Comme je disais aussi, ici il n'y a pas de rizière, **il n'y a que des cultures de maïs et d'arachides**, alors les gens doivent défricher pour y planter des maïs. »* (Falnon, communication personnelle, mai 2019).

À l'aide de l'entretien semi-directif avec Falnon, un schéma synthétique représentant l'ensemble des risques perçus est réalisé. Celui-ci permet de voir le caractère circulaire et vicieux dans la perception des risques de Falnon.

Schéma 2 : Perception des risques de Falnon



Source : Entretien semi-directif avec Falnon en mai 2019

De cette situation d'interaction entre inégalités sociales aux ressources (alimentaire ...), de savoirs, d'accès à des moyens de subsistances avec les inégalités environnementales d'une situation de sécheresse et de pauvreté en ressources forestière, Falnon identifie de nombreux risques sociétaux et environnementaux.

Effectivement, il identifie **un risque de déforestation total** de la zone de Lambokely. Ce risque de déforestation est évalué par Falnon comme le plus effrayant. C'est le risque qui lui procure le plus d'expressions de peur lors de ces discours. De fait, ce risque de déforestation semble pour lui être le point de convergence entre tous les risques évalués par cette interaction d'inégalités. Les risques suivants sont grandement conditionnés par ce risque de déforestation en lien avec les inégalités perçues.

Les autres risques environnementaux sont liés à la **disparition d'espèces endémiques** ainsi qu'un **maintien de l'insuffisance de pluie**. Le risque lié à la disparition de la faune de la forêt est principalement d'un intérêt économique et touristique pour Falnon.

Alors que le risque d'un manque de pluie est identifié comment ayant davantage de conséquences néfastes pour le village de Lambokely, les risques sociaux de **famine, de pauvreté, de malnutrition et de mortalité** sont perçus comme induits par cette situation de danger socio-environnemental.

Il perçoit d'une manière générale de la souffrance pour les **générations futures**. Au cours de nos entretiens et discussions, nous avons pu percevoir que le terme « souffrance » est souvent utilisé pour désigner « la **pauvreté** ». C'est ainsi que Falnon a utilisé cette expression en ce sens. La pauvreté est identifiée comme risque pour les générations futures par ce dernier.

« Je trouve que les conséquences [du manque de pluie et de la terre sèche] sont énormes parce que ce sont les prochaines générations qui vont en souffrir. Parce qu'il n'y aura plus de forêt, il n'y aura plus de pluie, et même il n'y aura plus de bois morts pour cuisiner ou des bois pour construire des maisons et la terre deviendra de plus en plus sèche. (...) La conséquence si la terre n'est plus bonne est que la famine arrivera. (...) Si la famine s'y installe, ce sont les enfants qui seront les plus touchés et cela finira par la mort si la malnutrition s'impose. » (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

De cette situation d'inégalité de qualité de la terre, la famine et la pauvreté sont les risques sociaux les plus identifiés par les agriculteurs (8 sur 10). À ceux-ci Falnon est l'un des rares à identifier des **risques de maladies** liés à l'inégalité qualitative de l'air et du climat ainsi que de la déforestation. Très peu d'agriculteurs et de témoins privilégiés ont émis cette probabilité risquée.

« Il y a un impact sur la santé parce que la forêt disparaît alors la chaleur augmente et aussi l'air que nous respirons est aussi chaud alors cela cause des maladies aux habitants. (...) Les impacts sur la santé, par exemple la toux, la maladie respiratoire, le paludisme parce que les moustiques ne restent plus dans la forêt puisqu'il n'y a plus de forêt. » - (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

De cette situation risquée liée aux inégalités, Falnon identifie également un **risque de violence et de délinquance** et plus spécifiquement de vols liés à la famine et au manque de fertilité des sols.

« Les gens vont voler ceux qui ont encore de la nourriture. (...) Elle [l'insécurité] va prendre place parce que les gens ne pourront plus cultiver et s'ils ne cultivent pas, ils feront n'importe quoi comme voler. Parce qu'il n'y aura plus de culture, la terre sera sèche, ils seront obligés de voler. » - (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

À plus long terme, Falnon perçoit également le risque d'une émigration de la population de Lambokely vers d'autres horizons. L'accumulation de tous les risques présentés précédemment

ferait de **Lambokely un village fantôme**. La raison de la venue des agriculteurs ne serait plus d'actualité, les sources de vies diminuées et l'insécurité de plus en plus présente. Selon Falnon, ces facteurs amèneraient potentiellement à la disparition du village.

« D'après moi, si cette situation sur la destruction de l'environnement continue, il n'y aura plus de récoltes, personne ne pourra plus cultiver alors tout le monde sera obligé de déménager, chercher un nouvel endroit, car on ne pourra pas habiter dans un endroit où on ne pourra pas cultiver. (...) Si le vol prenait de l'ampleur, c'est-à-dire personne ne supporterait un vol comme l'année dernière, le vol a été vraiment énorme, donc ils vont déménager, car personne n'habitera dans un endroit où il se fera toujours voler, ils préféreront chercher un autre endroit ou dans la ville. (...) Les conséquences seraient que tout le monde s'en ira et il n'y aura personne ici, c'est-à-dire le village n'existera plus. Or, tout le monde aura sa propre destination, on ne va plus être dans un même endroit, mais ce sera très difficile de s'adapter en ville, car nous sommes tous habitués à être ici, mais à cause de l'insécurité les habitants seront obligés de partir pour survivre. Le village n'existera plus. » (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

En conclusion, Falnon identifie de manière élevée des risques environnementaux, sociaux, économiques et migratoires liés à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales de Lambokely et du Sud.

▪ Analyse de l'identification et de l'évaluation des risques

L'ensemble des risques perçus par Falnon précédemment permettent de comprendre la perception globale de son analyse. L'explication réside dans la **position sociale** de cet agriculteur. Comme exprimé précédemment, celui-ci est directeur d'école ainsi que président d'association ce qui lui donne une certaine position sociale, il a également un certain bagage éducatif et un niveau de vie qui lui confèrent manifestement des capacités personnelles face aux risques.

De plus, son système de traitement de l'information (Chauvin, 2014) est principalement basé sur ces connaissances. Il identifie les risques de manière réfléchie et contrôlée afin de traiter les données de manière **analytique**. L'affect est donc moins présent dans son jugement et lui permet d'émettre une vision plus globale de la situation à risques.

Ces multiples **connaissances** dues à son niveau d'instruction et son implication associative, sa **capacité d'adaptation** liée à son niveau de vie couplé à son **devoir culturel de protection de**

la forêt lui fait percevoir les risques environnementaux comme plus effrayants. L'affect³⁴ envers les risques sociaux est également fort présent. Cependant, Falnon ne se sent pas capable de faire face aux multiples conséquences identifiées par le risque de déforestation auquel il est exposé. Ce qui induit un sentiment de vulnérabilité et de peur plus important face à ce danger potentiel. Néanmoins, les multiples risques sociétaux sont également évalués comme élevés produisant un affect important. De fait, celui-ci les relie directement au problème environnemental de déforestation.

Nonobstant, selon Falnon, la probabilité liée au risque de déforestation ne dépend pas seulement de la présence d'inégalités. Ce risque lié aux inégalités est conditionné par la **confiance sociale** que ce directeur accorde envers les autorités. Selon Siegrist, Cvetkovitch et Roth, la confiance sociale est un déterminant psychosocial qui est défini par la volonté de se fier aux institutions et/ou organismes qui ont la responsabilité de prendre des décisions et agir pour gérer les différents domaines publics tels que l'environnement (Chauvin & Hermand, 2006).

Falnon (Communication personnelle, mai 2019) s'exprime en ces termes « *Notre forêt, s'il y a des autorités [gestionnaires de l'AP] qui prennent l'initiative de protéger la forêt alors les gens vont arrêter de couper la forêt, et le peu de forêts qui nous restera sera gardée. Si les autorités ne prennent pas leurs responsabilités alors la forêt va disparaître, car les gens continueront à défricher la forêt. (...) Avant il y avait beaucoup d'arbres qui étaient coupés ou brûlés cela veut dire qu'ils [autorités] n'ont pas bien fait leur travail. Mais s'ils avaient bien fait leur travail, la majorité de la forêt serait encore là, donc il y a la corruption au sein des responsables de l'aire protégée. C'est seulement maintenant qu'il n'y a presque plus d'arbres qu'on voit que les autorités font leur travail. Mais si c'était au début qu'ils ont bien fait leur travail, la forêt serait encore là maintenant.* »

³⁴ Ici l'affect est considéré comme le ressenti affectif, de peur envers les risques sociaux.

2/ Cécile, une jeune fille pleine de ressources

Cécile est une jeune agricultrice vivant à Lambokely avec son frère depuis 2 ans. Ses parents sont dans l'Androy, son pays natal. Du haut de ces 16 ans, Cécile nous accueille dans sa petite case vide de 3m² décorée de

Prénom	Cécile
Age	16 ans
Ethnie	Antandroy
Famille	Pas mariée, pas d'enfants
À Lambokely	Depuis 2017 - 2 ans.
Métier	- Agricultrice d'arachides - Un très petit commerce
Terres	Appartiennent à son aîné
Scolarité	4 ans de scolarité jusqu'à ses 12 ans (dans le Sud).

lambahoany³⁵. À côté de l'entrée, une petite table avec 4 paquets de cigarettes et 2 ou 3 portions alimentaires constituent son commerce et font sa fierté.

Contrairement à l'installation Sakalava et Betsileo, la construction de cette case laisse à penser que l'installation n'est pas définitive. C'est dans cette petite pièce et accompagnée de ses deux amies que nous avons réalisées l'entretien. Bien que nous ayons eu du mal à ce que Cécile accepte d'être enregistrée, celle-ci a fini par en comprendre l'utilité. C'est ainsi que nous avons pu échanger tant sur la réalité des films de guerre que sur les risques présents à Lambokely.

▪ Risques perçus par Cécile

Cécile perçoit plusieurs risques sociétaux et environnementaux liés à la situation socio-environnementale de Lambokely. Néanmoins, elle ne conçoit pas l'interaction entre inégalités sociales et environnementales. Cette jeune fille a plutôt une vision **linéaire liée à l'activité humaine**. Elle discerne l'impact des inégalités environnementales telles que la sécheresse sur la situation sociale de Lambokely (mauvaises récoltes, famine, pauvreté ...). Cependant, elle n'identifie pas l'impact de cette situation d'inégalités sociales (ressources alimentaires ...) sur l'environnement. Pour cette jeune agricultrice, l'origine de sa vision linéaire réside dans l'activité humaine de défrichement. La cause du défrichement vient du caractère personnel des individus responsables de l'activité selon Cécile, et non pas des inégalités.

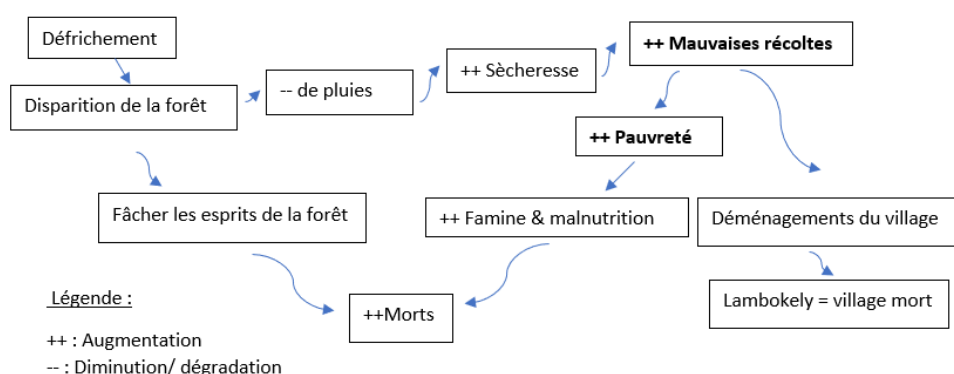
« Ils **sont têtus** c'est pour cela qu'ils ont fait ça (...) parce qu'ils n'écoutent pas les autorités. (...) C'est pour cela qu'ils sont têtus, car ils les font toujours malgré les interdictions des autorités. » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

³⁵ Tissu souvent en coton et très coloré, comportant des paysages malgaches, des dessins ...

Néanmoins, elle identifie de nombreuses inégalités sociales et environnementales formant une situation socio-environnementale sur laquelle elle base son identification des risques. C'est ainsi qu'elle perçoit l'impact de la structure sociale d'impossibilité d'accès à **des moyens de subsistance** sur la présence de vols à Lambokely.

À l'aide de l'entretien semi-directif réalisé auprès de Cécile, un schéma synthétique représentant l'ensemble des risques perçus est constitué. Ce schéma met en avant le caractère linéaire et unidirectionnel des risques évalués par Cécile.

Schéma 3 : Perception des risques de Cécile



Source : Entretien semi-directif avec Cécile en mai 2019

Cécile émet plusieurs risques sociétaux et environnementaux en lien direct avec sa perception de la situation socio-environnementale. Elle perçoit à long terme un risque de **déforestation totale** de la forêt de Lambokely ainsi que tous les risques engendrés par cette situation de déforestation, tels que **le risque de sécheresse** et la perte de **production agricole**.

« La forêt va disparaître parce que là elle commence à diminuer. (...) Si la forêt continue de diminuer, la pluie ne va jamais tomber alors les récoltes ne seront pas bonnes parce qu'il n'y a pas de pluie (...) S'ils arrêtent de défricher la forêt, la pluie va revenir, mais dans le cas contraire, la pluie ne va jamais revenir. » - (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Ces risques environnementaux et économiques, Cécile les relie à des risques sociaux tels que la **pauvreté, la famine et la mortalité**.

« La famine et beaucoup de gens mourront. (...) Ce sera la pauvreté et la malnutrition. » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Elle émet également un **risque migratoire** provoquant la **disparition de Lambokely**. Pour Cécile, la diminution de la production agricole ainsi que la famine pousseront la population de Lambokely à déménager.

« Personne ne restera ici si la terre ne produit plus, tout le monde va rentrer chez soi. (...) la famine, Lambokely sera un village mort puisque personne ne restera ici, tout le monde va déménager » - (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Elle émet une forte probabilité que ce risque soit réalisé. Cependant, les conséquences néfastes de cet évènement ne lui sont pas perçues comme un réel danger. De fait, Cécile montre une capacité personnelle à anticiper ce risque potentiel qui est prévisible et à réagir face à cette situation en déménageant (Rousseau, 2007). Cette capacité d'adaptation permet à Cécile de ne pas se sentir vulnérable ou aussi vulnérable que les agriculteurs Sakalava face à ce risque. D'autant plus que ce risque est à moyen-long terme, par conséquent la disparition de ce village qui n'est pas le sien, n'est pas ce qui l'affecte le plus.

Cécile identifie également la probabilité qu'un **risque de maladies** apparaisse suite au problème de déforestation. Néanmoins, cette perception n'est pas similaire à celle de Falnon.

*« Il y a la **famine**, la **sècheresse** et il y aura aussi le « **fanompoa** »* (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Le fanompoa est une appellation pour identifier la rougeole. Cette évaluation se fait au vu de leurs expériences passées au village. De fait, une centaine d'enfants sont morts suite au passage de la rougeole, et ce un mois avant les entretiens. Bien que la rougeole ne soit pas directement liée à la déforestation, elle identifie un danger probable d'un lien entre cette inégalité de la qualité environnementale et la maladie.

Elle identifie également un **risque spirituel** à cette situation socio-environnementale. Les croyances d'entités spirituelles vivant dans les forêts sont présentes à Madagascar. Pour Cécile, la déforestation engendre des conséquences néfastes vis-à-vis de ces êtres de la forêt qui entraînent un **risque de mortalité** pour les villageois de Lambokely.

« Mais ce qui est grave c'est que les esprits qui habitent la forêt seront fâchés, car ils n'auront plus de maisons. Leur maison c'est la forêt, alors que les gens détruisent la forêt. (...) Tous les habitants seront morts, car la colère des fantômes s'abat sur les habitants. Par exemple la maison juste là-bas qui avait brûlé, on est sûr que c'est eux qui ont fait ça. » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Il y a quelques mois, un feu a brûlé tout un quartier de Lambokely dont l'Église faisant des morts et mettant plusieurs agriculteurs sans logement. Cécile semble percevoir de graves conséquences liées à ce risque de colère des esprits, ainsi qu'une probabilité élevée des événements passés.

En conclusion, Cécile identifie des risques sociaux, environnementaux, économiques, migratoires et spirituels. La majorité des risques perçus tourne autour de son activité économique liée aux mauvaises récoltes.

▪ Analyse de l'identification et de l'évaluation des risques

En d'autres termes, cette jeune agricultrice Antandroy de 16 ans perçoit autant des risques sociétaux qu'environnementaux liés à la situation linéaire socio-environnementale qu'elle conçoit à Lambokely. Son profil socio-démographique est constitué d'un faible niveau d'instruction, bien qu'elle soit la seule agricultrice d'origine ethnique Antandroy de l'échantillon à avoir été un minimum scolarisée (4 ans). De plus, son niveau de vie semble dans la moyenne de la population de Lambokely, ce qui revient à avoir peu de revenus. Majoritairement, cette jeune agricultrice a un bon niveau de connaissances qu'elle tire de ses multiples interactions sociales et de son frère qui fût scolarisé. Ce qui lui permet d'identifier un certain nombre de risques dont les risques environnementaux liés à la déforestation.

Cécile possède un fort sentiment de vulnérabilité face aux risques sociaux tels que la famine, la perte de production ou encore la pauvreté. Ses capacités personnelles (revenu, conditions de vie ...) (Rousseau, 20017) ne lui permettent pas de faire face à ces potentiels dangers de famine et de perte qui s'actualiseront probablement. Les risques sont déjà présents dans son environnement et la fragilise ce qui développe un certain affect, une peur liée à ces risques sociaux.

« La souffrance, la pauvreté ce n'est plus comme avant. Avant, l'année a toujours été fructueuse, les récoltes étaient bonnes, ce n'est plus comme actuellement, plus de pluie plus de récoltes » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

De plus, comme exprimé précédemment, le caractère géophysique (Guilemot & al., 2004) lointain de la forêt ne lui fait pas ressentir le même affect que face aux risques sociaux.

Cécile perçoit le risque de déforestation, néanmoins sa conception culturelle de la nature n'est pas sa protection. Pour elle, la forêt est importante uniquement dans sa fonction de production de la pluie et donc liée à son activité économique.

Tout au long de son analyse, elle forme son jugement de manière holistique concernant les risques sociaux, c'est-à-dire basés sur l'affect. Alors qu'afin d'émettre un jugement sur l'environnement, le traitement de l'information est principalement dans une stratégie analytique basé sur le raisonnement et ces connaissances (Leneveu & Laville, 2012).

Concernant l'identification du risque de rougeole lié à la déforestation, cette estimation est émise selon l'appellation de Leneveu (2012) par des *processus mentaux* qui *découlent des distorsions et des biais de jugement*.

Ce biais se nomme *L'heuristique de la représentativité* et se définit par le fait de juger une situation en fonction de la ressemblance avec une autre situation. Ou encore d'estimer la probabilité qu'un événement ou objet A appartient à une catégorie ou classe B. Par conséquent, une caractéristique pourrait être assimilée à une autre situation (Leneveu & Laville, 2012). C'est ainsi que Cécile évalue la probabilité élevée que la rougeole puisse à nouveau frapper le village dans cette même situation de déforestation.

Contrairement à Falnon, elle n'identifie pas de manière élevée le risque de violence lié à cette situation. De fait, celle-ci perçoit la situation actuelle de vol comme suit :

« Il y a des vols, il y a aussi la bagarre entre jeunes filles ou garçons. Elles se bagarrent pour un mec. Les jeunes garçons s'ils n'ont rien c'est-à-dire s'ils ne cultivent pas ils volent pour avoir de l'argent et impressionner les filles et aussi pour plaire aux filles. Ceux qui ont faim et ceux qui n'ont aucun travail qui ne cultivent pas, ils volent. » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

De par sa place d'adolescente dans un village en brousse, elle n'identifie pas de manière élevée les vols et la violence comme un danger probable pour l'avenir de Lambokely. Ceux-ci sont perçus comme une normalité sans caractère de danger, risqué.

3/ Dafy, un homme comme les autres

En pleine journée, aux heures du travail, nous apercevons au loin un groupe d'agriculteurs occupés à travailler le maïs, entourés de quelques enfants qui aident à la tâche. Nous avons déjà eu l'occasion de

Prénom	Dafy
Age	30 ans
Ethnie	Antandroy
Famille	1 femme et 3 enfants
Temps à Lamb	Depuis 2017 - 2 ans
Métier	- Agriculteur de maïs et manioc - Petit éleveur de poulets
Terres	Location de terres dans le ND de l'AP
Scolarité	Jamais été scolarisé.

passer quelques heures à discuter avec ce petit groupement de personnes. Du bord du chemin, nous nous faisons appeler par de grands gestes et des sourires.

Au milieu de ces cases surélevées construites en prévision des inondations, ces agriculteurs Antandroy nous accueillent pour un entretien plus formel que lors de nos autres passages. La présence de Dafy et de ce groupe d'agriculteurs fut un hasard et une aubaine pour nous. Effectivement, des habitants du village voisin étaient occupés à piller les champs de Dafy dans l'AP. celui-ci n'ayant qu'un lance-pierre face aux fusils de ces voleurs, il a préféré rentrer au village.

Ce fut pour nous l'occasion de réaliser l'entretien dont nous avons discuté lors de notre premier passage. Toutefois, le début ne fut pas des plus simple. De fait, les champs de ces agriculteurs se situent au sein du noyau dur de l'aire protégée (AP). Dans cette période de répression des responsables de l'AP via des ratissages des champs de maïs illicites et arrestations, ces agriculteurs n'étaient pas sereins. C'est donc après 40 minutes de discussions et négociations que Dafy a accepté d'être enregistré.

Dafy est un agriculteur de 30 ans qui vit à Lambokely depuis 2 ans. Bien que nous connaissions un peu les autres, c'était notre premier échange avec Dafy. Les petites cases qui nous entouraient laissaient transparaître une construction temporaire et précaire de leurs habitations à Lambokely. C'est entouré de maïs illicites, de deux-trois agriculteurs et d'enfants que nous avons réalisé cet entretien.

▪ Risques perçus par Dafy

Dafy discerne très peu de risques élevés en termes de probabilité et de danger liés à la situation socio-environnementale. Tout d'abord, il n'identifie pas l'interaction entre les inégalités sociales et environnementales. Cet agriculteur a une perception linéaire de la situation liée à l'insuffisance de la pluie. Tout comme Cécile, celui-ci ne perçoit pas l'impact des inégalités sociales sur la situation environnementale telle que la déforestation. Néanmoins, ces deux agriculteurs n'ont pas la même vision. Là où Cécile identifie l'impact d'activité humaine de défrichement, Dafy y voit l'impact de l'insuffisance de la pluie comme source des problèmes sociétaux (récoltes, famine, pauvreté ...). De fait, il n'identifie aucun risque ni aucun problème lié à l'état de la forêt. Cette vision est analysée par la suite.

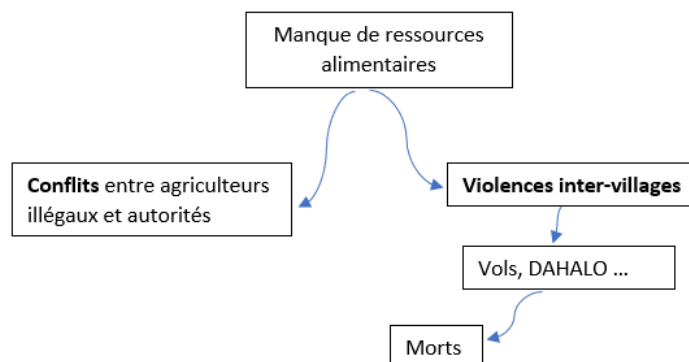
Par conséquent, le seul risque perçu comme élevé en termes de probabilité et conséquences au vu de sa perception de la situation socio-environnementale est le **risque de violence et de délinquance**. Effectivement, Dafy perçoit la situation actuelle d'inégalités sociales et environnementales d'un manque de pluie, d'un manque alimentaire et d'accès aux ressources de la terre dans une situation des mauvaises récoltes, de famine et de pauvreté comme problématique et dangereuse.

« Quand la pluie est insuffisante, la pauvreté s'installe parce qu'il y a un manque de nourriture. (...) L'insuffisance de pluie a engendré la souffrance parce que quand on récoltait des maniocs, mais ils ne poussaient pas bien parce qu'il n'a pas assez de pluie pour s'épanouir tout comme les maïs et les arachides. Alors les gens volent, car ils n'ont rien à manger, ils se transforment en DAHALO ou en cambrioleur, ils volent des bétails, des volailles et arrivent même à tuer les autres pour de l'argent. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Néanmoins, Dafy n'évalue pas l'ensemble de cette situation de danger pouvant probablement se réaliser comme une situation à risques à l'avenir.

À l'aide de l'entretien semi-directif réalisé auprès de Dafy, un schéma synthétique représentant l'ensemble des risques perçus est présenté. Ce schéma met en avant le caractère linéaire et unidirectionnel des risques évalués par Dafy ainsi que le peu de risques évalués comme élevés.

Schéma 4 : Perception des risques de Dafy



Source : Entretien semi-directif avec Dafy en mai 2019

Au sein du discours de Dafy, les risques liés aux DAHALO et aux conflits avec les autorités sont fort présents. Pour lui, les DAHALO représentent les voleurs de zébus ainsi que les agriculteurs des autres villages qui volent dans les champs.

*« S'il n'y a pas de nourriture, les gens vont se demander où ils vont trouver de la nourriture pour aujourd'hui, ils ne vont pas en trouver alors ils volent. Et s'ils se font surprendre pendant le vol, les propriétaires vont les battre jusqu'à la mort. (...) Si les conflits avec les DAHALO ne s'arrêtent pas, cela causera **beaucoup de morts** dans tous les villageois. (...) La mort parce que si les propriétaires des récoltes surprennent les DAHALO en train de voler, ils vont s'entretuer. (...) Même si la pluie tombe ici, mais que les DAHALO sont de plus en plus nombreux et de plus en plus forts, nous on va quitter le village, on va déménager et trouver un autre endroit plus rassurant. »* (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

De plus, associé à cette violence intervillages, Dafy perçoit un risque de **violence entre les villageois et les autorités** lié au manque d'accès à la terre de l'AP.

« Si on ne peut plus cultiver dans la forêt, il y aura toujours des risques. Comme ceux qui n'ont pas de terre continueront à cultiver dans la forêt, et cela engendrera un conflit entre eux et les autorités. Soit les autorités les surprennent ou bien ils vont toujours fuir les autorités, c'est-à-dire que des autorités viennent dans le village, ils vont fuir et se terrer dans leur maison jusqu'à ce que les autorités repartent. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Les risques présents sont principalement des risques liés à la violence et à l'insécurité intervillages et avec les autorités. Ces risques sont essentiellement associés au manque **d'accès à la terre et à l'alimentation**. Ce sont donc des inégalités sociales et environnementales que Dafy mobilise pour identifier les risques.

▪ Analyse de l'identification et de l'évaluation des risques

De manière générale, Dafy est un agriculteur Antandroy ayant très peu de capital économique et n'ayant jamais été scolarisé. Il est arrivé récemment à Lambokely et sa perception des risques se réduit essentiellement aux violences. Pour lui qui vit de plus en plus en confrontation directe avec celles-ci, la probabilité que ces violences soient présentes dans le futur est très haute.

De fait, au regard de sa perception de la situation de danger socio-environnemental, il n'évalue pas d'autres risques en termes de probabilité élevée ou de conséquences au sein de Lambokely et son environnement. Cette peur centrée sur les problèmes sociaux s'explique au regard de son **manque de connaissance** associé à la sécheresse (ii) et la forêt ainsi que de **l'affect accordé à la déforestation** (i).

(i) Risque non-perçu de déforestation

Le risque de déforestation n'est pas perçu par Dafy en termes d'effets de gravité. L'explication se situe dans sa perception de la situation de danger lié à la forêt. Pour rappel, les déterminants principaux du risque perçu sont le **sentiment de peur** inspiré par le risque ainsi que le **manque de connaissance** associé à un risque (Chauvin & Hermand, 2006). Dans le cas de Dafy, le manque de connaissance envers la forêt est présent pour diverses raisons, dont le fait qu'il n'a jamais été scolarisé.

Effectivement, **Dafy** perçoit la diminution de la forêt, mais ne la considère pas comme problématique. Il considère même qu'il y a beaucoup de forêts à Lambokely. Cela s'explique par un **système de référence biaisé** ainsi que par **un manque de connaissance**. De fait, tout comme Cécile avec la rougeole, il émet des biais de jugement d'*heuristique de la représentativité* (Leneveu & Laville, 2012) jugeant la situation de Lambokely en fonction de sa ressemblance avec celle du Sud. Dafy est présent à Lambokely depuis seulement 2 ans, sa vision de la forêt du Sud influence sa vision de la forêt à Lambokely comme l'expose cet extrait d'entretien.

Interviewer : Est-ce qu'il y a des forêts à Tuléar ?

Dafy : *oui il y en a à Tuléar.*

Interviewer : Il y a beaucoup de forêts ?

Dafy : *Oui.*

Interviewer : Il y en a plus qu'ici ?

Dafy : *C'est pareil.*

(Communication personnelle, mai 2019)

Sa vision normative des forêts étant la situation de pauvreté forestière du Sud, Dafy ne perçoit pas la déforestation de Lambokely comme étant une vulnérabilité environnementale. Malgré qu'il en constate la diminution, elle n'est pas perçue comme problématique. De plus, au sein de son propre système de référence, il ne perçoit pas le danger lié à la forêt dans le Sud. Pour cause, un manque de connaissance des effets de gravité est identifié.

- Un manque de connaissance des effets de gravité

Venant du Sud, la connaissance des forêts peut être limitée pour Dafy. En effet, il perçoit l'importance de la forêt d'un point de vu des usages quotidiens et de la présence de la pluie.

« L'importance de la forêt, c'est que dans la forêt, il y a à manger comme le miel ou aussi il y a plusieurs animaux qu'on peut chasser et manger. La forêt nous donne aussi de la pluie. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Néanmoins, il ne perçoit pas que l'insuffisance de pluie est liée à la déforestation. Ce manque de connaissance impacte sa perception des effets de gravités potentiel d'un tel risque. Par conséquent, Dafy ne perçoit **pas de conséquences graves** liées à la déforestation.

*« Je ne **sais pas les conséquences**, mais la cause de la diminution de la forêt est que les gens la défrichent pour en faire des champs. Les autorités nous ont demandé de l'argent en échange on peut cultiver dans la forêt, du coup on a fait parce que c'est beaucoup d'argent. »* (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

En conclusion, il perçoit la diminution de la forêt, il sait également que dans la forêt il y a la pluie. Néanmoins, il ne perçoit pas que la diminution de la pluie est liée à la déforestation. De plus, il a un système de référence biaisé de par sa connaissance de la forêt dans l'Androy.

Cette perception du danger est directement liée à l'acceptabilité du risque de déforestation. Selon Theys (1991), la perception, la valeur du danger et des enjeux est reliée à **l'acceptabilité du risque**. Le risque peut donc être perçu comme acceptable au vu des bénéfices opposés à la prise de risques (Brilhac, J-F, 2012) qui sont ici le défrichement pour les champs de cultures.

En conclusion, le manque de connaissance face à la déforestation fait qu'il base son raisonnement uniquement sur son expérience et l'affect ressenti face aux problèmes sociaux. Il semble ne pas avoir l'impression de posséder les capacités de faire face à ces risques de violence ou de pauvreté, ce qui influence sa démarche d'analyse holistique (Leneveu & Laville, 2012) à identifier des risques à court terme et physiquement proches.

(ii) Risque de sécheresse considéré comme non-élevé

Contrairement à la déforestation, l'insuffisance de pluie est perçue comme problématique et dangereuse. Il identifie la sécheresse comme l'origine des problèmes sociaux actuels.

- Manque de connaissance et effets de gravité

Il perçoit également des **effets de gravité** liés à la potentialité de ce danger.

« Si la pluie manque, la famine s'installe parce que la pluie donne des bonnes récoltes, grâce à la pluie, il y a à manger, à vivre. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Néanmoins, la probabilité de ce danger n'est pas évaluée comme élevée par Dafy. Pour cause, le **manque de connaissance du lien entre déforestations et la diminution de pluie** influence ses perceptions du risque de sécheresse. Dafy perçoit la diminution de la forêt, cependant s'il ne comprend pas que la déforestation impacte le taux de pluviométrie, il ne peut pas percevoir la probabilité scientifique du risque de sécheresse.

- Impact de la conception du savoir culturel : les croyances

De plus, les croyances religieuses impactent son évaluation de la probabilité que ce danger s'actualise. Effectivement, il ne perçoit pas le risque lié au maintien ou à l'augmentation du manque de pluie comme élevé parce qu'il se réfère principalement au destin et à Dieu.

« C'est à cause de la pluie que j'ai une mauvaise récolte, s'il y avait la pluie, j'aurai de bonnes récoltes. (...) Les conséquences sur moi, c'est que si j'ai une mauvaise récolte, c'est parce que c'est le destin. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Le risque de sécheresse en est remis au destin et à Dieu. Par conséquent, même si les effets de gravité sont perçus comme élevés, la probabilité que la pluie ne tombe pas à nouveau est inconnue. Pour Dafy la probabilité d'une diminution n'est même pas envisagée. Il ne considère à aucun moment la possibilité que la pluie manque à l'avenir. Tout au long de l'entretien, il parle en probabilité positive : *« Si la pluie tombe »*. Le manque de connaissance lié à son système de référence et à ses croyances ne lui donne pas les capacités de percevoir la réelle potentialité du danger.

- Système de référence

Effectivement, pour Dafy, le manque de pluie est présent uniquement depuis cette saison à Lambokely. Sa perception des problèmes de sécheresse est encore confrontée à son système de référence du Sud. Même s'il perçoit une insuffisance de pluie à Lambokely, elle ne lui paraît pas aussi problématique que dans le pays natal. Dafy ne vit que depuis deux ans à Lambokely, il n'a donc pas la connaissance de l'environnement de base de la région. C'est pourquoi ce n'est que depuis cette année qu'il perçoit le manque de pluie.

Interviewer : Pourquoi il y a une insuffisance de pluie ?

Dafy : *L'année est mauvaise.*

Interviewer : C'est depuis cette année qu'il y a des problèmes de pluie ou il y en avait déjà avant ?

Dafy : *C'est chez nous dans le village natal qu'il y en avait [des problèmes de pluie]. Comme je disais, je vis ici depuis deux ans donc la 1^{ère} année je n'ai pas vu ce problème.*

(Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Le manque de connaissance, les croyances religieuses ainsi que son système de référence influencent l'évaluation du risque en termes de probabilité élevée. Il ne « sait pas » (communication personnelle, mai 2019) si le risque de pluie est présent, par conséquent il n'est donc pas perçu comme élevé. Et toutes les conséquences néfastes liées à la sécheresse telle que la famine ou les pertes de productions agricoles ne sont également pas évaluées comme élevées.

Cette perception des risques s'explique par son absence d'instruction ainsi que son bas niveau de revenus, mais également par son déterminant culturel. Ceux-ci influencent sa conception d'un savoir non-scientifique qui s'en remet à Dieu. Et de même pour sa conception de la nature qui se veut importante par ces multiples apports, mais sacrificable au vu des bénéfices de sa disparition.

En conclusion, l'analyse de ces trois profils d'agriculteurs met en exergue les différences de perception des risques liés aux inégalités sociales et environnementales. Tout d'abord, les risques sont perçus en fonction des discernements de l'interaction d'inégalités. Malgré le fait que la majorité des agriculteurs n'identifie pas cette boucle socio-environnementale, ceux-ci identifient de multiples risques liés aux inégalités sociales et environnementales.

Les identifications et évaluations des risques peuvent se retrouver dans le cadre des trois groupes-types développés précédemment. Les risques sont évalués en fonction du déterminant sociodémographique, culturel, mais également en fonction du caractère personnel et propre à chaque individu. De fait, le risque est un construit social, mais également subjectif, ce qui explique les différences de perception entre les agriculteurs.

En revanche, dans le cadre de cette étude sur les perceptions des risques en lien avec les processus d'adaptation, le caractère social et culturel prend une place hégémonique. L'identification ou la non-identification des risques influence les adaptations multiples des agriculteurs. De plus, l'évaluation d'importance à travers le risque le plus effrayant permet de comprendre les différentes démarches d'adaptation des agriculteurs de Lambokely.

2. Résultats et analyses des processus d'adaptation

2.1. Résultats des processus d'adaptation

Les perceptions des risques des agriculteurs liés à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales induisent les processus d'adaptations endogènes de ceux-ci. C'est ainsi que sur base des risques identifiés ou non, et évalués comme effrayants par les agriculteurs de Lambokely, leur fonctionnement d'adaptation est étudié.

Comme exprimé précédemment, ces mesures d'adaptations sont sondées selon des dimensions temporelles, à court ou long terme et organisationnelles, individuelles ou collectives (Guilemot, Mayrand, Gillet et Aubé, 2014).

À la suite des questions posées initialement, un quatrième constat peut être émis :

- Deux processus d'adaptation différents sont mis en place en fonction du groupe d'appartenance ethnique entre : mécanismes d'adaptation et stratégies d'adaptation

2.1.1. Deux processus d'adaptation

Pour cela, il convient de comprendre que l'individu n'est pas totalement libre d'effectuer des choix. Bennett S. exprime ce choix limité en lien avec l'étude du comportement adaptatif, comme quoi l'individu agit en fonction de valeurs et normes qui sont socialement favorisées et valorisées (Shahbenderian, 2009).

Inspirés d'une étude sur la communauté Inuvialuit de Sachs Harbour de Shahbenderian L. (2009) ainsi qu'à travers l'observation participante, les entretiens avec les agriculteurs et les témoins privilégiés, deux processus d'adaptations ont été identifiés au sein des agriculteurs de Lambokely. À savoir, des mécanismes de survie à court terme et des stratégies adaptations à long terme.

Le **mécanisme de survie** fait référence au *coping mechanism* en anglais qui se constitue de réponses adaptatives à court terme afin de diminuer les risques et permettre de vivre dans des conditions dites « anormales » (Shahbenderian, 2009). C'est une approche d'adaptation qui constitue à « faire face » à des événements. Ce mécanisme d'adaptation est généralement **individuel** et à **court terme**, bien qu'il puisse être mobilisé par une collectivité comme lors de mesures d'urgence (Guilemot et al., 2014).

Le deuxième processus d'adaptation concerne les **stratégies d'adaptation** qui visent principalement en une transformation du système en lien direct avec les modifications prévues et par conséquent deviennent effectives sur le **long terme** (Guilemot et al., 2014). Généralement, ces stratégies sont des adaptations plus **collectives**, car elles nécessitent une plus grande organisation et des moyens. Néanmoins, tout comme les mécanismes de survie, cette adaptation peut être mobilisée individuellement (Guilemot et al., 2014).

2.1.2. Processus d'adaptation en fonction des risques et des ethnies

Au sein de Lambokely, ces deux processus d'adaptation sont mis en place de façon distincte en fonction **des perceptions des risques**, mais également des **capacités d'adaptation** des individus ainsi que des **réponses culturellement sélectionnées** (Shahbenderian, 2009).

Face aux nombreux **risques sociétaux** (famine, pauvreté, violence, disparition de Lambokely ...), les agriculteurs de Lambokely mettent principalement en place des mécanismes de survie individuelle. À travers l'analyse des perceptions des risques, la prédominance des risques sociaux a pu être observée. Ce risque effrayant pour la majorité des agriculteurs est généralement la source de mécanismes d'adaptation individuels à court terme. Tandis que face aux **risques environnementaux**, les agriculteurs s'organisent principalement via des stratégies d'adaptation collective lorsque ceux-ci les identifient comme les plus effrayantes.

Les agriculteurs de Lambokely adoptent tant des mécanismes que des stratégies d'adaptation. Cependant, ces processus dépendent des capacités d'adaptation des agriculteurs ainsi qu'en partie des solutions adaptatives culturelles. C'est ainsi que les **Sakalava** tentent majoritairement (3/3) de mettre en place des **stratégies d'adaptation** face aux risques en parallèle de leurs mécanismes de survie, tandis que les **Antandroy** restent principalement dans **un mécanisme de survie**, de « faire face ».

- Les mécanismes de survie à court terme

Comme exprimé précédemment, les mécanismes de survie sont principalement adoptés face aux risques sociaux de manière générale. Toutes les adaptations des agriculteurs ne sont pas énumérées, mais les plus importantes sont présentées afin de poser le cadre.

L'augmentation des problèmes de famine, de pauvreté et de violence à Lambokely est assez récente depuis ces deux ou trois dernières années (Témoins privilégiés, communications personnelles, mai 2019). Face à ces changements et aux risques perçus, les villageois adoptent

différentes réponses. Le dessein de cette étude d'adaptation n'est pas de juger, si elles sont bonnes ou mauvaises, ce sont simplement des réponses à un événement (Shahbenderian, 2009), toutefois des mal-adaptations peuvent être détectées. Certaines approches d'adaptation peuvent en réalité être de la mal-adaptation si l'on se met dans une optique d'évaluation du succès (Guilemot et al., 2014).

Les différentes réponses adoptées par les agriculteurs face aux risques sociaux (famine, pauvreté, maladies ...) peuvent principalement se diviser en quatre catégories : (a) les mécanismes de vols, (b) les mécanismes d'extensification, (c) les mécanismes migratoires et (d) les mécanismes d'emprunts.

(a) De nombreux **vols intra et intervillages** (dans et en dehors du ND³⁶) sont présents à Lambokely. Selon les agriculteurs (communications personnelles, mai 2019), cette pratique est de plus en plus présente depuis 2 ou 3 ans. Ces vols partent du petit délit des enfants à des vols organisés entre villages pour attaquer d'autres champs, dans et en dehors du village. Les pertes agricoles, le manque d'accès à des terres ainsi qu'à d'autres moyens de subsistance que l'agriculture poussent les villageois de Lambokely à trouver à manger. Ces nombreux vols se produisent principalement durant la période de récolte. Ce mécanisme d'adaptation est également identifié par certains agriculteurs comme un risque de violence sociale inhérente aux inégalités.

Face à ces manques et risques, de plus en plus de villageois semblent rejoindre l'organisation des **DAHALO** qui est une adaptation collective à l'impossibilité d'accès à la terre et à la famine. Comme l'exprime Dannick Randriamanantena, MTB Landscape manager WWF Madagascar :

*« Avec ce qui se passe actuellement, avec les gens qui ne peuvent plus avoir accès à leurs terrains. Ils montent dans d'autres activités malsaines, faire des DAHALO et tout. Donc du coup, c'est cause perdue puisqu'on **cherche la sécurité, puis on crée l'insécurité. Ce n'est pas linéaire.** Il y a pas mal de paramètres. »* (Communication personnelle, mai 2019).

(b) Les agriculteurs ont généralement une tendance à l'**extensification** des terrains afin de satisfaire leur besoin alimentaire et de revenu. Ils augmentent la surface cultivée et à cette fin ils vont dans la forêt de l'AP chercher des terres fertiles. De plus, un déplacement d'une partie de la population vers les forêts de mangroves a été observé au vu des mauvaises conditions de récoltes actuelles de Lambokely. L'augmentation des zones de défrichement est des

³⁶ Noyau dur de l'AP

mécanismes de survie face à la situation sociale du Sud et à Lambokely, mais également des techniques agricoles culturelles de Madagascar. Selon Dabat, M-H. et Jenn- Treyer, O. dans sa recherche sur *Des trappes de pauvreté au développement durable de l'agriculture malgache* (2010), cette technique agricole est majoritairement adoptée à Madagascar.

(c) La **migration** est une adaptation adoptée tant par les agriculteurs Antandroy que par les Sakalava face à la situation actuelle. De multiples départs d'agriculteurs ont été observés par les gestionnaires de l'AP ou encore par les acteurs du terrain. Majoritairement, ce sont les Antandroy qui rentrent dans le Sud ou qui se dirigent vers d'autres forêts de la région. Les Sakalava migrent vers d'autres villes depuis l'arrivée en masse des migrants ainsi que de la dégradation de l'environnement. Selon l'Organisation internationale pour les migrations de Madagascar (2018) les Sakalava remontent vers le nord assumant un repli identitaire. Contrairement aux Antandroy qui trouvent dans la migration une solidarité ethnique et est devenue une forme de stratégie d'adaptation coutumière. Tandis qu'elle n'est seulement un mécanisme de survie pour les Sakalava.

(d) Les mauvaises récoltes, la famine et la pauvreté poussent les agriculteurs à effectuer des **emprunts** auprès des Caisses d'Épargne et de Crédits Agricoles Mutuels (CECAM) ou autres mieux lotis afin de réinvestir dans les cultures. Ce mécanisme d'adaptation pousse souvent les agriculteurs à l'endettement. Selon Dithy (Sakalava ancien du village, communication personnelle, mai 2019), environ 80% des villageois ont fait des emprunts aux CECAM et/ou aux collecteurs pour faire face à leurs problèmes économiques. Seulement souvent, les agriculteurs se trouvent endettés et doivent abandonner leur maison à Lambokely afin de s'enfuir.

« Par exemple même le docteur a fait des emprunts qu'il n'a pas pu payer et c'est cela qui a causé l'absence de docteur ici. (...) Pour les personnes qui ne réfléchissent pas trop, ils vont trouver la perte. Parce que par exemple s'ils te donnent 100 000Ar, tu rembourseras 150 000 à 200 000 Ar. Et ils ne prennent pas de l'argent, mais des produits agricoles qu'ils prennent moins cher, comme 500Ar le kg d'arachides. Comme si on travaillait pour eux. » - (Dithy, communication personnelle, mai 2019).

La majorité de ces mécanismes de survie pour « faire face » aux dangers et aux risques peut être qualifiée de mal-adaptation et est majoritairement pratiquée par des agriculteurs Antandroy. D'une part, par leurs supériorités numériques, mais également de par leurs capacités d'adaptations restreintes.

- Les stratégies d'adaptation

Les stratégies d'adaptation sont diverses et variées. Elles sont principalement mises en place envers les risques environnementaux, mais également pour faire face aux problèmes sociaux. Celles-ci peuvent être catégorisées en trois grandes parties : (a) les collectivités de développement et conservation, (b) les stratégies de protection et (c) la diversification économique.

(a) Certains agriculteurs **mobilisent les ONG et organismes** de développement ou de conservation. Ces mobilisations passent par la mise en place de nouvelles techniques agricoles, de pépinières ou encore l'implication en tant que membre du VOI³⁷. Ces mobilisations passent aussi par l'implication dans des Groupes d'épargnes solidaires afin de faire face aux difficultés des périodes de soudures. D'autres agriculteurs **créent des ASBL** de protection de la forêt et tentent de partager leur savoir afin de conserver et restaurer l'environnement. Ils tentent de changer leurs habitudes de traitement de la terre à l'aide d'engrais à base de bouse. Ces différentes mobilisations d'associations permettent d'augmenter les capacités de ces membres. Cette stratégie est principalement adoptée par des agriculteurs Sakalava ou des Antandroy originaires de la région du Menabe.

« Nous, les membres de MAINTSOANALA et FITAMALAKY, on a notre méthode, pour cette saison sèche, on a un programme de reboisement des pépinières et on les met dans notre compartiment pour que les autres puissent voir. Et on parlera, soit avec les projets, soit avec les ONG pour leur demander si on peut avoir un terrain pour faire reboiser nos pépinières, c'est tout ce qu'on peut faire pour avoir une forêt dans l'avenir » (Dithy, communication personnelle, mai 2019)

(b) D'autres stratégies sont également mises en place collectivement afin de répondre aux violences comme la mise en place de DINA ou des ANDRIMASOM POKON-OLONA. Le DINA est une **convention communautaire** qui énonce les règles à respecter tant dans la gestion des ressources naturelles que dans les réglementations face aux DAHALO. Et les ANDRIMASOM POKON-OLONA sont des rondes que les habitants organisent la nuit dans le village afin de diminuer le risque de vol (Dithy, communication personnelle, mai 2019). Ces deux stratégies sont mises en place à un niveau plus communautaire ou du Fokontany.

³⁷ La communauté de base de Lambokely à laquelle le transfert de gestion de certaines ressources naturelles du territoire est effectué.

(c) Une autre stratégie d'adaptation individuelle est également mise en place majoritairement par des agriculteurs Sakalava de Lambokely (3/3). Presque tous les agriculteurs de l'ethnie Sakalava ont une **activité économique** en parallèle de l'agriculture telle que des petits commerces, des élevages, être enseignant afin de faire face aux manques économiques agricoles. Stratégie que peu d'agriculteurs Antandroy pratiquent. Il y a également d'autres Sakalava qui profitent de cette situation de vulnérabilité générale pour pratiquer le métayage³⁸ et faire un business dans la forêt afin de s'enrichir.

2.2. Analyse qualitative des processus d'adaptation

Les processus d'adaptation sont majoritairement dissemblables entre les Antandroy et les Sakalava. De fait, ceux-ci dépendent de risques perçus, de leurs capacités d'adaptation ainsi que des réponses socialement valorisées.

2.2.1. Deux processus d'adaptation, deux perceptions différentes

En fonction des risques perçus comme élevés et effrayants, les agriculteurs mettent en place des réponses adaptatives différentes. Effectivement, comme exprimé précédemment, les agriculteurs de l'ethnie Sakalava perçoivent de nombreux risques sociétaux et environnementaux dans le paysage de Lambokely. Une attention particulière est portée sur les risques environnementaux liés à la déforestation. C'est pourquoi les **Sakalava**, pour le peu n'ayant pas migré de Lambokely, tentent majoritairement (3/3) de mettre en place des **stratégies d'adaptation** et des mécanismes de survie face aux risques socio-environnementaux tels que la déforestation, la famine, la pauvreté. Leur processus d'adaptation est entre autres basé sur des mécanismes organisationnels de mobilisations **collectives** tant pour faire face aux risques environnementaux (ex : création d'ASBL de conservation) que les risques sociaux (ex : participation aux groupes d'épargnes solidaires). Majoritairement pour les agriculteurs Sakalava mettre en place des stratégies d'adaptation face aux problèmes environnementaux équivaut à répondre aux problèmes sociaux.

Le processus d'adaptation du groupe ethnique **Antandroy** est majoritairement différent. Ceux-ci identifient des risques tant sociaux qu'environnementaux, néanmoins comme exprimé

³⁸ Un type de bail rural dans lequel un propriétaire, en l'occurrence Sakalava, confie à un métayer, souvent des Antandroy, le soin de cultiver une terre en échange d'une partie de la récolte.

précédemment, certains agriculteurs (3/10) n'identifient aucun risque au niveau des dangers liés à la déforestation.

Néanmoins, la majorité de ces agriculteurs (4/7) qui se réfère au premier profil type perçoit des risques sociaux (famine, pauvreté, maladies ...) ainsi que des risques environnementaux tels que la déforestation présente dans l'environnement de Lambokely. Cependant, très peu mettent en place des stratégies d'adaptation (2/7) pour faire face à ceux-ci. De fait, ceux-ci identifient majoritairement (6/7) une situation linéaire discernant à l'origine des problèmes sociaux et environnementaux, une insuffisance de pluie ou une activité humaine de défrichage. Ne percevant pas l'interaction entre les inégalités, ils n'ont donc que très peu de plans stratégiques et ne savent généralement pas quoi faire. Par conséquent, la majorité des méthodes identifiées chez les Antandroy sont des **mécanismes de survie** individuels (ex : vols, emprunts, migration ...) de « faire face » aux risques sociaux jusqu'à ce que cela ne soit plus possible, jusqu'à ce qu'il ne soit plus résistant. Ils adoptent alors une réponse adaptative qui est devenue une pratique culturelle (Shahbenderian, 2009) et une norme valorisée socialement, la migration face aux risques de famine et de sécheresse. Ce qui leur permet d'activer leur potentialité personnelle qu'est la solidarité ethnique.

Toutefois, quelques agriculteurs Antandroy (2/7) mettent également en place des stratégies d'adaptation (ex : participation aux VOI) face aux risques environnementaux. Ceux-ci sont généralement issus d'anciennes migrations et tiennent au territoire de Lambokely avec des possessions de leurs propres terres.

2.2.2. Capacité d'adaptation, résilience et vulnérabilité

Les mécanismes de réponses adaptatives des acteurs varient en fonction de la gravité perçue et vécue de chaque situation (Courade et De Suremain, 2001). Ce qui permet de comprendre les éléments développés précédemment. Néanmoins, ces processus d'adaptation ne dépendent pas uniquement des risques perçus ou non. Ceux-ci sont également induits par leurs **capacités d'adaptation**.

Comme exprimé précédemment, le niveau de vie ainsi que le niveau d'instruction des agriculteurs influencent leur capacité personnelle. Effectivement, les fonctionnements réalisables par l'individu défissent sa capacité d'adaptation et ses réactions. De fait, la capacité des agriculteurs à atteindre des fonctionnements tels que des réponses adaptatives aux risques dépend intimement de leurs ressources matérielles ou immatérielles, c'est-à-dire de leurs

potentialités (capital financier, de savoir ...) (Rousseau, 2007). Cependant, elle dépend aussi de leurs capacités à tirer profit de ces potentialités ainsi que de les mettre en œuvre. Pour se faire, deux éléments sont déterminants : (i) les caractéristiques personnelles inhérentes à chaque individu et qui le distinguent de l'autre (genre, âge, appartenance ethnique ...). (ii) Ainsi que les opportunités socio-environnementales (biens publics, règles formelles ou informelles d'une société ...) (Rousseau, 2007).

En l'occurrence, les opportunités socio-environnementales de Lambokely sont assez limitées de par le manque d'accessibilité à d'autres moyens de subsistance que l'agriculture, par le manque d'accessibilité aux infrastructures scolaires, aux usages de la terre, à des soins de santé...

« Ce que j'ai observé aussi à Lambokely, c'est un fokontany vulnérable. Vulnérable par rapport à l'insuffisance des infrastructures. Par exemple, l'accès à l'eau, c'est vraiment difficile à Lambokely. » (Technicien de ALEFA ONG, communication personnelle, mai 2019).

Les agriculteurs (tant Sakalava que Antandroy) sont limités dans leurs opportunités socio-environnementales, ainsi que par leurs potentialités, leurs ressources. C'est ainsi que la capacité des agriculteurs dépend également de leurs déterminants sociodémographiques tels que le niveau de vie et d'instruction.

Par conséquent, les agriculteurs **Antandroy** malgré leur grande résistance à la famine et à la sécheresse, sont majoritairement **vulnérables**. Comme explicité précédemment, un individu est vulnérable lorsqu'il n'a pas les capacités (capacités) nécessaires à faire face au risque et à remonter la pente. De ce fait, leurs capacités d'adaptation sont donc limitées. Ils n'ont pas d'opportunités sociales, ni les potentialités (capital économique, d'instruction ...) pour développer des stratégies d'adaptation afin de se projeter à long terme.

« On ne sait rien faire à part cultiver. Donc s'il n'y a pas de culture, c'est la pauvreté qui s'installe. Nous on n'a pas d'autres métiers, on n'est pas des salariés de bureau, on n'a pas fini nos études. » (Zakara, communication personnelle, mai 2019)

À la différence des agriculteurs **Sakalava** encore présents à Lambokely, qui ont un minimum de capacité, de potentialité à mobiliser afin de faire face aux risques (ex : petit commerce ...) Bien qu'ils soient également dans une situation de vulnérabilité, ceux-ci tentent majoritairement d'être **résilients** face aux multiples changements et risques identifiés. Selon Courade et de Suremain (2001), la résilience est *"la capacité d'une personne à anticiper et réagir de façon à se dégager d'une menace potentielle, mais prévisible"*. Cette définition met en avant que l'individu, en l'occurrence, l'agriculteur, est en prise sur son environnement et qu'il cherche à le comprendre et agir sur lui (Rousseau, 2007). Cette capacité qu'ont ces agriculteurs Sakalava donne une explication à leur processus d'adaptation qui est davantage dans une visée de gestion

des risques, à les combattre, tandis que les Antandroy peuvent plutôt être identifiés dans une fuite du risque.

2.2.3. Déterminant culturel

Comme développée précédemment, la **conception de la nature et du savoir** impacte également la mise en place de réponses adaptatives. Hormis ces deux conceptions, celui-ci intervient à deux autres niveaux dans le processus d'adaptation des Antandroy. D'une part, cette ethnie est très résistante et d'autre part, elle est très conservatrice. Contrairement aux Sakalava, de par leur passé de sécheresse et de famine, les Antandroy ne semblent pas subir de réels chocs, de grands changements. Leur passé historique de pauvreté les a rendus **résistants à la vulnérabilité**.

« Historiquement, les Antandroy ce sont des guerriers. Par rapport à l'histoire à Madagascar, surtout l'histoire ethnique à Madagascar, le Fok-Antandroy n'a jamais été colonisé ou conquis par d'autres ethnies. Par exemple, d'autres ethnies sont conquises par d'autres ethnies. Et les Antandroy, on dirait que ce sont des guerriers. Ils s'adaptent avec la sécheresse, avec l'insécurité alimentaire, avec la vulnérabilité en général. Ils peuvent souffrir de ce qu'ils veulent. Ce sont des braves, ils sont vraiment très braves. Même les femmes. Ce sont des gens qui sont capables de rester comme ça pour voir le problème passer. Je dirais plutôt qu'ils sont très patients. Moi je ne serais pas étonné qu'ils reviennent après quand ça se sera calmé dans la forêt Menabe-Antimena. Ils sont comme ça, ils sont partis juste pour voir comment ça va se calmer. Et quand tout le monde aura oublié tout ça, ils vont revenir tout doucement. » (Technicien de ALEFA ONG, communication personnelle, mai 2019).

« Comme la plupart sont des immigrants, là d'où ils viennent c'est pire concernant la chaleur, le changement climatique. Alors ici, ils pensent qu'ils sont mieux qu'au Sud. Ils se sentent toujours à l'aise, toujours normaux. Le changement climatique ne les affecte en rien. On pense qu'ils ont déjà l'habitude. » (Marino, contrôleur de l'AP de Menabe-Antimena chez DREDD, communication personnelle, mai 2019)

Cette résistance culturelle à la vulnérabilité explique également la mise en place de mécanismes à court terme et individuels. C'est aussi une raison pour laquelle ils ne développent que très peu de stratégies d'adaptation hormis la migration.

Manifestement, le deuxième trait culturel de ces agriculteurs, c'est qu'ils sont très **conservateurs**. Leurs pratiques n'ont que très peu évolué dans le temps. De fait, on peut voir qu'ils recommencent les mêmes schémas face aux inégalités socio-environnementales à travers leur histoire migratoire.

« Les Antandroy pensent que tout est autorisé (...) ils ne connaissent que de cultiver parce que dans le Sud de Mada, le comportement est le même depuis des décennies, ils ne changent pas leur comportement. Jamais jusque aujourd'hui. Ils gardent la même mentalité. » (Emmanuel, Responsable technique OPCI, communication personnelle, mai 2019)

« Donc ces gens-là, même s'ils se déplacent peut-être qu'ils peuvent parler les dialectes de la place où ils s'installent, mais jamais, ils n'oublient jamais le dialecte d'origine, même après des générations. Sinon auprès, la particularité de cette ethnie, c'est que c'est l'une des ethnies à Madagascar qui est vraiment conservatrice en termes de conservation de leurs us et coutumes. » (Dannick Randriamanantena, MTB Landscape manager WWF Madagascar, communication personnelle, mai 2019)

Cette conservation des pratiques culturelles ne leur a pas permis d'apprendre et de développer leur résilience. De fait, une autre dimension importante de la résilience des communautés est la capacité d'apprendre des autres et des événements catastrophiques (Shahbenderian, 2009). c'est une dimension que les Antandroy ne semblent pas acquérir, en raison de leur manque de connaissance, de leur conception du savoir, mais également de leur déterminant culturel de conservation.

C'est ainsi que leur plus grand processus d'adaptation aux risques sociaux est de développer des mécanismes de survies par la prise de risque tels que le défrichement illégal ou les vols. Et ce jusqu'à ce qu'ils ne soient plus capables de résister à la situation de vulnérabilité socio-environnementale, c'est alors qu'ils migrent. Sur l'ensemble des 10 agriculteurs interrogés, 7 ont émis la possibilité de migrer dans un avenir proche si la situation ne s'améliore pas à Lambokely, dont une agricultrice Sakalava.

« Pour moi personnellement je vais déménager parce que je suis venu ici pour trouver de l'argent pour travailler. Alors je chercherais un autre endroit où je pourrais cultiver.

Interviewer : Tu vas aller où ?

Stephino : Là où je pourrais améliorer ma condition de vie. Moi je n'ai pas fait des études donc je ne pourrais pas travailler dans un bureau. Je vais faire de l'agriculture dans un autre endroit où la terre est encore fertile, mais je peux aussi faire autre chose comme vendeur ou pêcheur.
» (Stephino, jeune Antandroy de 16 ans, communication personnelle, mai 2019).

Pour finir, la **conception du savoir** comme développée précédemment explique l'implication des Sakalava dans les stratégies d'adaptation. Celle-ci est également alimentée par ce devoir culturel de **protection de la forêt**. À l'opposé, certains Antandroy ont une conception du savoir liée aux croyances religieuses. La plupart des agriculteurs s'en remettent à Dieu. Par conséquent, à part les prières face au manque de pluie et aux mauvaises récoltes, une apathie face aux problèmes se met en place dans une logique de destin. En outre, malgré le fait que certains agriculteurs Antandroy perçoivent les impacts de la déforestation sur leurs activités économiques et de survie, ceux-ci ne mettent que très peu de stratégies en place pour faire face à cette inégalité environnementale. De fait, leur conception de la nature, leur valeur d'enrichissement culturel et la raison de leur venue à Lambokely ne les poussent pas à tenter d'agir sur ces problématiques. Sauf pour les anciens.

En conclusion, deux processus d'adaptation sont identifiés principalement en fonction du groupe ethnique. Tout d'abord, le processus d'adaptation des agriculteurs du groupe ethnique Sakalava face aux risques liés aux inégalités passe par plusieurs étapes. Premièrement, ils identifient et évaluent un grand nombre de risques environnementaux et sociétaux à la situation d'interaction. Une importance en termes d'affect est accordée aux risques environnementaux et principalement la déforestation. Cette perception des risques dépend majoritairement du devoir culturel de protection de la forêt ainsi que des capacités des individus liés aux déterminants sociodémographiques et psychosociaux. Cette vision socio-environnementale des risques induit les réponses adaptatives des agriculteurs. Ces derniers utilisent des mécanismes de survie ainsi que des stratégies d'adaptation collectives et individuelles afin de répondre aux problèmes et risques détectés. Ce processus d'adaptation est directement induit par leur capacité d'adaptation et leur résilience à la situation socio-environnementale.

En ce qui concerne le processus d'adaptation du groupe ethnique Antandroy, face aux risques liés aux inégalités sociales et environnementales, celui-ci est dans une autre démarche. Tout d'abord, une identification restreinte des risques est faite. Certains ne perçoivent pas le risque lié à la déforestation et ne s'y adaptent donc pas. D'autres le perçoivent, mais sont peu à agir dessus, seuls les plus attachés à la terre s'y investissent. Néanmoins, la plupart des agriculteurs n'ont pas de plan stratégique défini. Ils ne savent pas quoi faire pour agir sur la situation. Ils sont principalement dans une démarche de faire face aux dangers et aux risques dans une certaine passivité. Leur processus d'adaptation est généralement de mettre en place des mécanismes de survie (vol, extensification ...) afin d'être résistant à la situation de vulnérabilité jusqu'à ne plus être capable de résister malgré une capacité culturelle de résistance aux situations extrêmes. Une fois que la charge maximale de résistance est atteinte, l'agriculteur Antandroy adopte une réponse adaptative culturellement valorisée, la migration. Ce processus d'adaptation est également induit par leur faible capacité d'adaptation due au peu d'opportunités sociales et de potentialités (économique et de savoir) qu'ils possèdent, influencé par leurs déterminants sociodémographiques (revenu, instruction). D'autant plus qu'ils perçoivent généralement moins les changements que les Sakalava, donc s'y adaptent moins.

PARTIE 3 : Recommandations

Cette étude sur les perceptions des risques et processus d'adaptation des agriculteurs liés à l'interaction entre inégalités sociales et environnementales met en avant la complexité d'un tel territoire. Comment développer des recommandations dans un contexte affecté par tant d'enjeux internes et externes. Tenter de trouver une solution à la situation socio-environnementale de Lambokely mériterait une thèse afin de prendre en compte tous les facteurs (économiques, politiques, sociaux, culturel ...) influençant cette situation. L'entretien de ces inégalités par des structures externes pourrait faire l'objet d'une étude plus macro telle que l'impact de la migration, de la mauvaise gouvernance, de la corruption, de l'implication d'entreprises (STAR, FLN ...) ou des pouvoirs publics (maires, députés ...) dans la déforestation. Celles-ci seraient intéressantes afin d'amener des solutions globales dans un système donné. Cependant, cela mériterait de plus amples recherches. C'est pourquoi les recommandations développées subséquentement sont dans une visée plus restreinte aux éléments mobilisés précédemment.

Pour ce faire, les recommandations suivantes sont posées :

- 1/ Une approche de durabilité sociale
- 2/ Agir en cohérence avec le terrain
- 3/ Concilier conservation et développement dans les pratiques de terrains

1. Une approche de durabilité sociale

Afin d'agir conjointement sur la pauvreté de la population de Lambokely et la conservation des ressources naturelles du Menabe, il semble essentiel d'agir sur ces inégalités socio-environnementales. Cette première recommandation semble des plus évidentes au vu des éléments de cette étude. À travers l'analyse des perceptions des risques, mais également des processus d'adaptation, la notion de « capacité » en ressort comme centrale.

L'origine du manque de capacités des agriculteurs de Lambokely réside entre autres dans la notion d'accessibilité. Cette dernière se constitue par la non-accessibilité ou la difficulté d'accessibilité à des biens et services (marchand ou non-marchand) (Dubois & Mahieu, 2002). Comme exprimé précédemment, de multiples inégalités d'accessibilité sont présentes à Lambokely : le manque ou la difficulté d'accessibilité à la terre, à un environnement de qualité,

aux soins de santé, à la sécurité alimentaire et à l'eau, à des moyens de subsistance aux infrastructures de l'éducation, à la sécurité, à l'intégration sociale ou encore la reconnaissance sociale (pour les Antandroy envers le reste du Menabe). Ces inégalités induisent de multiples problèmes sociaux et environnementaux tels que la déforestation, la famine, la présence de maladies, de pauvreté, d'illettrisme ou encore de violence. Les notions d'accessibilité et de capacité se retrouvent connexes afin d'agir sur la vulnérabilité de la population.

De fait ce contexte de non-accessibilité amène une impossibilité à acquérir des potentialités qui sont essentielles à la formation de capacités/capacités (Dubois & Mahieu, 2002). Par conséquent, ces manques d'accessibilités induisent une situation générale de vulnérabilité sociale face aux problèmes sociaux et environnementaux de Lambokely provoquant une boucle négative socio-environnementale telle que perçue précédemment.

Comme l'exprime Sophie Rousseau (2007) dans son article sur la *Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar*, l'approche des capacités de Sen s'avère être un cadre d'analyse pertinent à l'étude de la vulnérabilité et des risques. Celui-ci met en avant que pour atteindre un certain niveau de bien-être, il faut pouvoir 'fonctionner' correctement (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004). C'est-à-dire, de « faire et être », ce qui passe par un certain nombre de réalisations : se loger, se déplacer, être en bonne santé, se nourrir de façon équilibrée, être reconnu ... Toutes ces réalisations ne peuvent s'envisager que si l'on possède les capacités permettant de « faire » des choses et de parvenir à des « états d'être ». **La structure de capacités** est donc l'ensemble des capacités que détient une personne ou une communauté (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

Comme vu précédemment, avec les Antandroy et les Sakalava, cette structure permet de déterminer la configuration d'adaptation des personnes/communautés aux contraintes auxquelles elles doivent faire face (Rousseau, 2007). Elle consiste également à faire un lien avec les différents processus d'adaptation qui sont un moyen de comprendre, d'une part, les motifs d'adaptation et d'autre part, les conséquences des adaptations individuelles sur les risques environnementaux (Rousseau, 2007). C'est ainsi que les inégalités socio-environnementales sont activées et s'alimentent mutuellement en continu.

À l'issue de cette recherche et inspirée de Rousseau (2007), plusieurs variables liées à la vulnérabilité peuvent être mises en avant telles qu'un faible niveau d'éducation, un manque de moyen économique, un accès réduit à la terre ou encore un faible accès à d'autres moyens de

subsistance. Cependant, d'autres variables favorisant la résilience peuvent être également identifiées comme la diversification des activités complémentaires, de l'éducation, ou encore celle de la position de pouvoir de décision.

C'est ainsi que la mise en place de stratégies favorisant la résilience et luttant contre la vulnérabilité semble essentielle. Celles-ci atténueraient les effets des risques de manière générale en augmentant les capacités des agriculteurs (Rousseau, 2007). Un agriculteur qui est conscient des risques encourus, de ses limites, de ses acquis et responsabilités peut alors établir des stratégies permettant un **développement socialement durable** (Rousseau, 2007).

Cependant, lors de la mise en place de stratégies de développement, il convient de faire preuve de grande prudence. En effet, celles-ci peuvent perturber la structure de capacités des agriculteurs. Ces actions de restructuration si elles sont excessives peuvent entraîner des réarrangements internes susceptibles de provoquer des désordres sociaux plus ou moins graves (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004). C'est ainsi que la mise en place de politiques de réduction de la pauvreté peut perturber le système et alimenter d'autres inégalités (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

Par essence, toute stratégie de développement induit des chocs sur les structures sociales et économiques des individus et donc sur leurs structures de capacités. Si ceux-ci sont infimes, ils peuvent être facilement assimilables par les agriculteurs. Néanmoins, si ces stratégies de développement sont trop importantes, elles peuvent avoir pour conséquence de détruire certaines des capacités des agriculteurs et obligées à une restructuration importante entraînant des réactions sociales violentes (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

Comme exprimé précédemment, le développement, par les changements qu'il induit, entraîne une modification des capacités comme des changements dans les relations sociales, et en parallèle l'amélioration du revenu individuel. C'est ainsi qu'augmenter de manière exponentielle les capacités des agriculteurs Antandroy créerait un déséquilibre social important et bouleverserait leur fonctionnement interne pouvant remettre en cause leur cohésion sociale telle que la solidarité ethnique. Dans ce contexte, il serait intéressant de tenir compte de la fragilité des structures de capacités des agriculteurs afin d'éviter tout choc excessif à court terme sur leurs structures (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004). Pour se faire, il conviendrait de faire une **évaluation des structures de capacités** de ceux-ci ainsi que réaliser **une méthodologie pour évaluer l'impact des chocs des stratégies de développement sur les capacités**.

Effectivement, le développement socialement durable doit faire attention à renforcer les structures de capacités, tout en préservant les rapports entre certaines de ces capacités (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004). Ces évaluations permettraient également d'évaluer l'impact des stratégies de développement sur l'environnement. Selon Tahina Roland Frederic, ancien responsable « suivis écologiques », responsable des patrouilles communautaires et responsable des données SMART de DURELL³⁹ (communication personnelle, mai 2019), dans le cadre l'AP Menabe-Antimena, il semblerait que certaines des actions de développement nuisent à la conservation, lorsque les communautés s'en servent pour réinvestir dans l'exploitation de la forêt.

En parallèle, il faut veiller au respect de l'équité dans la distribution de ces capacités. L'absence de celle-ci peut entraîner des frustrations, des troubles sociaux graves, bloquant cette même dynamique de développement. Cette équité doit se retrouver tant au sein d'une même génération qu'entre les générations (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004). Ce qui n'est pas chose aisée étant donné les fragilités des capacités des populations face aux stratégies de développement, ainsi que les freins liés aux catastrophes naturelles, aux trappes de pauvreté ou encore à l'exclusion. Afin de se guider lors de stratégies de développement, il convient de se référer au principe de précaution ou de prudence sociale (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

De plus, dans l'optique d'un développement socialement durable, l'élaboration de stratégies pertinentes se fait en prenant en compte les autres formes de durabilité. Ce qui demande d'examiner les interactions entre les trois sphères : sociale, économique et écologique. Il faut donc prendre considération l'impact des décisions prises au sein de la sphère sociale sur la dimension écologique et économique, mais également sur cette même sphère sociale (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

En conclusion, il faut d'une part considérer l'inégalité et la pauvreté en termes de capacités, à travers les notions d'accessibilités et de potentialité, mais également pouvoir mesurer les capacités, ainsi que les combinaisons de ces capacités, auprès des agriculteurs ou groupes ethniques. De manière générale, il faut évaluer les effets des mesures des stratégies de développement sur la distribution de capacités et leurs impacts dans les structures de la société et des individus (Ballet, Dubois, et Mahieu, 2004).

³⁹ Gestionnaire de l'AP

2. Agir avec en cohérence avec le terrain

Cette approche de durabilité sociale est pertinente dans l'étude des capacités, vulnérabilités et des risques. Cependant, les stratégies de développement tant des pouvoirs publics que des organisations locales ou internationales doivent agir en cohérence avec le terrain. À travers cette étude de recherche, il ressort d'une part, l'implication des capacités, mais également celle du déterminant culturel dans les adaptations des populations.

C'est ainsi qu'il serait intéressant d'étudier plus spécifiquement les freins culturels à la mise en œuvre de stratégies de développement et de gestion des risques. Comprendre l'impact de la culture des différentes ethnies dans le développement économique, sur les pratiques agricoles, sur la destruction de l'environnement, sur l'approche des soins de santé ... L'identité ethnique semble très forte à Madagascar et nous paraît un élément essentiel à prendre en compte dans l'élaboration de stratégies de développement des capacités. Effectivement, il a pu être relevé par tous les acteurs de terrains interrogés (communications personnelles, avril-mai 2019) que la mise en place d'une stratégie de prévention ne fonctionne pas. En effet, vu la conception du savoir, celle-ci n'est pas adéquate afin de générer du savoir auprès des agriculteurs Antandroy. Cet aspect pourrait également étudier l'impact culturel dans la mobilisation des organisations telles que les ONG.

3. Concilier conservation et développement dans les pratiques de terrains

Dans le cadre de la recherche de terrain, nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec de nombreux acteurs qui agissent au sein de structures de conservation et/ou de développement tel que WWF, ALEFA, OPCI Alokaina, MIHARI, USAID Mikaji. Mais également avec les gestionnaires de l'aire protégée Menabe-Antimena comme l'ONG FANAMBY ou le DREDD (Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable). À travers ces entretiens, différentes politiques de gestion des risques et de stratégies ont pu être appréhendées entre les acteurs.

Ils émettent tous une importance capitale à la sauvegarde de la forêt du Menabe et perçoivent la boucle négative socio-environnementale présente à Lambokely. Cependant, leurs stratégies d'action semblent différentes. Les acteurs de terrains tels que les organismes cités précédemment tentent d'agir majoritairement dans une démarche conjointe de conservation et de développement en fonction de leurs missions. Contrairement aux gestionnaires de l'AP qui

doivent assumer de lourdes responsabilités et qui, légitimés par l'urgence, pratiquent majoritairement des stratégies de conservation intensive à Lambokely perturbant les structures de capacités des agriculteurs et les rendant d'autant plus vulnérables.

D'après Anthonio Rafiringa, Responsable Conservation et Développement de FANAMBY, la pratique développée pour Lambokely est particulière comparée aux autres fokontany de l'AP.

« Mais comme le cas de Lambokely, c'est plutôt vers la conservation qu'on se penche plutôt que dans le développement. » (Anthonio Rafiringa, communication personnelle, mai 2019)

La solution, selon ce gestionnaire, serait que les agriculteurs Antandroy rentrent chez eux afin de libérer le territoire du Menabe d'une menace. Bien que celui-ci perçoit l'origine de la famine dans la déforestation, la stratégie vise principalement à valoriser les autres ethnies et à faire fuir les Antandroy créant de plus en plus d'inégalités et de conflits intervillages.

« Leur première réaction est de rentrer chez eux. Ils [Antandroy] n'ont rien à faire ici, ils n'ont aucun revenu. Je pense que le mieux est de rentrer chez eux. D'envisager d'autres choses. » (Anthonio Rafiringa, Responsable Conservation et Développement de Fanamby, communication personnelle, mai 2019)

Ce déséquilibre entre conservation et développement est fortement à prendre en considération au vu de la fragilité de la population. Bien que les migrations économiques soient fréquentes pour les Antandroy, une nouvelle forme de migration semble se dessiner dans le cadre de la mise en place du système des aires protégées de Madagascar. L'hypothèse peut être émise que cette gestion de la biodiversité qui relève davantage d'un bien public mondial que de « *common pool resources* » (Aubert, Rambintsaotra et Razafiarijaona, 2013) va probablement engendrer une nouvelle vague de migrations qui s'apparentera à **des réfugiés de la conservation**. Ils rejoindront les millions de réfugiés de la conservation détectés à travers le monde. Cette démarche provoquera d'autant plus de pauvreté, de ressenti d'impuissance et de violence alimentant cette boucle négative socio-environnementale.

Ainsi, il semble nécessaire de privilégier un travail en réseau entre les différents organismes afin de limiter l'augmentation des inégalités. Il nous semble intéressant que dans cette situation, une mutualisation des savoirs afin de créer une intelligence collective puisse être adoptée. Il serait peut-être utile qu'un bilan général de la situation soit réalisé avec l'apport des organismes tant gouvernementaux que non-gouvernementaux, locaux et étrangers. À Madagascar, l'habitude est de commencer en mettant tous les acteurs autour de la table (Mihari, communication personnelle, mai 2019). Partir de cette pratique institutionnelle pour agir collectivement sur une situation en crise semble un bon début pour tenter d'agir simultanément sur la situation socio-environnementale du Menabe.

CONCLUSION

La dégradation de la forêt, la perte de la biodiversité, les changements climatiques, le manque d'accessibilité aux infrastructures de l'éducation, de soins de santé ainsi qu'à la sécurité alimentaire et économique sont autant de causes potentielles d'inégalités dans la répartition de l'environnement et des ressources sociétales pouvant conduire à une situation socio-environnementale dramatique.

Au regard de ce constat, ce mémoire socioanthropologique du développement a proposé d'étudier les risques de cette interaction entre inégalités sociales et environnementales à travers le regard de la population directement touchée par cette situation. L'objectif étant d'appréhender leur **perception des risques environnementaux et sociétaux** évalués comme élevés et d'en ressortir les plus effrayants afin de comprendre leur **processus d'adaptation endogène**. Dans l'intention de permettre l'étude de cette dimension, la recherche s'est effectuée dans le cadre de l'activité économique des agriculteurs d'un village en brousse d'une aire protégée déforestée dans le sud-ouest de Madagascar. Partant des données empiriques récoltées lors d'entretiens semi-directifs avec des agriculteurs du village de Lambokely ainsi que des témoins privilégiés agissant sur le terrain (WWF, Fanamby ...), des constats ont été posés.

Les résultats de cette recherche ont tout d'abord mis en avant que les agriculteurs ne **perçoivent majoritairement pas l'interaction** entre les inégalités sociales et environnementales. Trois types de visions différentes se dessinent entre linéaire (2) et circulaire (1). Ces différences de perceptions de la situation socio-environnementale sont principalement induites par les caractères sociodémographiques de niveau de **revenus** et d'**instruction** des agriculteurs couplés à la variable psychosociale de la **position sociale**. Effectivement, les agriculteurs étant plus instruits, mais surtout ayant un plus haut niveau de vie et une position sociale dans la communauté perçoivent une boucle négative socio-environnementale. Cependant, la majorité n'en perçoit pas le caractère circulaire. Ceux-ci ont majoritairement une vision **linéaire** des problèmes environnementaux impactant sur les problèmes sociétaux. En revanche, ils ne perçoivent pas l'influence des inégalités et des problèmes sociaux sur l'environnement. Cette vision linéaire est également dissemblable (liée au défrichement ou à la pluie) entre les agriculteurs en fonction de leur savoir sur la déforestation et la sécheresse. C'est ainsi que cette vision linéaire ou circulaire influence la perception des risques des agriculteurs, mais également élabore leur processus d'adaptation.

Le deuxième constat posé fut que leur perception des risques varie en fonction du groupe d'appartenance ethnique et peut être relié au troisième constat d'une prépondérance des risques sociétaux par la supériorité numérique d'un groupe ethnique (Antandroy) au village. Le quatrième constat peut également rejoindre cette répartition ethnique dans l'identification du processus d'adaptation. De fait, en fonction du groupe ethnique et des risques perçus, les agriculteurs élaborent des processus d'adaptation différents en termes de mécanismes de survie (court terme et individuel) et/ou de stratégies d'adaptation (long terme et collectif).

Deux ethnies ont été étudiées dans le cadre de cette recherche à savoir l'ethnie Sakalava et l'ethnie Antandroy. En fonction de celles-ci, les perceptions des risques et réponses adaptatives divergent au vu de leurs différences liées aux caractères **sociodémographiques** de niveau de revenu et d'instruction ainsi que du **déterminant culturel** associé à la conception du savoir, de la nature, de même que des formes de résistances et de conservations culturelles.

Tableau 3 : Synthèse des perceptions des risques et des processus d'adaptation

Sakalava		Antandroy	
+ Instruit + Niveau de vie	+ Savoir scientifique + Devoir de protection de la forêt	- Instruit - Niveau de vie	+ Savoir Divin + Besoin d'enrichissement culturel
Perception des risques		Perception des risques	
+ Nombreux à percevoir les risques		Certains n'identifient aucun risque environnemental et/ou sociétal	
+ de risques perçus en général		- de risques perçus en général	
Risque effrayant : + risques environnementaux (déforestation, sécheresse ...)		Risque effrayant : + risques sociétaux (famine, pertes agricoles, pauvreté ...)	
+ Risques à long terme		+ Risques à court terme	
Processus d'adaptation		Processus d'adaptation	
Mécanisme de survie + Stratégie d'adaptation		Mécanisme de survie/mal-adaptation	

Source : Entretiens semi-directifs avec les agriculteurs de Lambokely et les témoins privilégiés - avril et mai 2019.

Bien que ces deux variables soient souvent confondues, elles ont été comprises comme se complétant dans l'analyse du risque perçu et des fonctionnements d'adaptation. C'est dans ce cadre que les concepts de vulnérabilité, de capacité et de résilience ont été mobilisés.

En effet, les agriculteurs du groupe ethnique **Sakalava** sont originaires de la région, ils possèdent donc des savoirs particuliers concernant l'environnement de Lambokely. D'autant

plus qu'ils ont généralement un minimum d'instruction leur conférant les connaissances nécessaires afin d'identifier les risques sociétaux et environnementaux liés à la situation d'inégalités qui est souvent perçu comme circulaire. De plus, ils ont majoritairement un meilleur niveau de vie ce qui leur permet d'avoir un minimum de capacités pour faire face aux risques sociaux et environnementaux à court terme. En outre, leur conception d'un savoir scientifique et d'une nature comme fragile envers laquelle ils ont un devoir de protection culturel est déterminante dans leur perception des risques environnementaux identifiés comme étant les plus effrayants. Ce qui induit leurs réponses adaptatives. Par conséquent, leur processus d'adaptation consiste majoritairement à mobiliser des mécanismes de survie ainsi que des stratégies d'adaptation collectives et individuelles afin de répondre aux problèmes et risques identifiés. Ce processus d'adaptation est également induit par leur capacité d'adaptation et la possibilité de résilience due à leur caractère socio-démographique et culturel.

Contrairement aux agriculteurs du groupe ethnique **Antandroy** originaires de la région de l'Androy dans le Sud. Ceux-ci n'ont généralement pas la même connaissance de l'environnement de base de la région, de par leur arrivée récente à Lambokely. De plus, ils sont majoritairement peu/pas instruits et ont un bas niveau de vie. C'est ainsi qu'ils ont en général moins les connaissances nécessaires pour identifier les risques ainsi que les capacités pour y faire face. Par conséquent, les risques perçus liés aux inégalités sociales et environnementales sont moindres. D'autant plus qu'à l'intérieur de ce groupe ethnique, il y a des niveaux d'instruction et de vie différents. Les agriculteurs Antandroy ayant un niveau de vie et d'instruction le plus bas perçoivent très peu de risques sociaux et n'identifient aucun risque environnemental. De ce fait, leurs réponses adaptatives s'en voient influencées.

Par contre, l'ensemble de cette ethnie possède une vulnérabilité sociale chronique et des coutumes d'enrichissement rapide qui leur font percevoir les risques sociétaux comme les plus effrayants. D'autant plus qu'ils n'ont aucune attache et sentiment de devoir de protection envers la forêt qui leur paraît robuste, tout en ayant une conception du savoir qui se réfère généralement à une divinité comme réponse à la source des différents problèmes environnementaux. De plus, la variable géophysique complète cette prise de distance des Antandroy face aux risques environnementaux perçus comme moins proches physiquement et moins familiers. Néanmoins, bien qu'ils évaluent les risques sociaux comme plus effrayants à titre personnel, certains des agriculteurs Antandroy identifient des risques environnementaux tels que la déforestation et la sécheresse comme étant des dangers très probables.

Cependant, ceux-ci sont peu à être dans une démarche « d’agir sur ». De fait, leur perception de la situation étant linéaire, ils identifient l’origine de la situation problématique dans l’activité humaine de défrichement ou d’insuffisance de pluie. Ils n’ont donc que très peu de plans stratégiques et ne savent généralement pas quoi faire. Par conséquent, ils adoptent principalement des mécanismes de survie afin de « faire face » à la situation de danger. Ce processus vise à résister à la situation de vulnérabilité jusqu’à ne plus être en mesure de tenir malgré une capacité culturelle de résistance aux situations extrêmes (sécheresse, famine ...). Lorsque la charge maximale de résistance est atteinte, l’agriculteur Antandroy opte pour une stratégie d’adaptation culturellement valorisée, la migration. Cette faible capacité d’adaptation est directement induite par le peu d’opportunités sociales et de potentialités (savoir et économique) qu’ils possèdent, mais également par leur conservation culturelle. C’est pourquoi les Antandroy ne se préoccupent généralement que du présent et que les Sakalava ont les capacités pour se projeter un minimum dans le futur.

À la suite de cette étude d’analyse, des recommandations ont été développées afin de répondre à l’ensemble des hypothèses de départ :

Hypothèse 1 : Il y a des inégalités sociales et environnementales dans la région de Menabe et elles sont intrinsèquement reliées.

Hypothèse 2 : Il y a des risques inhérents à ces inégalités.

Hypothèse 3 : Afin d’agir sur ces risques, il faut cerner quelle est la perception de ces risques par la population concernée ainsi que leurs processus d’adaptation endogènes.

Hypothèse 4 : En globalité, agir conjointement sur le social et l’environnemental permet d’agir sur un territoire à risques.

C’est ainsi que sur base des perceptions des risques et des processus d’adaptation des populations concernées par la situation d’inégalités socio-environnementale, une approche de durabilité sociale à travers des stratégies de développement de capacités fut recommandée. Couplée à celle-ci, il a été rappelé l’importance d’agir en cohérence avec le terrain dans une optique de prise en compte des réalités culturelles des populations locales. Et pour finir, une suggestion d’un travail en réseau entre les acteurs de terrain est développée. Celle-ci vise à promouvoir une conciliation entre les actions de développement et de concertation parmi les organisations afin de créer une intelligence collective dans la mise en place de stratégies globales de gestion des risques.

Par ailleurs, une vaste étude à une échelle plus macro mériterait d'être réalisée afin de mettre en place des stratégies de réduction des inégalités en prenant en compte l'influence des politiques publiques et du système économique sur la situation socio-environnementale de la région. Ceci dans le but de tenter de conserver le peu de forêts restant de l'aire protégée Menabe Antimena, tout en garantissant de meilleures conditions de vie à la population locale.

BIBLIOGRAPHIE

A]

- Aubert, S., Rambintsotra S. et Razafiarjaona, R., (2013) « L'insécurité foncière dans et autour des Aires Protégées de Madagascar : un obstacle à surmonter pour la conservation de la biodiversité et le développement rural », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n° 1. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9661> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9661
- Atelier organisé par PACT (ONG internationale de développement) à Morondava en novembre 2018.

B]

- Ballet, J., Dubois, J-L. et Mahieu F-R. (2004) A la recherche du développement socialement durable : concepts fondamentaux et principes de base, *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1165> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.1165
- Banque Mondiale. (2019). *Madagascar : Vue d'ensemble*. En ligne <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>, consulté le 03/08/2019.
- Bihr, A. & Pfefferkorn, R. (2008). IV. La reproduction des inégalités. Dans : Alain Bihr éd., *Le système des inégalités* (pp. 78-102). Paris : La Découverte.
- Brilhac, J-F. (2012). *Risques, danger, probabilité, gravité et acceptabilité*. En ligne https://ressources.uved.fr/Grains_Module3/Risque_danger/site/html/Risque_danger/Risque_danger.html, consulté le 14/07/2019.

C]

- Centre National de Ressources textuelles et Lexicales. (2012). *Risque*. En ligne <https://www.cnrtl.fr/definition/risque>, consulté le 14/07/2019.
- Chansigaud, V. (s.d.), *Anthropocène*, Encyclopædia Universalis [en ligne], : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/anthropocene/>, consulté le 17 août 2019.

-Chauvin, B. (2014). *La perception des risques*. En ligne https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=aYsDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA4&dq=La+perception+des+risques+apports+de+la+psychologie&ots=LiqbSWRFx0&sig=uSmDmm6ecp5p8hM46mqsRI0ni_I#v=onepage&q=optimisme&f=false

- Chauvin, B. & Hermand, D. (2006). Influence des variables distales sur la perception des risques : une revue de la littérature de 1978 à 2005. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, numéro 72(4), 65-83. doi:10.3917/cips.072.0065.

- Chauvin, B. & Hermand, D. (2008). Contribution du paradigme psychométrique à l'étude de la perception des risques : une revue de littérature de 1978 à 2005. *L'année psychologique*. vol. 108, n°2. pp. 343-386. En ligne https://www.persee.fr/doc/psy_0003-5033_2008_num_108_2_30974

- Consortium Magma. (2018). *Défis, enjeux et politiques : Migration, environnement et changements climatiques à Madagascar.*, Antananarivo. Organisation internationale pour les migrations, https://environmentalmigration.iom.int/sites/default/files/publications/Assessing%20the%20Evidence_Madagascar_FR_0.pdf

- Courade G., De Suremain, C. (2001) Inégalités, vulnérabilités et résilience : les voies étroites d'un nouveau contrat social en Afrique subsaharienne, in Winter G. (coord.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeu d'acteurs*, Paris, Karthala, 119-134.

D]

- D'Ercole, R., Gluski, P., Hardy, S. & Sierra, A. (2009) *Vulnérabilités urbaines dans les pays du Sud. Cybergeography : European Journal of Geography*. En ligne <https://journals.openedition.org/cybergeography/22022#quotation>

- Dabat, M-H. et Jenn- Treyer, O. (2010). *Des trappes de pauvreté au développement durable de l'agriculture malgache*. IRD Éditions. En ligne <https://books.openedition.org/irdeditions/1907?lang=fr>

- Deleigne, M-C. (2009). *Filles et garçons face à l'école dans l'Androy (1910-2007)*. En ligne https://www.researchgate.net/publication/273260496_Filles_et_garcons_face_a_l'ecole_dans_l'Androy_1910-2007_2009
- Douglas M & Wildavsky A. (1982). *Risk and culture. An essay on the selection of technological and environmental dangers*. Los Angeles (Etats-Unis d'Amérique) et Londres : University of California Press.
- Dubois, J-L et Mahieu, F-R. (2002) : *La dimension sociale du développement durable : réduction de la pauvreté ou durabilité sociale*. En ligne https://www.researchgate.net/publication/235899524_La_dimension_sociale_du_developpement_durable_Reduction_de_la_pauvrete_ou_durabilite_sociale
- Durand, M. & Jaglin, S. (2012). Inégalités environnementales et écologiques : quelles applications dans les territoires et les services urbains ?. *Flux*, 89-90(3), 4-14. doi:10.3917/flux.089.0004.

F]

- Fanamby. (2014). *Plan d'aménagement et de gestion de la nouvelle aire protégée MenabeAntimena*. Plan d'aménagement et de gestion, FANAMBY, Morondava.
- Fierro, A. (s.d.). Betsileo. *Encyclopædia Universalis*, Vol.1, pp. 1-2. En ligne <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/betsileo/>
- Filou, E. (2019, 21 février). Illegal corn farming menaces a Madagascar protected area. *Mongabay*. En ligne <https://news.mongabay.com/2019/02/illegal-corn-farming-menaces-a-madagascar-protected-area/>
- France Diplomatie. (2019). *Présentation de Madagascar*. En ligne, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/presentation-de-madagascar/> , consulté le 14/08/2019.

G]

- Goedefroit, S. (2000). *À l'ouest de Madagascar : Les Sakalava du Menabe* (1^{ère} éd.). Paris : Karthala.

- Guilemot, J., Mayrand, E., Gillet J. et Aubé, M. (2014). La perception du risque et l'engagement dans des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans deux communautés côtières de la péninsule acadienne. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Volume 14 Numéro 2. En ligne <https://journals.openedition.org/vertigo/15164#citedby>

H]

- Hardin, G. J. (1968). The tragedy of the commons. *Science* **162**(3859), 1243–1248. En ligne : [doi:10.1126/science.162.3859.1243](https://doi.org/10.1126/science.162.3859.1243).

- Hermand, D. & Chauvin, B. (2008). Contribution du paradigme psychométrique à l'étude de la perception des risques : une revue de littérature de 1978 à 2005. *L'année psychologique*. vol. 108, n°2. pp. 343-386.

I]

- Ibrahima, H. & Rakotonirainy, M. (2016). *Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar*. [PDF]. En ligne <http://www.fao.org/3/a-i6335f.pdf>, consulté le 12/07/2019.

G]

- Kouabénan, D., Munoz Sastre, M., Cadet, B. & Hermand, D. (2007). *Psychologie du risque*. Louvain-la-Neuve, Belgique: De Boeck Supérieur. doi:10.3917/dbu.kouab.2007.01.

L]

- La région Menabe. (2013). *Plan Régional de Développement 2014 – 2018 : Région Menabe*. Document référentiel. Région Menabe, Morondava.

-Larousse. (2019). *Processus*. En ligne <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/processus/64066>, consulté le 11/08/2019.

- Laurent, E. (2009). *Écologie et inégalités*. OFCE. Vol.2 (No.109), pp.33-57. En ligne <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2009-2-page-33.htm>

- Leneveu, J. & Laville, M. M. (2012). La perception et l'évaluation des risques d'un point de vue psychologique », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Volume 12 Numéro 1. En ligne <http://journals.openedition.org/vertigo/12125>

- Loi sur la « Refonte du Code de Gestion des Aires Protégées » du 22 janvier 2015 par l'Assemblée nationale de Madagascar, la Loi n°2015-005.

M]

- Midi Madagasikara.(2017). La malnutrition et la sous-alimentation à Madagascar. *Midi Madagasikara*. En ligne <http://www.midi-madagasikara.mg/dossiers/2017/03/02/la-malnutrition-et-la-sous-alimentation-a-madagascar/>

- Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts. (2017). *Résumé : Tableau de Bord Environnemental - Région MENABE* [PDF]. En ligne <https://drive.google.com/file/d/0B7ZI7DriW0dJWGxfYmZMUm9lU1E/view>, consulté le 11/07/2019.

P]

- Peretti Watel, P. (2010). IV. La détermination culturelle des perceptions du risque. Dans : Patrick Peretti-Watel éd., *La société du risque* (pp. 64-80). Paris : La Découverte.

R]

- Rasolozaka Tojo, M.(2018). *Programme de Survol des Aires Protégées : Rapport d'analyse des survols de la NAP Menabe Antimena*. Rapport d'analyse. WWF, Antananarivo.

- Raymond, R & Samoelijanoa, Y.(2019). *Destruction de la forêt d'Antimena Menabe : le premier responsable serait l'ancien député de Mahabo, Raveloson Ludovic dit Leva*. En ligne <https://www.malina.mg/fr/article/destruction-de-la-foret-d-antimena-menabe---le-premier-responsable-serait-l-ancien-depute-de-mahabo--raveloson-ludovic-dit-leva>, consulté le 08/08/2019.

- Rousseau, S. (2007). Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar. *Mondes en développement*, 140(4), pp.25-44. doi:10.3917/med.140.0025.

S]

- Scales, I. (2011). Farming at the Forest Frontier : Land Use and Landscape Change in Western Madagascar, 1896–2005. *Environment and History*. Vol. 17, No. 4, pp. 499-524. En ligne https://www.researchgate.net/publication/233666010_Farming_at_the_Forest_Frontier_Land_Use_and_Landscape_Change_in_Western_Madagascar_1896-2005
- Shahbenderian L. (2009). *Approche anthropologique de l'adaptation de l'homme au climat*. (Mémoire de Master, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles). En ligne http://mem-envi.ulb.ac.be/Memoires_en_pdf/MFE_08_09/MFE_Shahbenderian_08_09.pdf
- Slovic P. (1987) Perception of risk. *Science*, 236, pp. 280-285.

T]

- Theys, J. (1991). *Conquête de la sécurité, gestion des risques*. Paris : Harmattan.
- Vieilledent, G., Grinand, C., Pedrono, M., Rabetrano, T., Rakotoarijaona, J-R., Rakotoarivelo ; B., Rakotomalala, F. & Razafimpahanana, D.(2016). *Processus de déforestation des forêts sèches du Menabe* [PDF]. En ligne https://bioscenemada.cirad.fr/wp-content/uploads/2017/06/menabe_Cirad_FR.pdf, consulté le 12/07/2019.

W]

- WWF.(2017). *Un avenir incertain pour la forêt de Menabe Central*. En Ligne <http://www.wwf.mg/?299912/La-fort-du-Menabe-central-disparatra-compltement-dici-2050->, consulté le 06 juillet 2018.

ANNEXES

Annexe 1 : Photographies du paysage de Lambokely



Source : Photographie de l'auteur - Mahr Juliette. Paysage incendié de Lambokely, mai 2019.



Source : Photographie de l'auteur - Mahr Juliette. Agriculteurs de Lambokely, mai 2019



Source : Photographie de l'auteur -Mahr Juliette. Vue panoramique du paysage défriché de Lambokely, mai 2019.

Annexe 2 : Cartes de répartition nationale des indicateurs climatiques (températures et précipitations)

Figure 1: Cartes de répartition nationale des indicateurs climatiques (températures et précipitations)



Figure 10. Carte de répartition de la température minimale du mois le plus froid (20)./Map showing the distribution of minimum temperature of the coldest month (20).

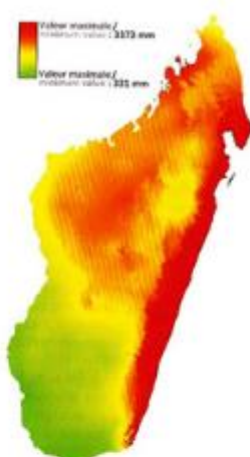


Figure 11. Carte de répartition de la précipitation moyenne annuelle (20)./Map showing the distribution of mean annual precipitation (20).

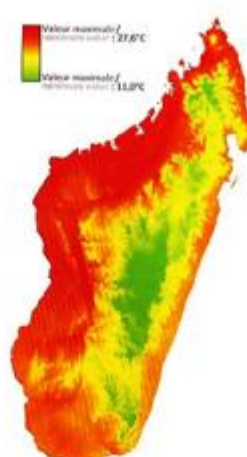


Figure 12. Carte de répartition de la température moyenne annuelle (20)./Map showing the distribution of mean annual temperature (20).



Figure 13. Carte de répartition du nombre de mois avec un bilan hydrique positif (20)./Map showing the distribution of the number of months with a positive water balance (20).

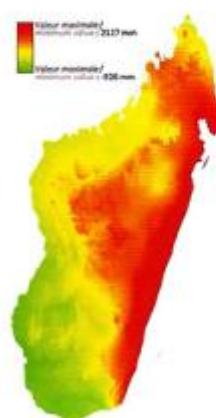


Figure 14. Carte de répartition du bilan hydrique annuel (20)./Map of the distribution of annual water balance (20).

Source : Direction Générale de la Météorologie, 2008. Le changement climatique à Madagascar, Meteo Malagasy, MTPM, CSAG, The World Base.

Annexe 3 : Grille d'observation mobilisée à Lambokely – avril 2019

1^{ère} OBSERVATION DU TERRAIN

Quand ?

Où ?

Observateurs :

Points d'attentions et d'observations

Comprendre leurs modes de vies

Observations	Commentaires
1.1 Le village	
1.2. Logement	
1.3. Alimentation	
1.4. Eau	
1.5. Travail/métier	
1.6. Coutume-culture	
1.7. Déplacement	
1.8. Gouvernance !! -> officielle ou non ? Culturelle ?	
1.9. Histoire de la région/du village	
1.10. Vie sociale (famille, amis ...) et échanges	
1.11. Divers (migration ...)	

Comprendre/observer les problèmes sociaux et environnementaux

Problèmes sociaux (<i>inégalités d'accès et de capacité</i>)	
Observations	Commentaires
2.1. Absence/accès limité au travail – moyens de subsistance	
2.2. Accès à l'alimentation	
2.3. Absence de logement adéquat (avec accès à l'eau/assainissement)	
2.4. Accès aux soins de santé	
2.5. Accès à l'éducation	
2.6. Accès au pouvoir de décision (votez, organisations ...)	
2.7. Accès à la terre	
2.8. Absence d'outils pour produire	
2.9. Absence de lien social – isolées	
2.10. Non reconnaissance de l'identité	
2.11. Restriction d'accès en fonction d'un critère. Ex : femme	
2.12. Accès à la sécurité	
2.13. Perception du changement ?	
2.14. Divers	

Problèmes environnementaux (inégalité de la qualité env + de l'impact de la pop sur le territoire/env + de l'impact des politiques env sur le territoire/pop)	
Observations	Commentaires
2.15. Déforestations	
2.16. Diminution des espèces végétales	
2.17. Diminution des espèces animales	
2.18. Dérèglement des saisons – plus de pluies	
2.19. Pollution	
2.20. Exposition aux catastrophes naturelles (cyclones, sécheresse, inondations)	

2.21. Problèmes agricoles	
2.22. Divers	

Leurs perceptions

Leurs perceptions	Commentaires
3.1. Des problèmes sociaux	
3.2. Des problèmes environnementaux	
3.3. Divers	

Annexe 4 : Questionnaire d'entretien des agriculteurs de Lambokely – mai 2019

QUESTIONNAIRE ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF – Agriculteurs de Lambokely

1- Présentation

-Nom, prénom
 Age
 Enfants, mari, femmes, combien ?
 Ethnie
 Métier et activité
 Depuis longtemps à Lambokely ?

2- Historique et boucle négative socio-environnementale

Vu des changements à Lambokely ?
 Quoi, temps ?
 Causes et conséquences -> boucle

Points abordés : Déforestation, famine, maladies, violences/conflits, rendements des cultures, pluies ...

3- Risques

Quels sont les risques à l'avenir pour la population de Lambokely ?
 Quels sont les risques à l'avenir pour l'environnement de Lambokely ?

4- Adaptations

Comment/qu'est-ce que vous faites face (En fonction des risques et des problèmes émis) ?

Points à abordés : insuffisance de pluie, les mauvaises cultures, le manque d'argent, se soigner, manger, avoir la sécurité, la déforestation ...

5- Politique

Que pensez-vous de l'Aire protégée ?
 Que pensez-vous du rôle des autorités de l'AP ?

Points à aborder : conflits dans les champs de maïs

6- Solutions

Quels sont les solutions ?

7- Autres

Pourquoi il ne faut pas déforester ?
 Est-ce que la nature est importante ? pourquoi ?

Est-ce que l'école est importante ? Quel niveau scolaire ?
 Où appris tout ça ?
 Vous vous sentez chez vous à Lambokely ?

8- Résumé

Pouvez-vous me faire un résumé de tout ce que l'on vient de discuter ?

Annexe 5 : Tableau des différents profils d'agriculteurs de l'échantillon

Nom-prénom	Ethnie	Age	Sexe	Instruction	Temps à Lambokely	Métier
Falnon	Sakalava	36 ans	H	Instruit	12 ans	- Instituteur et directeur de l'EPP - Agriculteur - Petit commerçant - Eleveur de poule et canard
Dithy	Betsileo	63 ans	H	Instruit	22 ans	- Agriculteur - Eleveur : zébus, cochons, canard ..
Josa	Sakalava	30 ans	F	Non-instruite	5 ans	- Agricultrice - Commerçante - Elevage de poulets et de pintades
Cécile	Antandroy	16 ans	F	Minimum instruite (4 ans)	2 ans	- Agricultrice d'arachides - Un très petit commerce
Stephino	Antandroy	16 ans	H	Non-instruit	3 ans	- Agriculteur d'arachides
Marina	Antandroy	38 ans	F	Non-instruite	Toujours été dans la région	-Agricultrice d'arachides et de maniocs
Naina	Antandroy	Estimation : 30 ans	F	Non-instruite	8 mois	- Agricultrice
Dafy	Antandroy	30 ans	H	Non-instruit	2 ans	- Agriculteur de maïs et manioc - Eleveur de poulets
Zakara	Antandroy	57 ans	H	Non-instruit	25 ans	- Agriculteur - Président du VOI - un ex-président FOKONTANY
Zarisoa	Antandroy	Estimation : 75 ans	F	Non-instruit	+/- 60 ans	- Agricultrice d'arachides - Elevage de zébus

Source : Entretiens semi-directifs avec les agriculteurs de Lambokely – mai 2019.

Annexe 6 : Détails des risques perçus par l'ensemble des agriculteurs

1. Les risques environnementaux

Les risques environnementaux identifiés fréquemment comme élevés sont les risques de déforestation, de sécheresse, liés à la fertilité des sols, à faune ou à la souffrance des êtres de la forêt.

1.1. Risques environnementaux

- Déforestation

L'un des risques identifiés par ces agriculteurs de Lambokely (7 sur 10), liés à leurs perceptions de la situation socio-environnementale est le maintien de la déforestation actuelle. Cette augmentation est un danger perçu comme probable et avec des conséquences néfastes sur l'ensemble du village. Il est souvent identifié comme le point de convergence entre les inégalités sociales et environnementales.

D'autres agriculteurs ont une perception de ce risque également à plus long terme⁴⁰ avec une probabilité de déforestation totale de la zone de Lambokely (5/10).

« La forêt va disparaître parce que là elle commence à diminuer. (...) Si la forêt continue de diminuer, la pluie ne va jamais tomber alors les récoltes ne seront pas bonnes parce qu'il n'y a pas de pluie (...) S'ils arrêtent de défricher la forêt, la pluie va revenir, mais dans le cas contraire, la pluie ne va jamais revenir. » - (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

- Sècheresse

Comme perçu précédemment, le risque de sécheresse est identifié en lien direct avec le risque de déforestation. Les agriculteurs de Lambokely (7/10) identifient ce risque comme élevé dans un contexte annuel de manque de pluie. Certains perçoivent l'augmentation de la sécheresse quand d'autres en perçoivent le maintien de l'insuffisance comme probable.

« J'espère que l'état de la pluie s'améliorera puisque cette année elle a été vraiment mauvaise. Mais je crois que ça va empirer même, on ne sait pas ce qui se passera l'année prochaine. (...) »

⁴⁰ Pas d'échelle de temps définis.

La pluie va diminuer un peu, mais pas comme cette année. Peut-être que ça va changer parce que les gardes forestiers sont là et ils font leur travail et tous ceux qui entrent dans leur périmètre se feront arrêter et peut-être que cela changera l'état de la pluie. » (Stephino, communication personnelle, mai 2019)

L'ensemble des agriculteurs de Lambokely perçoivent le manque de pluie actuel (10/10), néanmoins tous ne l'identifient pas comme un risque potentiel élevé. Cette différence d'identification est détaillée dans la partie d'analyses.

- Fertilité des sols

Au sein des agriculteurs interrogés, seulement quatre (sur 10) ont identifié le risque lié à la fertilité des sols. Néanmoins, même si les autres n'ont pas identifié ce risque de manière formelle, ceux-ci perçoivent le potentiel danger d'un manque de fertilité seulement ils l'expriment directement en conséquence sur l'état de leurs cultures.

« La destruction de la forêt dans le futur, comme vous le voyez en ce moment la récolte est mauvaise et il y a aussi l'insuffisance de la pluie. (...) Si la forêt est détruite, la pluie ne va pas venir pour remettre l'état de la terre comme elle a été avant. » (Josa, communication personnelle, mai 2019)

- Faune

Le risque lié à la disparition ou diminution de la faune est également identifié au sein d'agriculteurs (5/10) de Lambokely. Ce risque est identifié en lien avec les risques de déforestation liés à la situation d'inégalité sociale et environnementale.

« La forêt est déjà protégée. Notre chef de forêt est venu ici et il a vu nos cultures de maïs dans la forêt et il nous a interdit de défricher la forêt parce qu'il a dit qu'il ne faut pas cultiver dans la forêt parce que dans la forêt il y a beaucoup d'animaux comme le Maki ou le Sifaka ou les lapins, etc. qui y vivent et qui y mangent et qui sont obligés de fuir dans les tréfonds de la forêt pour survivre. » (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Ce risque est souvent perçu comme élevé, néanmoins, il est moins perçu en termes d'importance de danger par l'ensemble des agriculteurs.

1.2. Risque spirituel

- Souffrance des êtres de la forêt

Certains agriculteurs (4/10) identifient également un risque lié à cette inégalité environnementale et sociale sur les êtres de la forêt. Les croyances d'entités spirituelles vivant dans les forêts sont présentes à Madagascar. Pour eux, la déforestation entraîne des conséquences néfastes vis-à-vis de ces êtres de la forêt qui en souffrent. Pour certains cela engendrera une cohabitation entre les fantômes de la forêt et les villageois (1/4), pour d'autres leur colère (1/4).

Interviewer : C'est important la nature ? Stephino : « *Oui, parce que les êtres qui habitent la forêt en souffriront.* » (Stephino, communication personnelle, mai 2019)

2. Risques sociétaux

Pour la majorité des agriculteurs (7/10), la réciprocité n'est pas présente entre les inégalités sociales et environnementales. Leur vision est linéaire, percevant uniquement les impacts des problèmes environnementaux sur les problèmes sociétaux. C'est ainsi qu'ils perçoivent tous les risques sociétaux dépendant, entre autres, des risques environnementaux.

2.1. Risques économiques :

- Économique et de production agricole

Les risques de pertes économiques et de productions agricoles sont identifiés comme hautement risqués par les agriculteurs (7/10) en raison des inégalités et des risques environnementaux.

« La majorité des récoltes seront détruites (...) à cause du coup de soleil. Car il n'y aura plus d'arbres pour donner de l'ombre aux cultures puis la pluie est en manque. » (Stephino, communication personnelle, mai 2019)

Dans le contexte de ce village où la monoculture d'arachides et de maïs est la principale source de revenus, les pertes de productions agricoles sont directement reliées à leurs conditions de vie.

2.2 Risques sociaux :

- Pauvreté et de famine

Le risque de **pauvreté et de famine** est le risque le plus identifié par l'ensemble des agriculteurs (8/10). Ce risque est identifié dans une optique à moyen et court terme pour les villageois. Tandis que d'autres (2/10) projettent également ce risque pour les prochaines générations.

« Il y a un impact, on souffre lorsque la famine s'installe parce que la pluie ne vient plus, regarder maintenant notre source de vie diminue, on souffre. (...) La souffrance, la pauvreté, la famine parce que la forêt aura disparu. Maintenant on voit bien que la forêt diminue. (...) Les conséquences, ce sont que les nouvelles générations n'hériteront pas de la forêt, parce que regardez maintenant la forêt est détruite. Alors que moi qui ai vu la naissance de la forêt et je suis encore vivante. Que vont faire les générations suivantes ? » - (Marina, communication personnelle, mai 2019)

Peu (1/10) y perçoivent une inégalité d'impacts liés aux risques environnementaux et sociaux. Pour ceux-ci, les mauvaises récoltes : *« cela engendre la pauvreté, même la nourriture va être insuffisante. Ce sont les riches [collecteurs] qui vont s'en sortir, mais pas les agriculteurs à Lambokely, Tanandava et Beroboka. » - (Dithy, communication personnelle, mai 2019)*

D'autres (1/10) perçoivent ce risque en lien direct avec les problèmes de pauvreté actuels, de mauvaises récoltes et de manque de pluies. Ceux-ci associent à cette situation de danger la diminution des prix des produits par les collecteurs ainsi que la diminution des récoltes comme l'origine d'un risque d'une présence de pauvreté. Et non pas en lien avec la déforestation.

*« Quand ça diminue [les prix], ce sont les collecteurs qui décident des prix, mais nous on ne fait rien que d'attendre qu'ils nous achètent nos produits, peu importe les prix. Car c'est grâce à ça qu'on mange, s'ils ne nous en achètent pas, on va en souffrir. **Il y aura la pauvreté.** Ce sont les collecteurs avec leur balance qui décident des prix. » - (Zarisoa, communication personnelle, mai 2019)*

- Maladies

Le **risque de maladies** est également identifié par certains agriculteurs (4/10) en lien avec les inégalités environnementales.

Certains (2/10) identifient un impact de la dégradation de la forêt et du changement climatique sur la santé et les maladies des habitants. Le manque de moyens financiers lié à cette inégalité est également reconnu comme impactant sur les maladies et la mort des villageois.

« Il y a un impact sur la **santé** parce que la forêt disparaît alors la chaleur augmente et aussi l'air que nous respirons est aussi chaud alors cela cause des maladies aux habitants. (...) Les impacts sur la santé, par exemple la toux, la maladie respiratoire, le paludisme parce que les moustiques ne restent plus dans la forêt puisqu'il n'y a plus de forêt. » - (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

D'autres agriculteurs identifient également un risque probable de maladies suite aux problèmes de déforestation.

« Il y a la **famine**, la **sécheresse** et il y aura aussi le « **fanompoa** » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

« S'il n'y avait pas la destruction de la forêt, il n'y aura jamais le KITROTRO, mais ce qui nous fait souffrir en ce moment c'est la destruction de la forêt. Et cela engendre beaucoup de maladies ce qui veut dire que si la protection de la forêt n'est pas maximale nous, les habitants d'ici, vont beaucoup en souffrir c'est-à-dire que c'est nous les anciens qui ont subi les conséquences de ce que les nouveaux-venus ont fait à la forêt. » (Marina, communication personnelle, mai 2019).

Le fanompoa et Kitrotro sont des appellations pour identifier la rougeole. Celles-ci opèrent un rapprochement entre destructions de la forêt et le risque de maladies. Cette évaluation se fait au vu de leurs expériences passées au village. De fait, une centaine d'enfants sont morts par le passage de la rougeole, un mois avant les entretiens.

- Mortalité

Ce risque a également été identifié par les agriculteurs de Lambokely (4/10) comme étant probable et dangereux en raison de la situation socio-environnementale. Cependant, l'origine de ce probable danger n'est pas la même pour tous les agriculteurs.

Pour certains (2/10), le danger de mort est probable à cause des inégalités sociales, du manque alimentaire et de l'insuffisance économique couplés aux maladies engendrées par les problèmes environnementaux.

« On ne sait pas s'il va avoir des maladies à part les maladies qui nous ont déjà frappés. Si l'on constate que l'insuffisance de nourritures et l'insuffisance financière, aussi pour aller chez

le docteur, vont s'installer cela **finira par la mort**. Je prends exemple comme cette année il y avait insuffisance agricole et de nourriture, le manque d'argent dû à cette mauvaise culture alors on n'avait pas les moyens même pour acheter des comprimés et cela a engendré beaucoup de morts. Je crois qu'il y avait plus de 100 enfants qui y ont perdu la vie à cause de cette maladie. Donc pour moi c'est très difficile de dire comment sera l'avenir » - (Dithy, communication personnelle, mai 2019)

Pour d'autres, ce risque de mortalité est présent de par le potentiel colère des esprits lié à la dégradation de la forêt (1/10) :

« Mais ce qui est grave c'est que **les esprits qui habitent la forêt seront fâchés**, car ils n'auront plus de maison. Leur maison c'est la forêt, alors que les gens détruisent la forêt. (...) **Tous les habitants seront morts, car la colère des fantômes s'abat sur les habitants**. Par exemple la maison juste là-bas qui avait brûlé, on est sûr que c'est eux qui ont fait ça. » (Cécile, communication personnelle, mai 2019)

Il y a quelques mois, un feu a brûlé tout un quartier de Lambokely dont l'église faisant des morts et mettant plusieurs agriculteurs sans logement. Plusieurs autres agriculteurs Sakalava et Antandroy évoquent ces esprits ou fantômes de la forêt. Cependant, ceux-ci, ils n'émettent pas les mêmes conséquences tels que la mort, mais plus de la cohabitation des esprits avec les villageois.

Pour d'autres, ce risque provient du manque alimentaire suite aux inégalités environnementales d'accès aux ressources et des violences qui en découlent.

« S'il n'y a pas de nourriture, les gens vont se demander où ils vont trouver de la nourriture pour aujourd'hui, ils ne vont pas en trouver alors ils volent. Et s'ils se font surprendre pendant le vol, les propriétaires vont les battre jusqu'à la mort. (...) Si les conflits avec les DAHALO ne s'arrêtent pas, cela causera **beaucoup de morts** dans tous les villageois. (...) La mort parce que si les propriétaires des récoltes surprennent les DAHALO en train de voler, ils vont s'entretuer. (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

- Violence et délinquance

Le risque de **violence et de délinquance** est également identifié (4/10) comme élevé d'une résultante des inégalités sociales et environnementales.

Ces agriculteurs identifient ce risque lié aux vols à des degrés différents. Pour tous, l'impossibilité d'avoir de bonnes récoltes suite aux inégalités et risques environnementaux couplés aux inégalités sociales telle que les problèmes de famine engendrera de la **délinquance et des vols** multiples.

Certains identifient (2/10) ce risque lié aux vols intra et intervillages comme hautement probable et risqué.

« Les gens vont voler ceux qui ont encore de la nourriture. (...) Elle [l'insécurité] va prendre place parce que les gens ne pourront plus cultiver et s'ils ne cultivent pas, ils feront n'importe quoi comme voler. Parce qu'il n'y aura plus de culture, la terre sera sèche, ils seront obligés de voler. » - (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

D'autres identifient (2/10) ce risque en lien avec la présence de voleurs de zébus, les DAHALO liés aux inégalités de répartition des ressources et d'accès à la terre.

« On ne peut rien y faire parce qu'eux [DAHALO], ils vont toujours continuer leur travail si cette mauvaise récolte continue. En plus on ne sait plus s'ils vont tuer des gens souvent, parce que déjà maintenant ils tuent les gens qu'ils dérobent. Et tout cela finira par les meurtres incessants que les DAHALO feront. » - (Josa, communication personnelle, mai 2019)

De plus, associé à cette violence inter et intra-villages, certains (1/10) perçoivent un risque de violence entre les villageois et autorités. Le manque d'accès aux usages de la terre de l'AP engendrera des conflits :

« Si on ne peut plus cultiver dans la forêt, il y aura toujours des risques. Comme ceux qui n'ont pas de terre continueront à cultiver dans la forêt, et cela engendrera un conflit entre eux et les autorités. Soit les autorités les surprennent ou bien ils vont toujours fuir les autorités, c'est-à-dire que des autorités viennent dans le village, ils vont fuir et se terrer dans leur maison jusqu'à ce que les autorités repartent. » - (Dafy, communication personnelle, mai 2019)

Les risques présents sont principalement des risques liés à la violence et à l'insécurité intervillages et avec les autorités, mais aussi liés aux inégalités environnementales d'un manque d'accès à la terre et aux inégalités sociales à l'alimentation.

2.2. Risque migratoire

- Disparition de Lambokely

À plus long terme, certains agriculteurs (4/10) perçoivent également le risque d'une émigration de la population de Lambokely vers d'autres horizons. L'accumulation de tous les risques présentés précédemment ferait de Lambokely un village fantôme. La raison de la venue des agriculteurs ne sera plus présente, les sources de vies diminuées et l'insécurité de plus en plus présente. Selon ces agriculteurs, ces facteurs amèneraient potentiellement à la disparition du village.

« D'après moi, si cette situation sur la destruction de l'environnement continue, il n'y aura plus de récoltes, personne ne pourra plus cultiver alors tout le monde sera obligé de déménager, chercher un nouvel endroit, car on ne pourra pas habiter dans un endroit où on ne pourra pas cultiver. (...) Si le vol prenait de l'ampleur, c'est-à-dire personne ne supporterait un vol comme l'année dernière, le vol a été vraiment énorme, donc ils vont déménager, car personne n'habitera dans un endroit où il se fera toujours voler, ils préféreront chercher un autre endroit ou dans la ville. (...) Les conséquences seraient que tout le monde s'en ira et il n'y aura personne ici, c'est-à-dire le village n'existera plus. Or, tout le monde aura sa propre destination, on ne va plus être dans un même endroit, mais ce sera très difficile de s'adapter en ville, car nous sommes tous habitués à être ici, mais à cause de l'insécurité les habitants seront obligés de partir pour survivre. Le village n'existera plus. » (Falnon, communication personnelle, mai 2019)

Une distinction est toutefois nécessaire concernant cette perception du risque. Certains agriculteurs (2/4), identifient une forte probabilité que ce risque soit réalisé. Toutefois, les effets de gravités ne sont pas perçus comme hautement négatifs. Les conséquences néfastes de cet événement ne leur sont pas perçues comme un danger très élevé. Ceux-ci ont une vision de ce potentiel risque comme moins dangereux que d'autres (2/4) en raison du caractère temporaire de leur présence au village.